

3

Procès-Verbaux
4926-1928

— 10 —

COMMISSION de l'Hygiène, de l'assistance
de l'assurance et de la prévoyance sociales

(ANNÉE 1927.)

Président :

M. CHAUVEAU.

Vice-Présidents :

MM. FERNAND MERLIN, LANCIEU.

Secrétaires :

MM. MAUGER, DAUTHY.

Membres :

MM.

ARMBRUSTER.
BAUDET (Charles).
BRETEAU.
CHARPENTIER.
CORNAND.
DARAIGNEZ.
DARTEYRE.
DELPIERRE.
DENTU.
DHERBECOURT.
DRON (Gustave).
DUDOUYT.
FRANÇOIS-SAINT-MAUR.
GIORDAN.
GODART (Justin).
GUILLOIS.

MM.

HENRI MERLIN.
JOURDAIN (Paul).
LEREDU.
LIMOUZAIN-LAPLANCHE.
~~LOUFFE (Albert)~~ *Carals*.
MOUNIÉ.
MARQUIS DE MOUSTIER.
MULLER (Eugène).
PAUL STRAUSS.
ROCHE.
ROLLAND.
SAINT-ARTIN.
SIREYJOL.
THÉRET.
DE WENDEL (Guy).

Séance du mercredi 10 février 1926

Présidence de M. Chauveau.

La séance est ouverte à 17 heures.

Présents: M. Duquaire, Mauger, Limouzin-Laplanché, Ajam, Louppe, Henri Merlin, Daraignez, Durdouyt, Gasser, Charpentier, Bonnevay, de Berthier, François-Saint-Maur, Dauchy, Dron, Roche, Fernand Merlin.

M. Fernand Merlin a la parole pour entretenir la commission de la prohibition aux Etats-Unis et du régime des boissons au Canada.

Appelé à se rendre à Washington pour la XXIII^e conférence interparlementaire, il a tenu à se documenter sur place, auprès des plus hautes personnalités (les sénateurs Kellogg, McKinley, l'ambassadeur de France M. Daeschner) sur cette grave question.

M. F. Merlin avait fait insérer à l'ordre du jour du Congrès la lutte contre les drogues nocives. Les Anglais firent ajourner cette discussion: les Anglais produisent beaucoup d'opium.

La conférence se tint du 1^{er} au 5 octobre 1925.

M. F. Merlin posa à ses informateurs 2 questions:

1^{re} Le régime de la prohibition vous paraissait-il vraiment nécessaire et indispensable?

2^{de} Ce régime est-il définitif?

Les réponses furent toutes affirmatives.

M. F. Merlin trace un saisissant tableau de l'intoxication alcoolique en Amérique avant la loi de prohibition et de la difficulté de lutter contre l'alcoolisme dans un aggrégat

de races si diverses (New York comprend 800.000 Italiens, 350.000 Allemands, 250.000 Polonais; 80.000 Grecs, 20 ou 25.000 Français, etc.)

Le whisky était boisson nationale. L'abus des saloons (bars) conduisait à la dipsomanie.

Cependant la prohibition existait déjà dans plusieurs États.

L'amendement 18 à la constitution (loi de prohibition) fut voté par 60 voix contre 20 par le Sénat; par 262 contre 128 par la Chambre des représentants. C'est une loi constitutionnelle, ce qui lui donne encore plus de chances de durée. Il faudrait une majorité des $\frac{3}{4}$ pour le modifier. Cela est considéré comme impossible par les hommes politiques américains.

Le texte du § 1^{er} est le suivant:

"Seront prohibés un an après la ratification du présent amendement, la fabrication, la vente, la circulation, l'importation et l'exportation de toutes boissons alcooliques, dans les limites des États-Unis et de tous les territoires soumis à leur juridiction."

Résultats: les 178.000 débits de boissons (auxquels il fallait ajouter 100.000 bouges clandestins) ont été radicalement supprimés. Quelques établissements restants ne donnent que des boissons hygiéniques; généralement ils sont annexés à des bibliothèques (à N. York seulement.) On ne peut donc se rafraîchir que dans les hôtels.

On a constaté une diminution notable des

Maladies alcooliques et nerveuses et surtout de la criminalité. Les chiffres de statistiques comportent surtout maintenant des contraventions, surtout des excès de vitesse, car l'automobile est aussi populaire qu'en France la bicyclette. Une auto coûte 250 à 300 \$; en 1924, production de 4 millions d'autos.

La puissance d'achat du dollar est relativement réduite (se faire cirer les souliers = $\frac{1}{2}$ \$; se faire tailler la barbe et le cheveu = 2 \$)

Depuis la prohibition, les constructions d'immeubles ont augmenté dans la proportion de 152 %; 51 % de ces constructions sont réservées à des ouvriers. Toutes ont leur salle de bain.

Les salaires sont considérables; un ouvrier gagne de 8 à 12 \$ par jour.

Les taudis ont disparu.

Aucun ouvrier du bâtiment ne travaille sans gants; aussi les petits accidents, qui sont chez nous une charge pour les C^{es} d'assurances, ont disparu.

La famille américaine, grâce à la prohibition, s'est reconstituée. Les débits de tournients plus de 2 millions de \$ soustraits au "commerce légitime."

Les maisons de débauche ont été supprimées et les maladies vénériennes réduites dans des conditions exceptionnelles.

L'influence de la loi sur la jeunesse a été excellente.

Le règlement des conflits du travail et du capital est devenu plus facile.

Le travail devient le capital: de 1914 à 1926,

Le chiffre des dépôts en banque a été multiplié par 2,5, mais le nombre des déposants l'a été par 3,5.

L'épargne, sous toutes ses formes, a augmenté.

M. Fernand Merlin montre en passant Combien l'influence française est restée grande en Amérique, grâce au souvenir de Lafayette.

La fraude (bootleggers) est poursuivie avec une rigueur impitoyable. La lutte contre la fraude a coûté, en 1925, 7.502.146 dollars, mais les amendes en ont rapporté 6.538.115.

Les Américains ont laissé entendre à M. Fernand Merlin combien la transformation de St Pierre et Miquelon en base de contrebandiers d'alcool leur était désagréable.

M. Spam demande pourquoi celle de La Havane n'a pas été supprimée. M. Fernand Merlin répond que Cuba est un pays libre, et qu'il y aura d'ailleurs quelque jour des frictions.

Il explique ensuite qu'au Canada, sur 9 provinces, 5 sont "humides", mais que 4 sont "sèches".

Celle de Québec est un type de province "humide". Mais il y existe une réglementation serrée. La loi a supprimé sans indemnité les bars et débits. Seuls hôtels et restaurants peuvent débiter vin, bière, et alcool, ce dernier seulement.

comme complément des repas. Les hôtels ne servent plus après 22 h.

A Québec, le gouvernement a le monopole des liqueurs. Plus d'intermédiaires. L'Etat vend même le vin. Le commerce de la bière seul est libre. Il existe dans la province (3 millions d'hab.^{ts}) 90 magasins de vente. On ne délivre pas plus d'un litre à la fois.

La criminalité, les accidents, ont diminué. L'Etat a un bénéfice de 5 millions de \$ par an, utilisé en construction de routes, d'écoles, etc.

Quelle est la conclusion, pour un Français?

La question doit être considérée, non seulement au p^t de vue hygiénique, mais au p^t de vue social et financier.

La première conquête de la prohibition aux E. U. a été la disparition des débits. Ce serait contraire à nos traditions nationales et une telle réforme se heurterait à des difficultés formidables.

Nous avons en France bien plus de débits que n'en avaient les Américains : 178.000 en Amérique, 470.000 en France, plus près de 60.000 débits clandestins. En outre, les E. U. n'avaient pas de bouilleurs de cru: il y en a 10 millions en France (consommation "familiale" de 10 litres.)

Nous avons là un problème démographique: la fabrication et la vente des boissons non hygiéniques immobilise 2 ou 3 millions d'individus: et nous faisons appel à la main d'œuvre étrangère, dans des conditions qui

deviennent dangereuses!

Le vin est notre boisson nationale, les apéritifs sont ses ennemis.

M. Fernand Merlin voudrait que la Commission prît l'initiative d'un mouvement dans ce sens, d'un mouvement de renaissance qu'il faut provoquer par tous les moyens. Le problème sera posé devant le gouvernement et devant l'opinion. M. Fernand Merlin en entretiendra ultérieurement la commission.

M. le Président remercie M. F. Merlin de sa très intéressante communication.

La séance est levée à 18 heures 10.

7

Séance du mercredi 17 février 1926.

Présidence de M. Chauveau.

La séance est ouverte à 17 heures.

Présents : M. M. Chauveau, Boumeray, Azam, Mauger, Saragnez, Dauthy, Lancien, Charpentier, Jorelet, Delpierre, Baudet, H. Merlin, H. Michaut, F. Merlin, P. Strauss, Fontanille.

M. le président dépose la correspondance.

M. Mauger représentera la commission au Congrès de la Fédération N^{le} des mutiles du Travail (13-14 mars, Bou-
luse.)

Des syndicats médicaux se plaignent que l'article 4 du projet sur les ass^s sociales fasse mention des "taux locaux" et demandent la suppression de cette mention. M. le président est autorisé à répondre négativement.

M. Dauthy est désigné comme rapporteur du P. L. n^o 9, interdisant la vente à
tempérament de valeurs à lots.

M. Mauger est désigné comme rappo^r. du P. L. modifiant le § 2 de l'art. 2 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par les L. du 22 mars 1902 et du 5 août 1920 sur les accidents de Travail (salai-
res de base.) (n^o 34)

M. Boumeray présente son rapport sur

le P.L. relatif à la création de groupements
d'achats en commun entre les établissements
publics d'assistance.

Il propose d'adopter le texte de la
Chambre, sauf pour le § 1^{er} de l'article 3,
pour lequel il demande à la C^{on} de
reprendre le texte du Conseil Supérieur
de l'Assistance publique.

Son rapport est adopté.

M. Mauger demande que la Commission
reçoive les P.V. du Conseil Sup^{er} de l'A.P.
M. le Président en fera la demande.

M. Paul Strauss demande à M. le Prési-
dent d'obtenir de la C^{on} de Finances
une décision sur le P.L. relatif au
régime des organismes d'habitation
de B. M. et sur le P.L. tendant à
instituer un recours au 2^e degré
pour l'applic^{on} de l'ass^{ist} médicale
gratuite et l'ass^{ist} aux femmes en couches.

M. le Président répond qu'il a déjà fait
une démarche infructueuse, mais qu'il
ne se refuse pas à la renouveler.

M. Mauger signale que pour le P.L. portant
mod^{if} à l'art. 20 de la loi du 14 juillet
1905, les rapports sont déposés, mais
que le ministre des finances s'oppose
à la disc. du projet.

M. le Président répond que l'on peut tou-
jours demander l'inscription à l'O. du Jour.

M. P. Strauss fait une observation ana-
logue aux précédentes en ce qui concerne
une disposition accordant des avantages

9
fiscaux aux Stes créées pour la constr^{on}
d'habitations à loyers modérés.

Personne ne demandant plus la
parole, la séance est levée à dix huit
heures 15'.

Séance du Mercredi 24 Février 1926

Présidence de M. Chauveau

La séance ~~est~~ ouverte à 17 heures.
Présents : M. M. Chauveau, Duguère,
Guillois, Thieret, François St-Maur,
Limonzain-Laplanche, Sreijot, Bon-
neray, Daraignez.

I En raison de la discussion de la loi
créant des ressources nouvelles, en
séance du Sénat, sont renvoyées à une
séance ultérieure :

1^{re} la désignation d'un rapporteur pour
le P.L. 3725 Ch. tendant à modifier
la composition des tribunaux départem^x
des pensions.

2^{de} la discussion du rapport de M.
Bonneray sur la P.^{on} de loi relative
à l'assurance municipale contre la
grêle (2937 Ch. 1925.)

II M. Bonneray demande à la C^{on} de
s'autoriser à apporter certaines mo-
difications au texte du P.^t de loi rela-
tif à la création de groupements d'a-
chats en commun entre les établisse-
ments publics d'assistance.

A l'art. 1^{er} : il propose d'ajouter :
"Le groupement est valablement constitué
par arrêté du préfet s'il s'agit d'établisse^t
commun^x ou départementaux du même
depart^t, ou par arrêté du ministre du
travail et de l'hygiène dans tous les autres cas."

A l'art. 2, M. Bourneval propose :
 "3, 5 ou 7 membres. Le nombre des administrateurs formant la C^m spéciale est fixé par l'arrêté constituant le groupement."
 Il propose ensuite le nouveau texte suivant pour l'article 3 :

"Les frais de gestion de la commission sont couverts par un pourcentage appliqué au montant des marchés et payé par le fournisseur. Ce pourcentage varie chaque année et est fixé par la commission, sous réserve de l'approbation du préfet... etc. » (comme plus haut.)

La séance est levée à 17 heures 15.

Séance du Mercredi 3 Mars 1926

Présidence de M. Chauveau

Présents : M.M. Duquaire, Guillois, Lancien, Roche, Charpentier, Delpeire, Spam, Fernand Merlin, Chauveau.

Excusé : M. Paul Strauss

La séance est ouverte à 17 heures.

M. Duquaire est désigné comme rapporteur du projet de l. tendant à modifier la composition des Tribunaux départementaux des pensions (372)

M. Guillois signale, à propos du projet de loi relatif à l'art dentaire en Alsace et Lorraine (366) les différences du texte voté par la Chambre (rapporteur, M. Oberkirch) et celui du Sénat.

Le premier donne le droit d'exercer en France à des catégories qui n'offrent pas de garanties suffisantes de compétence. Plus de 900 personnes seraient autorisées, à la condition d'avoir ~~été~~ simplement commencé leur apprentissage de mécanicien dentiste ou même d'avoir simplement servi dans les armées françaises.

Après une discussion à laquelle prennent part M. le président, M. Guillois, rapporteur, M.M. Fernand Merlin, Duquaire, Lancien, Charpentier, Delpeire, la commission décide de surseoir, pour plus ample information.

La séance est levée à 17 h. 45.

Séance du Mercredi 10 Mars 1926.

Présidence de M. Chauveau.

Présents : M. Chauveau, Duquaire, Sireyot, Fontanille, Bonnevey, Dauthy, Ajam, François - St. Maur, Charpentier, Doudouyt, Roche, Lancien, Henri Merlin, Delpierre, Fernand Merlin,

La séance est ouverte à 17 heures.

M. de Bertier est désigné comme rapporteur du

Projet de loi portant ratification du décret du 18 décembre 1924, étendant le régime des allocations supplémentaires aux titulaires des rentes d'accidents de 30 à 49 % servies en exécution du Livre III du Code des assurances sociales en vigueur dans les départements du Bas Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle.
Désignation d'un Rapporteur.

M. Bonnevey, rapporteur de la proposition de loi de M. Carrière relative à l'assurance municipale contre la grêle (n° 293, année 1925) expose que de nombreux projets et propositions sur cette question ont déjà vu le jour (M. Rivet en 1893 ; M. Bouhey-Alex en 1903 ; M. Magnaudé et Augé en 1907 ; M. Fitte et Nogues en 1907 ; M. Charles Dumont en 1910 ; Carbourieck et Mauger en 1910 ; Emile Rey en 1911 ; prop. Carrière ; prop. Chéron.

La proposition en discussion est du 9 juin 1925.

M. Bonnevey expose les grandes lignes de cette proposition (voir le document 293.)

Il constate que le projet abandonne l'idée de la solidarité nationale, qui a permis, dans le cas des dommages de guerre, des résultats remarquables.

L'adhésion obligatoire de l'individu est imposée, dans cette prop., par un conseil municipal éphémère.

L'auteur n'a pas réglé le sort des contrats privés existants.

En outre, les communes peuvent se retirer de l'assurance au bout de 5 ans, d'où instabilité.

La disposition qui permet à l'habitant d'une commune d'assurer, dans cette commune, les terres qu'il possède dans une autre commune non assurée, paraît excessive.

Les attributions du conseil sont mal délimitées.

Une discussion s'engage entre tous les membres de la Commission, qui ne sont pas partisans de l'assurance municipale.

M. François St. Maurice se déclare partisan du risque régional, avec intervention de l'Etat.

M. H. Merlin répond que si l'on n'assure que les régions à grêle, les caisses ne pourront pas vivre.

M. le président serait partisan de la liberté, on pourrait charger du risque grêle les petites mutuelles agricoles, en les subventionnant.

M. Roche s'étonne que l'on plante en

signobles des régions souvent grêlées.

M. déclare que l'assurance grêle fonctionne pour les planteurs de tabac, et couvre 90 % des pertes.

M. Roche signale que les départements intéressés ne sont surement pas la majorité!

M. Bonnefoy répond qu'il s'agit surtout de départements viticoles.

M. Danthy demande si l'on ne pourrait concilier le principe d'une assurance d'Etat avec l'utilisation des initiatives privées.

M. le président est d'avis que la solution est dans cette voie, et se déclare partisan d'une organisation de liberté.

M. Danthy propose une organisation nationale, avec aide de l'Etat, et adhésion facultative.

M. le Président suggère une organisation de petites mutuelles agricoles subventionnées dans la liberté, avec caisses régionales et caisse centrale.

M. Roche se déclare hostile à la prop. Carrère.

M. François Saint Maur dit qu'il ne s'agit pas de couvrir un risque social dangereux, mais de protéger des intérêts privés. Il faut donc demander le plus grand effort à l'intéressé.

M. Bonnefoy résume la tendance générale : assurance individuelle facultative ; sociétés agricoles de la loi de 1900 ; caisses régionales de réassurance ; suppression des "régions classées" de la propⁿ Carrère (adhésion.)

M. fait observer que si l'on subventionne l'ass. grêle, il faudra faire

le même geste pour les propriétaires périodiquement menacés par les inondations.

M. Bonmeray précise le sens dans lequel il doit chercher la solution : adhésion ~~volon-~~taire facultative et individuelle, dans des petites ass^{ons} locales, pouvant se réassurer à des caisses régionales, pouvant elles-mêmes se réassurer à une assoc^{on} nationale, le tout subventionné par l'Etat au moins à concurrence des sommes inscrites au budget pour calamités agricoles. (adhésion générale)

M. François-Saint-Maur signale que le rapporteur pourrait trouver d'utiles suggestions dans les projets émanant des Corporations intéressées. Il ajoute qu'il faudrait subventionner aussi les assurés à des C^{ies} privées.

M. Bonmeray offre de revenir à quinzaine avec un nouveau projet. (adhésion)

La séance est levée à 18 heures 1/2.

- Séance du 24 mars 1926 -

- Présidence de M. Chauveau -

Présents: M. M. Bonnevay, Brager de la Ville-Moysan, François-Saint-Maur, Strauss, Henri Merlin, Fernand Merlin, comte de Bertier, Duquaire.

La séance est ouverte à dix-sept heures.

M. le Président déclare que la Fédération ^{des H.B.M.} qui demande à être entendue réclame l'abrogation de l'article 31 de la loi du 26 janvier 1926; il donne lecture de cet article.

M. Ristler, président de la Fédération ^{des H.B.M.} estime que la loi Ribot a été complètement détournée de son but qui était de donner à tout travailleur ^{un} meilleur logement. On a commencé à ne plus prêter qu'aux familles nombreuses, après la guerre, par suite du manque d'argent, et la loi est devenue peu à peu inapplicable.

L'annuité à payer par le travailleur varie entre 2.700⁺ et 3.000⁺ pour une maison de 35.000⁺; ce qui est le minimum, or les circulaires limitent le bénéfice du prêt aux travailleurs ne payant pas l'impôt sur le revenu. La situation est très grave. Le taux de 3% permettrait d'aider 3.000 à 3.500 familles, et cela coûterait 200 f. par famille. Le sacrifice servirait à l'amélioration de la race humaine.

En 17 ans le crédit immobilier a rendu 35.000 familles propriétaires pour moins de 30 millions. Il serait souhaitable que le projet Bovier-Lapierre, qui le doterait définitivement, soit accueilli favorablement.

L'élévation du maximum des dépôts à la caisse d'épargne procurerait 1 milliard sur lequel 150 ou 200 millions seraient mis à la disposition du crédit immobilier. De plus un travailleur

pourrait capitaliser ainsi la somme qu'il doit verser comme avance.
M. Seillier, fondateur de l'office public immobilier de la Seine, déclare que la situation est la même pour les offices et se plaint de l'incohérence des efforts gouvernementaux et législatifs. Il estime que la législation de 1919-20 judicieusement appliquée serait la plus perfectionnée d'Europe, elle établit un équilibre entre les initiatives privées et publiques. Le loyer normal représenterait 10 fois celui d'avant guerre et les salaires n'ont que quintuplé. Un effort officiel est donc nécessaire. Tout a fonctionné à peu près, jusqu'en 1924, mais les difficultés de trésorerie ont empêché la Caisse des Dépôts de réapprovisionner normalement les crédits.

La lutte contre le taudis viendrait au secours de la loi sur les assurances sociales en écartant des risques de maladie.

Par une formule contraire aux traditions, on a introduit dans la loi de douzième provisoire des textes bouleversant une loi précédente.

M. Strauss rappelle que dans un cas semblable, en 1906, la commission des finances avait demandé qu'on n'introduisit pas des telles dispositions dans une loi de douzième.

M. Seillier s'excuse de déclarer qu'il considère les agissements actuels comme empreints de mauvaise foi. Si l'on ne veut rien donner, mieux vaudrait le dire franchement, cela éviterait à ceux qui réclament des prêts de croire que les organisateurs du crédit ne veulent pas accorder des fonds par mauvaise volonté pure.

Les instructions descendant le prêt aux contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu obligent à ne prêter qu'à des insolubles, ce qui est impossible aux administrateurs du patrimoine des offices de crédit. La Caisse des Dépôts demande qu'on équilibre recettes et dépenses, mais le loyer ne peut dépasser 1810⁺ alors qu'il devrait être de 2300⁺ au moins.

La loi demande 0,10 pour cent sur les prêts consentis, cela modifie les contrats antérieurs par des charges non prévues, la somme à payer ainsi atteindra bientôt le million et ne servira qu'à la création des fonctions inutiles.

Le nouveau contrôle imposé fera perdre un temps énorme. M. Strauss fait observer que la ~~de~~ taxe a pour but d'indemniser la Caisse des Dépôts de ses frais.

M. Scillier pense que ceux-ci ne doivent pas dépasser 20.000 frs (traitements d'un rédacteur et d'un commis). Le contrôle par les Travaux publics aboutira à faire contrôler des architectes officiels par des conducteurs des ponts et chaussées à Paris et, dans les provinces, ce ne sera en somme que le maintien du statu quo.

Il craint que la fonction ne crée une fois de plus l'organe et s'étonne que les décisions illégales prises par la commission des prêts aient été approuvées par MM. Godart et Durafour. Les circulaires envoyées n'ont été reçues par les sociétés que 2 mois au moins après la prise des décisions.

De plus la Caisse des Dépôts ne veut pas considérer comme dépenses d'aménagement les dépenses de ~~voies~~ etc et réclame le paiement de 70.000 frs avant le 31 mars (taxe de 0,10 pour cent).

Il est heureux que l'état d'esprit de l'ouvrier se soit modifié et qu'il accepte de payer pour son loyer proportionnellement plus qu'avant guerre: 1/5, 1/4 même de ses dépenses.

La situation est grave, 250.000 familles vivent dans des garnis à 300+ par mois environ, entassées. En on permette aux offices publics de vivre en attendant la loi suivante.

M. Lesueur, ancien président de la fédération nationale des coopératives, indique que ces sociétés sont touchées très durement aussi et précise la question des circulaires.

La première, d'avril, ne fut envoyée que 3 mois après

et seulement aux sociétés auxquelles on consentait un prêt. La commission d'attribution a ainsi pu constater qu'on ne tenait pas compte de la circulaire: personne ne la connaissait! Il y a eu un rappel en novembre et les sociétés les plus favorisées l'ont connu en janvier; dans la Seine ce fut seulement en mars. Les comités de patronage n'ont été saisis de la question que par les sociétés. M. Killier a dit: "Si l'on ne veut rien faire, qu'on le dise!" Oui, mais une solution négative serait très regrettable.

M. Michaëlis, au nom de la municipalité marseillaise et de toutes les municipalités de province déclare que les mêmes maux y existent. De nombreuses personnes sont logées dans des baraquements ou dans des immeubles en ruine. Il se rallie au langage énergique de M. Scillier.

M. Risler demande que les modifications apportées par le comité de permanence des habitations à bon marché au projet Bovier-Lapierre soient examinées attentivement. Une famille comptant 3 enfants mineurs ne peut être qualifiée de "nombreuse". La question d'un logement pouvant être acheté dans un immeuble a aussi été repoussée.

M. Duchercq, au nom des coopératives de province, ajoute le désir des petits ouvriers, employés et fonctionnaires de voir la législation leur rendre plus abordable la propriété. Le découragement est considérable.

M. le Président déclare que la suppression de l'article 31 donnerait une grande satisfaction aux sociétés pour une grande part, surtout si les décalaires sont annulés.

La modification de l'article 24 de la loi de 1912 paraît plus difficile et très longue à réaliser.

M. Strauss déclare qu'il a demandé qu'on laissât ton-

ber en désuétude les circulaires en question. Il tient à signaler que l'expérience acquise permet de considérer comme préjudiciable le dualisme entre laisse des dépôts et commission d'attribution des prêts.

M. Risler approuve ce point de vue.

M. le Président déclare que la proposition Borsier-Lapierre sera examinée en tenant compte des desiderata du comité permanent. Il assure la délégation de la sympathie de la commission.

M. Risler, au nom de la délégation, est très touché de cette bienveillance et en remercie la commission.

La séance est levée à 6^h 15 minutes.

Henry
mib

Séance du 31 Mars 1926

Présidence de M. Chaureau.

Présents : M. Chaureau, Manger, Fernand Merlin, de Bertier, Lancien, Thérét, Guillois, Charpentier.

La séance est ouverte à dix-sept heures.

I. M. Manger donne lecture de son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier le § 2 de l'art. 2 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par les lois du 22 mars 1902 et du 5 août 1920, sur les accidents du travail (n° 34, 1926.) (V. plus loin)

La commission autorise M. Manger à déposer son rapport.

II. M. de Bertier est désigné comme rapporteur du

Projet de loi portant ratification du décret du 6 décembre 1924, rattachant au Ministère du Travail, de l'Assistance et de la Prévoyance sociale, l'Office régional de statistique d'Alsace-Lorraine (année 1926 - N° 94).

III. Est renvoyée à une séance ultérieure la lecture du rapport de M. Duquaire sur le

Projet de loi tendant à modifier la composition des Tribunaux départementaux des pensions (année 1925 - N° 372).

IV. M. de Bertier donne lecture de son rapport sur le

- Projet de loi concernant la solution des conflits de législation et de juridiction auxquels peut donner lieu l'application des dispositions de la loi du 9 avril 1898 et du Code des assurances sociales resté en vigueur en Alsace-Lorraine. (année 1924. n° 639.) Ce rapport est

approuvé et M. de Bertier est autorisé à le

déposer sur le bureau du Sénat.

I
(suite)

M. Manger, à ce propos, d'accord avec M. de Bestier, fait décider que la loi n° 34, 1926 (v. page précédente) sera applicable au Haut-Rhin au Bas-Rhin et à la Moselle.

V.

M. Fernand Merlin signale que le projet de nouvelles ressources financières prévoit des taxes sur les boissons hygiéniques et sur les eaux minérales. Or, la Chambre a refusé d'augmenter les droits sur l'alcool, alors que le Sénat, par 250 voix contre 50, avait décidé une disposition à cet effet. Le rôle de la Commission de l'Hygiène est, dit-il, de demander au Ministre des finances et à la Commission des finances de reprendre cette augmentation des droits sur l'alcool. La Commission de l'Hygiène le charge de faire des démarches en son nom auprès de l'un et de l'autre.

La séance est levée à dix-huit heures.

Séance du 14 Avril 1926.

Présidence de M. Chauveau

Présents : M. M. Chauveau, Bonnevay, Guillois, Lancien, Thèret, Delpierre, Duquaire, Dauthy, Doudouyt, Charpentier, de Bertier.

La séance est ouverte à dix-sept heures.

M. Lancien est désigné comme rapporteur du projet de loi portant modification de l'art. 12 de la loi du 30 décembre 1923 étendant au personnel des ch. de fer d'Alsace et de Lorraine le régime des retraites des agents des autres grands réseaux français.

M. de Bertier est désigné comme rapporteur du projet de loi étendant aux Alsaciens et Lorrains mobilisés dans l'armée allemande et à leurs ayants-cause (veuves et orphelins et ascendants) le bénéfice de la loi du 4 août 1924 concernant les caisses de retraite fondées par les anciens combattants et les victimes de la guerre (n° 105, 1926).

M. Duquaire donne lecture de son rapport sur le projet de loi tendant à modifier la composition des Tribunaux départementaux des pensions. Après une discussion à laquelle prennent part, outre le rapporteur, M. M. Bonnevay, Dauthy, Delpierre, le rapport est adopté.

M. Guillois donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à l'exercice de l'art dentaire par les dentistes diplômés et non diplômés d'Alsace et de Lorraine,

(n° 366, année 1925.) Après une courte discussion, le rapport est adopté.

La séance est levée à dix-sept heures quarante-cinq.

Séance du 16 Avril 1926.

Présidence de M. Chauveau

Présents: M. Chauveau, de Bertier, Lancien, Jovelet, Dudouyt, Manger,

La séance est ouverte à 17 heures.

M. Lancien donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 30 décembre 1923 étendant au personnel des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine le régime des retraites des agents des autres grands réseaux français. (n° 236, 1926.)

Après une discussion à laquelle prennent part M. le rapporteur, M. le président, M. de Bertier, M. Jovelet, le rapport est adopté.

M. de Bertier donne lecture de son rapport sur le projet de loi étendant aux Alsaciens et aux Lorrains mobilisés dans l'armée allemande et à leurs ayants-cause (veuves et orphelins et ascendants) le bénéfice de la loi du 4 août 1924 concernant les Caisses de retraite fondées par les anciens combattants et victimes de la guerre. (n° 105, 1926.) A la discussion prennent part M. Jovelet, Dudouyt, le rapporteur.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à dix-sept heures vingt.

27

Séance du 21 Avril 1926.

Présidence de M. Chauveau.

Présents: M. Chauveau, Ajam, François St-Maur, Dauthy, Sireyjol, de Bertier, Limouzin-Laplanche, Delpierre, Strauss, Charpentier, Bonnevey, Mauger, Henri Merlin.

La séance est ouverte à 17 heures.

I. M. Chauveau est nommé rapporteur de sa proposition de loi relative au contrôle sanitaire des immigrants. (n° 251.)

II. M. Sireyjol signale qu'une entente paraissant maintenant intervenue entre le gouvernement et la C^{ie} fermière de Vichy, il y aurait lieu de demander la mise à l'ordre du jour de son rapport sur le projet de loi 318 (1924) portant approbation de la Convention intervenue entre l'Etat et la compagnie fermière de l'Établissement Thermal de Vichy. M. le président est chargé de s'entendre à ce sujet avec M. le président de la Commission des finances.

III. A propos de la proposition de loi tendant à modifier le § 2 de l'art. 2 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par les lois des 22 mars 1902 et 5 août 1920 sur les accidents du travail, sur laquelle M. Mauger a déposé son rapport le 31 mars, M. Ajam rappelle qu'il avait signalé la nécessité de prévoir un délai laissé aux patrons pour modifier leurs contrats d'assurances. Il annonce qu'il a déposé un amendement portant création d'un délai de 6 mois.

M. Mauger s'opposant à l'adoption de tout délai, M. Ajam, suivi par les autres membres de la Commission, se rallie à deux mois.

Cette solution est adoptée, étant entendu que M. Mauger pourra faire des réserves en son nom personnel.

TV M. de Berthier présente son rapport sur le projet de loi 633 (1925) portant ratif^{on} du décret du 28 déc. 1924, relatif à l'exemption de l'assurance-maladie des ouvriers commissionnés des postes et télégraphes des départements du B. R., du H. R. et de la Moselle. - Le rapport est adopté.

V La commission entend ensuite M. Gaillard, délégué du syndicat des banquiers en valeurs à primes près la bourse de Paris, au sujet du projet de loi interdisant la vente à tempérament des valeurs à lots (n° 9.)

M. Gaillard se déclare hostile à la suppression. Il réclame au contraire le contrôle, la réglementation, et la fixation à 30% de la majoration permise sur le prix de vente.

Il répond aux questions posées par M. le président, M. Bonnefoy, M. Dauthey, rapporteur, et termine en promettant d'adresser un résumé de sa disposition à tous les membres de la Commission.

Après son départ, la commission décide d'entendre M. Raillac, rappor.

teur du projet à la Chambre, s'il en
manifeste le désir, ainsi que M. Su-
mien, directeur du contrôle des assu-
rances.

La séance est levée à dix-neuf heures.

Séance du 28 Avril 1926

—
Présidence de M. Mauger.

Présents : M. M. Thérêt, Jovet, Brager de la Ville-Moyran, de Bertier, Strauss, Mauger, Paraignez, Guillois, Fr. St. Maur, Dudoigt, Charpentier, Delpierré.

La séance est ouverte à 17 heures 15,

En l'absence de M. Chauveau, empêché par la maladie, et des vice-présidents, ^{excusés,} empêché, la commission prie M. Mauger de la présider.

M. Paul Strauss donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant modification de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés (année 1924, n° 8.).

Des observations sont échangées entre M. M. Paul Strauss, Mauger, Thérêt, Charpentier, Les articles du projet seront reproduits et distribués aux membres de la commission.

La séance est levée à 18 heures 15.

—

Séance du 2 Juin 1926.

Président M. Chauveau.

1. Présents: M. M. Chauveau, Mauger, de Bertier, H. Michaut, Agim, François St. Maur, Bonnevay, Dauthy, Daraignez, Lancien, Theret, Dudouyt, Saint-Martin, Charpentier, Jasser, Henri Merlin, Roche, Fernand Merlin, Paul Strauss.

La séance est ouverte à dix-sept heures quinze.

1. Sur la proposition de M. Mauger, il est décidé qu'une visite du centre de placement familial des aliénés, à Dun-sur-Auron, (Cher) sera organisée pour le 9 juillet.

- II. Assurances sociales. M. Chauveau donne lecture d'un projet de rapport supplémentaire. Après discussion à laquelle prennent part M. M. Mauger, Bonnevay, Lancien, François St. Maur, Paul Strauss, Roche, Dauthy, F. Merlin, M. Chauveau est autorisé à faire imprimer son rapport en épreuve, sous certaines modifications, et à le faire distribuer aux membres de la commission dans le plus bref délai.

Il est en outre chargé de voir les présidents des commissions saisies pour avis et M. le président du Conseil pour obtenir la mise en état de l'affaire.

La séance est levée à dix neuf heures quinze.

Séance du 9 juin 1926.

Présidence de M. Chaureau

Présents : M.M. Chaureau, Mauger, Gaim, Danthy, Bonnefoy, Thérêt, Dron, Roche, Saint-Martin, Charpentier, Daraignez, Sirey-Jol, Fernand Merlin, Paul Strauss, Brager de La Ville Moyan, Lancier, Baudet, de Bertier, François St-Maur, Mony.

La séance est ouverte à 17 heures 15.

1. M. Mauger est nommé rapporteur du

Projet de loi ayant pour objet de proroger le délai prévu à l'art. 7 par. 2 de la loi du 25 octobre 1919 étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (année 1926, n° 272).

2. Le rapport supplémentaire de M. Chaureau sur les assurances sociales, distribué en épreuve, est examiné. M.M. Roche, Dron, Mauger, Fernand Merlin, Bonnefoy, Gaim, Thérêt, François St-Maur, Brager de La Ville Moyan, présentent des observations ou demandent des modifications aux articles 4, 5, 10, 56, 68, 50. M. Chaureau leur donne satisfaction. Son rapport sera modifié en conséquence de leurs observations.

3. Est renvoyé à une séance ultérieure la discussion du rapport de M. P. Strauss sur le projet de loi portant modification de la loi du 30 juin ¹⁸³⁸ sur les aliénés.

4. M. Paul Strauss invite ses collègues, de la part du Dr. Courbise, à visiter le

24 juin, à St Anne, le service "ouvert"
de ce praticien pour les maladies mentales.

- 5 M. Mauger rappelle qu'il a invité ses
collègues à visiter le 9 juillet, à Dain sur
Auron et à Ainay le Château, les centres de
placement familial d'aliénés.

- 6 La discussion du rapport de M. Bonnefoy
sur l'assurance-grele est fixée à huitaine.
Celle du rapport de M. Strauss sur les alié-
nés est fixée à quinzaine.
La séance est levée à 18 heures 30.

Séance du mercredi 16 juin 1926

Présidence de M. Chauveau.

La séance est ouverte à dix-sept heures quinze.

Présents : MM. Chauveau, de Bertier, François-Saint-Maur, Duquaire, Théret, Dudoit, Mauger, Fontanille, Fernand Merlin, Paul Strauss, Ajam, Henri Merlin, Limouzain-Laphanche, Charpentier, Bonnevey, Saint-Martin.

I

Sur la prière de l'un de ses membres, la commission reçoit deux dentistes alsaciens-lorrains, MM. Michel et Jaeckin, qui lui présentent diverses considérations au sujet du projet de loi qui doit régler l'exercice de l'art dentaire par les dentistes diplômés ou non diplômés d'Alsace et de Lorraine. Les deux déposants, dentistes non diplômés, réclament pour eux et leurs collègues le droit d'exercer l'art dentaire sur tout le territoire français.

II

Sirey fol. /.

Après audition d'une lettre de M. le Ministre du Travail, la commission décide que M. ~~Daxilais~~ présentera un rapport supplémentaire sur le projet de convention avec la Compagnie fermière de Vichy, en vue d'incorporer au projet certaines clauses nouvelles avantageuses pour l'Etat.

III

M. François-Saint-Maur donne lecture de son rapport sur le bien de famille insaisissable.

La commission ~~XXXXX~~ se montre favorable au maintien de l'immunité fiscale en cette matière.

Le rapport est adopté.

IV

M. Saint-Martin est désigné comme rapporteur de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire la vente des objets dits "sucettes".

V

M. Bonnevey, rapporteur de la proposition de loi relative à l'assurance municipale contre la grêle,

~~Il~~ expose les grandes lignes d'un nouveau projet.

D'après ce nouveau texte, l'assurance contre la grêle serait tout d'abord assurée par des mutualités agri-

coles, encouragées au moyen de prêts et de subventions, et fonctionnant indépendamment de toute espèce d'obligation.

Cette première partie s'inspire du projet autrefois déposé par M. Chéron, ministre de l'agriculture.

En outre, dans les départements plus spécialement exposés à la grêle, les conseils généraux auraient le droit d'organiser, pour certaines cultures, l'assurance obligatoire dans le cadre du département, en laissant aux assurés le choix de leurs assureurs, qui pourraient être, soit les mutuelles dont il a été parlé plus haut, soit des organismes privés.

La commission, fort intéressée par ce projet, décide de le prendre en considération.

VI

M. Strauss rappelle que la commission est invitée à visiter le jeudi 24 juin, le service de prophylaxie mentale de M. le Dr Toulouse, à l'hôpital Henri Rousselle, 1, rue Cabanis, à 9 h. 1/2.

VII

M. Mauger rappelle à son tour que la commission de surveillance des asiles de la Seine invite la commission à visiter, les 9 et 10 juillet prochain, les colonies de placement familial des aliénés entretenues par le département de la Seine, depuis 35 ans, à Dun sur Auron (Cher) pour les femmes, et à Ainay le Château (Allier) pour les hommes.

La séance est levée à dix-heuf heures vingt.

COMMISSION D'HYGIENE

Séance du mercredi 23 Juin 1926

Présidence de M. Chauveau.

La séance est ouverte à dix-sept heures quinze.

Présents : MM. Chauveau, Mauger, de Bertier, H. Michaut, Dauthy, Dudouyt, Saint-Martin, Duquaire, Daraignez, Bonnevey, Charpentier, Sireyjol, Fernand Merlin, Fontanille, Ajam, Henri Merlin, Paul Strauss.

- I. M. Mauger est nommé rapporteur du projet de loi modifiant et complétant les lois des 15 juillet 1922, 30 juin 1924 et 11 juillet 1925, qui ont institué des allocations temporaires en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes au titre de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (n° 271).
- II. M. Mauger donne lecture de son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de proroger le délai prévu à l'article 7 § 2 de la loi du 25 décembre 1919 étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. (n° 272)
- III. M. Bonnevey donne lecture de son contre-projet sur l'assurance contre la grêle.
Après discussion le texte suivant est adopté :
"Art. 1^{er}. Les conseils généraux, sur rapport du préfet, et après avis des chambres d'agriculture, des associations agricoles et des conseils municipaux, consultés spécialement à cet effet, déterminent, s'il y a lieu, les catégories de cultures pour lesquelles l'assurance contre la grêle est obligatoire et la partie de leur département qui sera soumise à cette obligation.
"Ces catégories sont au nombre de cinq :
"a) prairies naturelles et artificielles, plantes fourragères, betteraves, pommes de terre et autres tubercules ;
"b) céréales, blé, seigle, méteil, orge, avoine, épeautre, sarrasin, maïs, millet ;

37

"c) plantes oléagineuses, lin, chanvre, hou-
blon ;
"d) vignes ;
"e) cultures fruitières, horticoles et ma-
raîchères.

"Art. 2. L'obligation de l'assurance ne peut porter, dans la limite de la perte subie, que sur la valeur du travail effectué et des dépenses engagées pour produire la récolte.

"Cette valeur sera déterminée à forfait pour chaque nature de culture par le Conseil général, après avis de la chambre d'agriculture."

L'article 3 (déclaration) est réservé.

" - ARTICLE 3 - "

" Tout propriétaire de récoltes rentrant dans l'une des catégories dont l'assurance aura été déclarée obligatoire, devra avant le 1er avril de chaque année en faire la déclaration par écrit à la Mairie de la Commune de la situation des biens assujettis, et indiquer la Caisse ou la Société à laquelle il s'est assuré.

" Dans la première quinzaine d'avril un état récapitulatif des déclarations établi par les soins du Maire est affiché à la porte de la Mairie; un autre est transmis au Préfet." (réserve!)

"Art. 4. Le défaut ou l'inexactitude volontaire des déclarations ainsi que le défaut d'assurance entraînent la déchéance de toute indemnité pour perte de récolte, et une amende civile égale au montant de l'impôt foncier (principal et centimes) qui grève la parcelle dont les récoltes assujetties n'ont pas été ou ont été inexactement déclarées ou n'ont pas été régulièrement assurées.

" Ces amendes sont prononcées en dernier ressort par le tribunal de paix.

" Leur produit est versé au fonds spécial de garantie géré par l'Office national de crédit agricole prévu à l'article 7."

"Art. 5. L'assurance est contractée soit à une mutuelle locale fonctionnant conformément aux dispositions de la loi du 4 juillet 1900, soit à une société d'assurance privée."

L'examen des articles 6 et suivants (assurance facultative lorsque le conseil général juge qu'il n'y a pas lieu à l'assurance obligatoire) est renvoyé à la prochaine séance. Cette partie suit de très près l'ancien projet de loi déposé par M. Chéron alors qu'il était ministre de l'agriculture.

La séance est levée à dix-huit heures trente-cinq.

COMMISSION D'HYGIENE

Séance du mercredi 30 juin 1926.

Présidence de M. Chauveau.

La séance est ouverte à dix-sept heures quinze.

Présents : MM. Chauveau, Daraignez, Bonnevey, Thérét, Mauger, François-Saint-Maur, de Bertier, Saint-Martin, Dauthy.

I M. Bonnevey présente son texte définitif sur l'assurance contre la grêle.

Un certain nombre d'articles sont modifiés d'un commun accord, après observations de M. François-Saint-Maur, Mauger, et du Président.

Le texte, remanié, devient le suivant :

Titre Premier.

Encouragements ~~desur l'Etat~~ aux Mutualités agricoles d'assurances contre la grêle.

"Art. 1^{er}. Les sociétés d'assurances mutuelles contre la grêle fonctionnant conformément aux dispositions de la loi du 4 juillet 1900, pourront, sur autorisation du ministre de l'agriculture et après avis de l'Office national de crédit agricole, obtenir des caisses régionales de crédit agricole, constituées en application de la loi du 5 août 1920, des prêts dont le taux d'intérêt sera celui des prêts à moyen terme, mais dont le délai de remboursement pourra atteindre quinze ans.

"Ces avantages ne leur seront consentis qu'autant qu'elles auront pour circonscription au moins le territoire d'un canton, et qu'elles auront réassuré les 60/100 de leurs risques à une Mutuelle régionale d'assurance contre la grêle constituée conformément aux dispositions de la loi du 4 juillet 1900 et réassurée elle-même à une Caisse centrale."

Art. 2.

« Un fonds pourra être constitué pour garantir, le cas échéant, aux caisses régionales de crédit agricole, le remboursement de ces prêts. Il sera alimenté par les ressources suivantes :

« 1° Des cotisations versées par les sociétés et proportionnelles au montant des primes encaissées et des indemnités payées. Le taux en sera fixé par décret. Ces cotisations seront obligatoires pour les sociétés qui voudraient bénéficier des dispositions de la présente loi.

« 2° Eventuellement, des subventions fournies par les départements, communes, établissements publics, ou par les particuliers;

« 3° Une subvention de l'Etat dont le montant ne pourra dépasser, pendant chacune des cinq premières années d'application de la loi, le produit des ressources précédemment énoncées, et pendant les années suivantes, un chiffre égal à la moitié de ces ressources.

« De plus, à concurrence des subventions de toute nature qu'elles auraient reçues de l'Etat, l'actif des sociétés qui viendraient à se dissoudre sera versé au fonds de garantie.

« Le fonds de garantie sera géré par l'Office national du crédit agricole, sous le contrôle d'un comité spécial. Un décret fixera les conditions de cette gestion et la composition du Comité. »

ARTICLE § 3.

A défaut par la société emprunteuse de s'acquitter, dans les trois mois de l'échéance, de l'annuité due à la caisse régionale de crédit agricole, celle-ci pourra en recevoir l'avance sans intérêts sur les ressources du fonds de garantie, à concurrence de 80% au maximum. L'avance sera accordée par le Ministre de l'Agriculture, après avis de l'Office national du crédit agricole.

Elle sera remboursable au fur et à mesure des versements qui seraient obtenus par la société défaillante.

ARTICLE § 4.

En dehors de la subvention prévue à l'article 2, et dans les limites du crédit inscrit chaque année à cet effet au budget du Ministère de l'Agriculture, des subventions pourront être accordées aux sociétés d'assurances et de réassurances mutuelles agricoles.

Ces subventions pourront comporter :

1° Des subventions directes à titre de participation aux charges de premier établissement et ultérieurement pour faciliter la constitution de réserves.

Elles seront allouées suivant des barèmes approuvés par décret qui tiendront compte de l'effort réalisé par les sociétés elles-mêmes pour se constituer des réserves, des concours locaux qu'elles auront pu s'assurer et, éventuellement, de l'importance des sinistres;

2° Des bonifications d'intérêt sur les prêts consentis par les caisses régionales de crédit agricole.

Ces bonifications ne pourront s'appliquer qu'aux sociétés ayant moins de dix années d'existence. Elles ne pourront, d'autre part, dépasser 2 1/2 % pendant les cinq premières années de la durée du prêt et 1 1/2 % pendant les cinq années suivantes.

Pour pouvoir bénéficier de ces bonifications, les actes constatant les prêts devront mentionner qu'ils ont été consentis en conformité des dispositions de la présente loi.

ARTICLE 10 5.

Les actes de prêt aux sociétés d'assurances et de réassurances mutuelles agricoles sont dispensés de droit de timbre et d'enregistrement.

Livre II.

Conditions dans lesquelles l'assurance contre la grêle peut être rendue obligatoire.

Article 6.

(Voir l'article 1^{er} de la séance du 23 juin 1926.)

Article 7.

"L'assurance n'est obligatoire que pour l'exploitant et à concurrence de 60 % de la partie de la récolte qui, d'après le contrat ou les usages locaux, doit lui revenir."

Article 8.

"Tout exploitant assujéti à l'obligation de l'assurance de vra, avant le 1^{er} avril de chaque année, faire à la mairie de sa commune la déclaration de la situation des biens assujettis, et indiquer la caisse ou la société à laquelle il s'est assuré."

"Dans la première quinzaine d'avril un état récapitulatif des déclarations établi par les soins du maire est affiché à la porte de la mairie, un autre est transmis au préfet."

Article 9.

(Voir l'article 4 du mercredi 23 juin)

Article 10.

(Voir l'article 5 du mercredi 23 juin)

ARTICLE 11

Les décrets déterminant les conditions d'application de la présente loi seront contresignés par le Ministre de l'Agriculture et par le Ministre des Finances.

41

M. Bonnevey est autorisé à déposer son rapport sur le bureau du Sénat.

II.

A la demande de M. Saint-Martin, rapporteur de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire la vente des objets dits "sucettes", la Commission

décide d'entendre deux représentants du groupement des industriels du caoutchouc et des produits s'y rattachant.

III.

M. Mauger fait adopter son rapport sur le projet de loi, ad. par la Ch. des Dép., modifiant et complétant les lois des 15 juillet 1922, 30 juin 1924 et 11 juillet 1925, qui ont institué des allocations temporaires en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes au titre de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

IV.

M. Mauger fait également adopter son rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre, tendant à proroger de quatre années la loi du 15 juillet 1922 et les lois subséquentes qui l'ont modifiée ou complétée, instituant des allocations temporaires en faveur de certaines victimes d'accidents du travail.

V.

Sur la proposition de M. Dauthy, rapporteur du projet de loi interdisant la vente à tempérament des valeurs à lots, la commission décide d'entendre M. Railhac, député, rapporteur du projet à la Chambre.

La séance est levée à dix-sept heures cinquante-cinq.

Séance du 7 juillet 1926

Présidence de M. Chauveau.

La séance est ouverte à dix-sept heures quinze.

Présents: M. M. Chauveau, Gaym, François St Maur, Thérêt, Dauthey, Duraigues, Saint Martin, Inguaire, Henri Michaut, Sieyès, Charpentier, Fernand Merlin, Brager de la Ville Moysan, Trouer, Dron, Mauger.

Excusés: M. Paul Straus, Fernand Merlin.

1. Sur une demande de M. M. Dausset et Paul Straus, et en raison des circonstances politiques, la C^{on} décide de demander la remise de la visite projetée pour les 9 et 10 juillet à Dun-sur-Auron.
2. M. Guillois est nommé rapporteur provisoire de la P. de L., ad. p. l. Ch. d. D., modifiant ou complétant les art. 49 et 50 de la loi du 31. mars 1919 et étendant l'application intégrale de la dite loi et des lois subséquentes aux anciens militaires et marins invalides et réformés n° 1 d'avant-guerre. (n° 331.)
3. Sur une question de M. Guillois, rapporteur, la C^{on} déclare maintenir ses décisions précédentes au sujet des dentistes alsaciens et lorrains.

4. Valours à lots. - L'audition de M. Railhac, souffrant des suites d'un accident d'automobile, est renvoyée à la rentrée.

L'exposé de M. Dauthy, rapporteur, est également ajourné.

5. Sucettes. Audition de M. M. Mayeras, Oudin, Biquel, Bourveau, Guillemin, fabricants.

M. Mayeras expose le point de vue commercial. Marché enlevé aux Allemands et aux Anglais. Innocuité des sucettes françaises. Modernisme des usines. Machines à grand rendement. Commerce considérable 40.000 grosses par an. Le bruit fait autour des sucettes françaises a arrêté net l'essor de nos exportations. Certaines usines ont dû renvoyer du personnel. D'autre part, la suppression des sucettes amènera les usines à employer des succédanés dangereux.

M. Mauger signale que pendant la guerre il a découvert des sucettes nocives, de fabrication allemande.

M. Oudin répond que cette constatation a amené la loi de 1917, qui exige la vulcanisation à chaud, qui donne toutes garanties. M. Mayeras fait savoir que si les étrangers n'avaient pas été détournés des sucettes françaises, on en aurait exporté pour 40 millions. Il y a des marchés de 850.000 fr. avec un seul client. En 1930, cette industrie aurait accaparé le monde entier. La maison Schütz de Londres vend à elle seule 280.000 grosses.

M. Ham - Comment le monde n'est-il pas dépeuplé? (rire)

M. Mayras - Les brevets anglais tombent le 16 janvier prochain.

M. Oudar expose le point de vue hygiénique. Il cite certaines appréciations favorables du monde pharmaceutique. Il signale que la prop. de loi ne définit ni la sucette ni son succédané. Il expose la composition interne de la sucette et en démontre l'innocuité. Il se déclare prêt, au nom de ses collègues, à accepter toute réglementation.

M. Mayras promet l'envoi d'un travail d'ensemble fournissant des attestations médicales.

Après le départ de la délégation, M. Saint-Martin ^{rapporteur} donne lecture d'observations qui conduisent à la suppression.

M. François-St-Maur, constate qu'on ne pourra empêcher l'emploi de succédanés. Il demande que l'on maintienne la fabrication en vue de l'exportation, ou que l'on soumette la question aux organismes internationaux (S.D.N., ou bureau intern. d'hygiène)

M. Theret déclare qu'il faut faire l'éducation des mères. Il est hostile à la sucette.

M. Sirey est également.

M. le président met aux voix le principe de la suppression. Ce principe est admis.

Cependant, le C^{on} est d'accord pour
rayer du texte le mot "fabrication". On
réserve ainsi la question de l'exportation.

M. Mauger demande à son tour que
l'on saisisse les organismes internationaux
compétents.

La Commission renvoie à une autre
séance l'examen des articles mentionnés et
la prop.^{on} de loi.

La séance est levée à dix-neuf heures dix.

Séance du 28 juillet 1926.

Présidence de M. Chauveau

La séance est ouverte à 17 h. 15.

Présents: M. M. Chauveau, Mauger, François-Saint-Maur, Gam, Dauthy, Daraignez, Fernand Merlin, Charpentier, Dugrèze.

I. M. Fernand Merlin est nommé rapporteur (pour avis) du

Projet de loi tendant à accorder aux ouvriers mineurs et à leurs veuves une augmentation de pension et à instituer un nouvel aménagement des bases financières de la caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs. - N° 323 - année 1926.

II. M. L. Bertier est nommé rapporteur (pour avis) de la

proposition de loi tendant à étendre aux caisses minières fonctionnant dans les départements du Haut Rhin, du Bas Rhin et de la Moselle le bénéfice de certaines dispositions de la loi du 25 février 1914, modifiée par la loi du 24 décembre 1923, relative à l'amélioration des retraites de vieillesse et d'invalidité des ouvriers mineurs. - N° 571 - année 1925.

III. A. s. des projets financiers du gouvernement de M. Poincaré, M. Fernand Merlin fait observer qu'il prévient une augmentation des taxes sur les boissons hygiéniques, mais ignorent les spiritueux, apéritifs et vins de liqueur de provenance étrangère.

La Commission charge son président

d'attirer sur ce point l'attention du
président du Conseil. (voir plus loin
le texte de la lettre de M. Chaurau.)⁽¹⁾

IV. M. Mauger demande où en est la
question de l'assistance aux vieillards. (augm^{on} du secours.)

M. le président répond qu'il
s'entendra avec M. le président de
la C^{on} des finances.

V La séance est levée à 17 heures 40.

(1) Copie de la lettre adressée à M. le R^é t. du Conseil.

Paris le 18 Juillet 1926

Monsieur le Président du Conseil,

La Commission d'hygiène d'assurance
d'assistance et de prévoyance sociale
du Sénat vient d'adopter à l'unanimité
la proposition d'avant de son Vice-Président
M^{onsieur} Merliu et de décider de vous en faire

Objet - ou des taxes nouvelles, tout
envisageant à l'égard des boissons hygiéniques,
il apparaît logique et d'bonne politique
financière. La Gamelle d'appliquer au
relèvement de taxes à d'autres boissons
qui n'ont aucun caractère hygiénique,
tels les multiples spiritueux, les spiritueux
et aussi les vins de liqueur d'origine
et d'appellation chargées

Nous espérons Monsieur le Président
qu'il vous sera possible d'envisager
prochamment cette suggestion
Et nous vous présentons l'assurance
de notre haute et dévouée considération
Signé. Chaurau - Président de la Commission

Séance du 11 août 1926

Présidence de M. Lancien,
vice-président

La séance est ouverte à quinze heures
quarante-cinq.

Présents: MM. Lancien, Mauger,
Bonneray, Henri Merlin, ~~Valtier~~,
Daraiguez, Charpentier.

M. Mauger est autorisé à dé-
poser un rapport sur le projet
de loi relatif à l'élévation du
maximum des comptes ouverts
aux déposants des caisses d'épargne
(3301. Ch. dep.)

La séance est levée à quinze heures
cinquante.

Séance du 17 Novembre 1926

Présidence de M. Chauveau,
président.

La séance est ouverte à quinze heures un quart.

Présents : M. Chauveau, Dauthy, Dudoigt, Guillois, Paul Strauss, Bonneray, Mauger, Charpentier, Fernand Merlin, Henry Merlin, Daraignez, Duguère.

I Assurances sociales. M. le président a reçu une demande d'audience de l'Union des syndicats médicaux français. La commission décide d'entendre une délégation de ce groupement.

Elle autorise son président à déposer un rapport supplémentaire sur le projet de loi sur les assurances sociales, en raison de certaines modifications survenues depuis le dépôt du dernier rapport supplémentaire (8 juin 1926).

II Valeurs à lots (vente à tempérament). - M. Railhac, rapporteur à la Chambre, sera entendu.

III Grouperments d'achats en commun de établissements d'assistance. M. Bonneray signale que M. Laboulléne, rapporteur pour avis de la C^o d'adm. g^{le}, a rédigé, d'accord avec lui, des amendements au texte. Il demande à la commission de vouloir bien les adopter en séance. Cette demande est acceptée.

IV. M. Guillois donne lecture de son rapport sur la

Proposition de loi modifiant ~~ou~~ complétant les articles 49 et 50 de la loi du 31 Mars 1919 et étendant l'application de la dite loi et des lois subséquentes aux anciens militaires et marins invalides et réformés n°1 d'avant-guerre (Sénat, n° 331)

Ce rapport est adopté après des observations échangées entre M. Henri Merlin, Daulhy, Daraignez, Duquaire, Mauger, Fernand Merlin et le rapporteur.

V M. Daraignez donne lecture de son rapport sur le

Projet de loi ayant pour objet la création et le fonctionnement des établissements publics d'enseignement pour les aveugles et sourds-muets. (Sénat 214. 1910)

Ce rapport est ~~renvoyé~~ ^{renvoyé} à la prochaine ^{séance}.
VI M. Mauger signale que la proposition de loi tendant à la modification de l'art. 20 de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, adoptée par la Chambre et votée sans modifications sur son rapport par le Sénat le 6 août 1926, a été renvoyée à la Chambre à la suite d'une erreur matérielle de référence.

Lorsque des cas analogues se sont présentés, on les a toujours résolus par l'insertion d'un erratum au Journal Officiel, sans renvoi devant l'autre Chambre.

Il est décidé que des explications seront demandées à la présidence du Sénat

par M. Chauran, au nom de la commission.
La séance est levée à dix-neuf heures
dix.

Séance du 22 Novembre 1926.

Présidence de M. Chauveau.

La séance est ouverte à dix-sept heures quinze.

Présents : M. Daraignez, Dauthy, Francour, Saint-Maur, Delpierre, P. Strauss, L'unionzain, Laplauche, Tizeyrol, Dauthy, Lancien, Baudet, Delpierre, Charpentier, Mauger, H. Merlin, F. Merlin.

Aveugles et sourds muets. M. Daraignez donne lecture du texte qu'il propose pour le pr. de loi ayant pour objet la création et le fonctionnement des établissements publics d'enseignement pour les aveugles et sourds-muets. (214,1910)

M. Paul Strauss demande que soient ménagées certaines situations dans la période transitoire.

M. Mauger voudrait que les ministres fussent consultés.

Il est décidé que le projet sera adressé à tous les membres de la Commission.

Audition
de l'Union des Syndicats
Médicaux.

Assurances sociales. Le président, le V. P., et plusieurs membres de l'Union des Syndicats médicaux sont introduits.

M. le secrétaire général donne lecture d'une déclaration, dont le texte est remis à M. le président Chauveau.

L'U. des S. M. se refuse, dans cette déclaration, à collaborer à la loi, si celle-ci impose des tarifs obligatoires. Elle veut la "liberté contractuelle intégrale."

M. Fernand Merlin constate que l'obligation paraît nécessaire.

M. Decourt, président de l'Union, accepte le libre choix, mais réciproque.

M. Henry Merlin réplique que l'avocat désigné d'office ne peut se soustraire à cette désignation.

M. François-Saint-Maur demande aux représentants des médecins ce qu'ils entendent par "tarifs non limitatifs".

Le sec-gén. répond que pour éviter l'inscription d'assurés facultatifs en fraude, les médecins doivent pouvoir, en plus du tarif, demander un supplément à cet assuré qui ne devrait réellement pas bénéficier de la loi.

Le V. P. de l'Union, se basant sur l'exemple de la loi d'assistance, affirme l'honorabilité du corps médical et demande que l'on fasse confiance aux syndicats médicaux.

M. Chaureau demande si les Syndicats ne visent que des cas limités. Réponse affirmative.

M. H. Merlin suppose qu'en cas d'inscription frauduleuse à l'assurance, on pourrait faire joier la déchéance.

M. Mauger pense que c'est surtout le titre III (assurés facultatifs) qui inquiète

les médecins.

M. F. Merlin demande si les médecins veulent inscrire la non-obligation dans la loi, ce qui équivaldrait à la rendre inapplicable, ou du moins conduirait à une entente entre ^{Certains} ~~les~~ médecins et les caisses.

M. P. Strauss demande si un représentant du corps médical peut être admis en France.

Le V.P. de l'Union répond que le texte prévoit l'adhésion individuelle des médecins au contrat.

La délégation quitte la salle.

Vente à tempérament des valeurs à lots. M. Railhac, rapporteur de la Chambre, s'est fait excuser pour raison de maladie.

M. Dauthey, rapporteur, demande que l'affaire soit mise à l'ord. j. de la prochaine séance. Adopté.

La séance est levée à dix-huit heures et demie.

Séance du 24 novembre

M. Dauthey donne lecture de son rapport sur le projet concernant la vente à tempérament des valeurs à lots. Le rapport conduit à l'adoption du texte voté par la Chambre.

Après une lecture d'une lettre de M.

55

Résumé fait par M. Charpentier, et les observations
présentées par M. M. Jovelet, Raucou, Saint-Maur,
Chauveau, Mauger, Paul Strauss, la
Commission adopte les conclusions de son rapporteur.

Séance du 1^{er} Décembre 1926.

Présidence de M. Fernand MERLIN,
vice-président.

La séance est ouverte à dix-sept heures
quinze. M. Fernand Merlin préside, remplaçant M. Chau-
veau, empêché.

Présents : MM. Fernand Merlin, Delpierre,
Darsaignez, Sireyjol, Paul Strauss, Millerand, Dudouyt,
Dauthy, Roche, Fontanille, Limouzain-Laplanche,
Saint-Martin, Charpentier, Vallier, Baudet, Mauger,
Jovelet.

M. Fernand Merlin souhaite la bienvenue à
M. Millerand, nouvellement élu membre de la commission.
Il rappelle que M. Millerand créa le ministère de l'hy-
giène, et il souhaite que ce ministère soit un jour
rétabli. La commission s'associe unanimement à ce
voeu.

M. Millerand remercie M. Fernand Merlin.
Lui aussi souhaite le rétablissement d'un ministère
qui a prouvé son utilité, dit-il, pendant les deux
années que M. Paul Strauss fut à sa tête.

Assurances sociales. M. Fernand Merlin donne lecture de plusieurs notes par lesquelles M. Chauveau prie la commission de l'autoriser à apporter certaines modifications au texte qu'elle a adopté.

Sur le premier point (conseils d'administration des caisses), la commission adopte la modification proposée par M. Chauveau.

Sur les autres points (libre choix du médecin et paiement du supplément d'honoraires ; établissement du salaire moyen ; taux de l'indemnité de chômage) la commission, à la demande de M. Mauger, décide de réserver sa décision.

Vaccination antityphoïdique obligatoire. -

A la demande de M. Strauss, la commission décide de surseoir à la nomination d'un rapporteur. La commission décide en principe d'entendre le Professeur Vincent, qui lui exposera les raisons pour lesquelles l'action parlementaire ne lui paraît pas opportune.

Assurance-vieillesse (A. et L.). La commission désigne M. Chauveau comme rapporteur du projet de loi portant ratification du décret du 25 novembre 1925, modifiant certaines dispositions du Code des Assurances sociales du 19 juillet 1911, relatives à l'assurance-vieillesse (1926, 571).

Aliénés. La commission entend la lecture du dispositif du rapport de M. Paul Strauss sur le projet de loi portant modification de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés. (1924, 8).

M. Mauger donne à cette occasion des indications sur le placement familial des aliénés dans les colonies de Dun-sur-Auron et d'Ainay-le-Château, tirées du rapport du Dr Ameline, dont il lit de nombreux extraits.

M. Fernand Merlin le prie de vouloir bien préparer pour la commission un court résumé écrit de ce rapport.

Sur une question de M. Dauthy, M. Strauss déclare qu'il ne voit pas la nécessité de demander le renvoi du projet pour avis à la commission de législation. La commission des finances est déjà saisie pour avis et il sera loisible à la commission de législation, si elle le demande elle-même, de se faire renvoyer le projet pour avis.

Il est décidé que le rapport de M. Strauss sera tiré en épreuve (typographiée) et remis aux membres de la commission.

La séance est levée à 19 heures.

Séance du 8 décembre 1926

Résidence de M. Fernand Merlin,
vice-président.

La séance est ouverte à dix-sept heures
quinze, sous la présidence de M. Fernand Merlin,
vice-président, remplaçant M. Chauveau, empêché.

Présents : MM. FERNAND MERLIN, Justin Go-
dard, Duquesne, Guillois, Daraignez, Saint-Mar-
tin, Charpentier, Paul Strauss, Vallier, Dau-
thy, Mauger, Fontanille, Jovelet, Michaut,
Delpierre.

M. LE PRÉSIDENT souhaite la bienvenue à
M. Justin Godart, nouvellement élu membre de
la commission.

SUCETTES. M. Saint-Martin, rapporteur, expo-
se que le dernier vote de la commission, par
laquelle celle-ci autorisait la fabrication des
sucettes pour l'exportation, alors qu'elle en
interdisait l'usage en France, ne lui permet
plus de présenter le rapport devant le Sénat.

M. le Président, étant donné les circonstan-

ces dans lesquelles ce vote est intervenu, en fin de séance et à une majorité d'une voix seulement, demande à la commission si elle entend le tenir pour définitif. La commission décide d'examiner à nouveau la question.

Mais, par six voix contre deux, elle maintient son vote primitif.

M. Saint-Martin maintenant sa démission, il est décidé qu'un nouveau rapporteur sera désigné à la prochaine séance.

M. Saint-Martin est ensuite chargé du rapport sur les deux projets de loi suivants :

"Projet de loi portant ratification du décret du 6 septembre 1925, rattachant au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, divers services du Commissariat général de la République à Strasbourg" (1926, 597).

"Projet de loi portant ratification du décret du 25 septembre 1925 portant modification de la loi du 23 août 1912 sur la Caisse d'épargne d'Alsace et de Lorraine." (1926, 595)

ALIENES. M. Paul Strauss donne lecture des articles de son projet sur les aliénés.

Successivement sont adoptés les articles 1^{er} à 12 sont adoptés.

Sur l'article 13, M. Dauthy dépose l'amendement

dement suivant :

"Dans le mois de l'internement, le procureur de la République saisit le Tribunal, qui délibère, en chambre du conseil, sur la nécessité du maintien provisoire de l'internement."

M. Paul Strauss déclare qu'il accèpterait la réduction du délai de 18 mois prévu pour l'intervention judiciaire, mais qu'il n'en sera certainement pas de même de la part du gouvernement, et que la Chancellerie sera certainement hostile à l'amendement.

Il demande le renvoi, pour que la Commission puisse entendre les ministres du travail et de la justice.

Le renvoi est ordonné.

La Commission inscrit à l'ordre du jour de sa prochaine séance le projet dont M. Daraignez est le rapporteur (n° 214, 1910), ayant pour objet la création et le fonctionnement des établissements d'enseignement pour les aveugles et les sourds-muets,

ainsi que le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification à l'art. 4, alinéa 2, de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (430, 1926) (M. Nauger, rapporteur).

La séance est levée à dix-huit heures quinze.

RAA

Séance du lundi 13 décembre 1926
Présidence de M. CHAUMEAU, président

La séance est ouverte à 17 heures 15.

Présents : MM. Chauveau, Millerand,
François-Saint-Maur, Darnaud, Sireyjol, Henri
Merlin.

M. DARNAUD est désigné, en remplace-
ment de M. Chauveau, et sur la proposition de
ce dernier, comme rapporteur du projet de loi,
adopté par la Chambre des Députés ^{portant} ~~par~~ ratifi-
cation du décret du 25 novembre 1925 modifiant
certaines dispositions du Code des assurances
sociales du 19 juillet 1911 relatives à l'assu-
rance-vieillesse (N° 571-1926).

Assurances sociales. - M. CHAUMEAU fait adopter
par la Commission certaines modifications au
texte du projet.

La première autorise l'assuré à consulter
un médecin non inscrit sur la liste, à la condi-
tion de payer le supplément d'honoraires.

2°. En ce qui concerne la retraite et le
calcul du salaire moyen, le texte serait ainsi
rédigé : "le salaire moyen annuel résultant des

cotisations obligatoires payées chaque année".

3°. L'indemnité de chômage, au lieu de varier entre 40% et 50% du salaire, serait ramenée entre 33 et 40%.

M. DARAIGNEZ demande s'il est bien entendu que les réclamations présentées par le Syndicat des médecins sont repoussées.

M. CHAUVEAU répond affirmativement.

Il signale en outre que les pharmaciens ont demandé à être entendus par la commission. Celle-ci décide qu'ils seront convoqués.

M. SIREYJOL est désigné comme rapporteur d'un projet de loi portant ratification du décret du 13 mars 1925, transférant au ministre du travail, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, certaines attributions conférées au commissaire général de la République, à Strasbourg. (N°596-1926).

Enseignement des aveugles et des sourds-muets.-

M. DARAIGNEZ, rapporteur, donne connaissance à la commission du texte qu'il a préparé. Ce texte est adopté en première lecture avec quelques légères modifications. Il est entendu que M. Daraigne se mettra maintenant en rapport

avec le ministre du travail et le ministre de l'instruction publique.

M. MAUGER fait adopter son rapport sur le projet de loi portant modification à l'article 4, alinéa 2, de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. (N°430-1926).

La séance est levée à 18 h 10.

RM

1927

Dans sa séance du Vendredi 28 janvier 1927, le Sénat a nommé membres de la Commission d'

Hygiène, Assistance, Assurance
et Prévoyance sociales.

MM.	MM.
ARMBRUSTER.	GUILLOIS.
BAUDET (Charles).	HENRI MERLIN.
BRETEAU.	JOURDAIN (Paul).
CHARPENTIER.	LANCIEN.
CHAUVEAU.	LEREDU.
CORNAND.	LIMOUZAIN-LAPLANCHE.
DARAIGNEZ.	LOUPPE (Albert).
DARTEYRE.	MAUGER.
DAUTHY.	MOUNIÉ.
DELPIERRE.	Marquis DE MOUSTIER.
DENTU.	MULLER (Eugène).
DHERBÉCOURT.	PAUL STRAUSS.
DRON (Gustave).	ROCHE.
DUDOUYT.	ROLLAND.
FERNAND MERLIN.	SAINT-MARTIN.
FRANÇOIS-SAINT-MAUR.	SIREYJOL.
GIORDAN.	THÉRET.
GODART (Justin).	DE WENDEL (Guy)

(ANNÉE 1927.)

Président :

M. CHAUVEAU.

Vice-Présidents :

MM. FERNAND MERLIN, LANCIEN.

Secrétaires :

MM. MAUGER, DAUTHY.

Membres :

MM.	MM.
ARMBRUSTER.	HENRI MERLIN.
BAUDET (Charles).	JOURDAIN (Paul).
BRETEAU.	LEREDU.
CHARPENTIER.	LIMOUZAIN-LAPLANCHE.
CORNAND.	LOUPPE (Albert).
DARAIGNEZ.	MOUNIÉ.
DARTEYRE.	Marquis DE MOUSTIER.
DELPIERRE.	MULLER (Eugène).
DENTU.	PAUL STRAUSS.
DHERBÉCOURT.	ROCHE.
DRON (Gustave).	ROLLAND.
DUDOUYT.	SAINT-MARTIN.
FRANÇOIS-SAINT-MAUR.	SIREYJOL.
GIORDAN.	THÉRET.
GODART (Justin).	DE WENDEL (Guy).
GUILLOIS.	

Election
du Bureau
(29.1.1927.)

Séance du Samedi 29 Janvier 1927

La commission se réunit à dix-sept heures 30.

Présents: M. M. Delpierre, Leredu, H. Merlin, Francois-S. Maer, de Wendel, Sizy-Jol, Dauthy, G. Dron, Mounié, F. Merlin, Dudoz, Guillois, Roche, Jourdain, Cornand, Mauger, P. Strauss, Chauveau.

Sur la proposition de M. Paul Strauss, M. Chauveau est nommé président à l'unanimité. Il remercie ses collègues.

Sur la proposition du président, sont nommés:
Vice Présidents: M. M. F. Merlin, Lancien
Secrétaires: M. M. Mauger, Dauthy.

- 367 familles nombreuses ca
A. et L.
- 571. retraites mineurs
A. et L.
- 22 rentes d'accidents
A. et L.
- 94 office de Statistique
P. et L.

M. de Wendel est nommé rapporteur des projets de loi 367 (1925), 571 (1925) 22 (1926), pour avis.
M. Jourdain est nommé rapporteur du projet de loi 94 (1926.)

M. Dron et M. Francois S. Maer, appuyés par leurs collègues, prient M. le président de faire part à M. M. Bonnefoy et Duquaire de leurs regrets de ne plus les voir à la Commission.

M. Roche est nommé rapporteur du projet de loi sur l'assurance-grêle. (293-1925)

M. le président souhaite la bienvenue aux nouveaux membres.

M. Mauger demande la mise à l'ordre du jour de la proposition 202 (1918) étendant en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898 les opérations de la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents. Ainsi décidé.

Un débat s'engage sur les assurances sociales, à la suite du débat en séance du Sénat de la veille, (sur l'ordre du jour).

M. le président s'étonne des paroles de M. le président du Conseil. La C^{on} avait fini par se mettre d'accord avec les ministres du Travail et des Finances. Que signifie le changement d'attitude du gouvernement?

M. Paul Strauss appuie énergiquement les observations de M. le président.

Après une série d'observations de M. M. Mauger, F. Merlin, Jourdain, etc, la C^{on} charge son président d'éclairer M. le président du Conseil, qui fut certainement mal renseigné.

M. H. Merlin s'engage, au nom de la C^{on} d'admin^{on} générale, à rapporter pour avis le projet dans les 3 jours.

M. François Saint-Maur met la C^{on} au courant de certaines difficultés d'application de la loi sur l'encouragement national aux familles nombreuses.

La séance est levée à 18^h 10.

Séance du 2 Février 1926.

La séance est ouverte à 17 heures.
Sous la présidence de M. Chaudeau.

Présents : M. Chaudeau, P. Strauss,
Chapentier, Justin Godart, Darasguez,
Bandet, Jourdain, F. Merlin, Dherbécourt,
Mauger, Rolland, Jordan, Moumè.

Assurances Sociales. M. le président rend
compte de sa visite à M. le président du
Conseil et donne lecture de la lettre
que celui-ci lui a adressée à la suite
de leur entrevue.

M. Paul Strauss signale que les
mutualistes sont impatients de voir
voter la loi.

Il suggère que l'on pourrait deman-
der au gouvernement de venir devant
la Commission.

M. Mauger est nommé rapporteur de la

- Proposition de loi tendant à abroger la loi du 30
Juin 1899 relative aux accidents occasionnés par
l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs
inanimés et à étendre l'application des lois des 15
déc. 1922 et 30 avril 1926 sur les accidents du tra-
vail en agriculture (Sénat 1926, n° 617.)

M. Justin Godart est nommé rapporteur du
projet de loi relatif au contrat d'assu-
rances. (n° 646, 1926)

+ M. Mauger donne lecture de son rap-
port sur le _____

confid.

- Projet de loi étendant en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898 les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents.

Après des explications données par le rapporteur à M. Dron et H. Merlin, le rapport est adopté.

La séance est levée à 17 h. 45

—
Rth

Séance du 9 Février 1927

La séance est ouverte à 17 heures, sous la présidence de M. Chauveau.

Présents : M. M. Chauveau, Leredu, Giordan, Sherbécourt, Mounie, de Wendel, Rolland, Sirey-Jol, Jourdain, Thérêt, Roche, Daraignez, H. Merlin, Bron, Strauss, Breteau, Guillois, F. Merlin, Dardouy, François. S. Bauer, Limouzin-Laplanche.
Excusés : M. M. Lanien, Mauger, J. Godart.

Confidentiel
Vichy. M. Sirey-Jol, rapporteur expose la situation de la question. La Commission des finances a accepté le projet en formulant deux exigences de détail. La C^{ie} les a acceptées. Le ministre des finances demande la mise à l'ordre du jour. M. Sirey-Jol donne lecture des lettres échangées entre la C^{ie} et l'administration. Il est d'avis de voter le projet tel quel pour éviter le renvoi à la Chambre.

A la C^{ie} des finances M. Philip, qui a succédé à M. Debrère, s'occupe de la question.

Sur question de M. le président, la C^{ie} décide de ne pas modifier son rapport.

M. Sirey-Jol est chargé de s'entendre avec la C^{ie} des finances pour la mise à l'ordre du jour.

M. Henri Merlin fait allusion aux anciens dissentiments entre la C^{ie} et M. Desafoux, ministre des Hygiène.

M. le président répond que les lettres qui viennent d'être lues sont postérieures à ces dissentiments, qui sont apaisés.

M. Strauss rappelle son intervention comme ministre. Il demande que le gouvernement donne son avis sur la procédure à suivre. Mais il désire en finir.

M. H. Merlin remarque que les consultations juridiques obtenues par la C^{ie} et le ministère ne sont pas d'accord.

M. le président fait adopter la décision déjà indiquée (M. Sragjot et lui-même se mettent en rapport avec la C^{ie} des finances. -

M. Mauger est nommé rapporteur du projet de loi étendant la législation sur les accidents du travail au personnel médical des hôpitaux et autres établissements d'assistance et de bienfaisance publics et privés (1927-6.)

M. Jourdain donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 6 décembre 1924 rattachant au M^e du Travail, de l'Hygiène, de l'Alimentation et de la P. S., l'office régional de Statistique d'Alsace et de Lorraine. Le rapport est adopté.

La fin de l'ordre du jour, en l'absence de M. Mauger, est ajournée.

La séance est levée à 18 heures.

RAH

71

Séance du 16 Février 1927.

La séance est ouverte à 17 heures, sous la présidence de M. Chaureau.

Présents : MM. Chaureau, Limouzin-Laplanche, Lencien, Daraignez, Dauthy, Henry Merlin, François-Saint-Maur, Roche, Dherbe-Court, Dudoit, Muller, Strauss, Delpière, Cornand, de Wndel, Buteau, Dron, F. Merlin. Nommé ^{à sugg.} Excuse : M. Jourdain.

M. Muller est nommé rapporteur :

1^o du projet de loi portant ratification du décret du 30 août 1925, maintenant en vigueur les dispositions des articles 1 et 2 du décret du 14 février 1921 attribuant des allocations supplémentaires aux titulaires des rentes servies par l'Institut d'assurance-invalidité de Strasbourg et par la Caisse de pensions des chemins de fer d'Alsace-Lorraine (Sénat 1927, n^o 10).

2^o du projet de loi portant ratification du décret du 21 décembre 1925 modifiant l'art. 2 du décret du 19 novembre 1921 ratifié par la loi du 6 mars 1923, relatif à l'application dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle de certaines dispositions concernant les taux maxima prévus par le Code des assurances sociales en matière d'assurance-accident. (Sénat 1927, n^o 11.)

La commission adopte ensuite le rapport de M. Daraignez sur le projet de loi portant

ratification du décret du 25 novembre 1925
modifiant certaines dispositions du code
des assurances sociales du 19 juillet 1911
relatives à l'assurance vieillesse. (Sénat
1926, n° 571.)

M. Paul Strauss donne connaissance
de son rapport sur le projet de loi modifiant
la loi de 1838 sur les aliénés. (Sénat 1924,
n° 8.)

Sur une question de M. Dron, M. Strauss
résume les innovations par rapport à
la loi de 1838 : intervention de l'autorité
judiciaire, interdiction du transport dan-
destin de malades à l'étranger, consécrat-
ion légale des sorties d'essai, et des colonies
familiales d'aliénés, ainsi que des services
ouverts dans les établissements d'aliénés.

M. Mouruë demande ^{la} lecture article par
article, puis la discussion générale.

La commission décide de commencer par la
discussion générale.

M. Strauss demande le renvoi à la com-
mission de législation et à la commis-
sion des finances.

M. Dron voudrait qu'on pût modifier
l'état d'esprit public considérant tout ma-
lade entré dans un asile comme définitive-
ment taré. Il expose le système des sorties
d'essai que l'on va instaurer à Armen-
tières.

M. Manger s'excuse d'arriver en cours de
séance. Il rappelle l'expérience de place-
ment familial des aliénés convalescents

de Lurcy-Lévy. Quant à l'expérience de Dun, elle dure depuis 36 ans sans inconvénients.

M. François-Saint-Maur signale que les convalescents sortant à l'essai peuvent causer à eux ou à autrui des accidents. Quid de la responsabilité? A-t-on prévu une assurance?

M. Mauger donne connaissance d'une Consultation que lui a adressée la direction des affaires départementales de la Seine.

M. P. Strauss signale qu'il s'agit de 3 catégories différentes: colonies familiales, 2^e sortes d'essai, 3^e demi-fous ou quarts de fou, ces derniers ne rentrant pas dans le cadre de la loi.

Il déclare n'avoir pas prévu le cas signalé par M. François-Saint-Maur et demande le temps d'y réfléchir.

M. François-Saint-Maur reconnaît que pour les services ouverts, la responsabilité est du droit commun. Mais, pour les sorties d'essai de l'article 54, il reste préoccupé. Personne ne voudra employer ces gens-là, si on ne maintient pas la responsabilité à l'établissement, qui aurait à s'assurer.

M. Strauss reconnaît la force de cette objection et cherchera à résoudre la question.

M. de Wendel demande s'il n'y a pas quelque chose de prévu pour le risque encouru par ceux qui emploient les aveugles.

M. Strauss répond négativement.

M. Straus demande le renvoi à
~~quinzaine~~^{quinzaine} de la discussion des articles.
La séance est levée à dix-huit ~~heures~~
dix.

RAA

Séance du 23 Février 1927.

La séance est ouverte à 17 heures, sous la présidence de M. Chaureau.

Présents : M. Chaureau, Darteyre, Dudoigt, François. S. Maur, Herbi'court, de Wludel, Mauger, Cornand, Armbruster, Chéret, S. Martin, Charpentier, H. Merlin, Gron, Muller, Mouriel, F. Merlin.

M. de Wludel est nommé rapporteur du projet de loi portant ratification du décret du 21 décembre 1925 modifiant certaines dispositions du Code des assurances sociales du 19 juillet 1911 relatives à l'assurance contre la maladie (12, 1927.)

Accidents du travail en agriculture (627, 1926)
M. Mauger, rapporteur, signale qu'il a prie le ministre de l'agriculture d'étudier les répercussions de l'abrogation éventuelle de la loi du 30 juin 1899. Le ministère du travail a été également saisi de la question de savoir si cette abrogation conserverait toutes garanties de sécurité aux ouvriers, dans tous les cas d'espèce, la loi de 1926 ne paraissant pas pouvoir couvrir tous les risques.

M. François. Saint. Maur est d'avis qu'il n'y aurait, si l'on abrogeait la loi du 30 juin, qu'un déplacement de responsabilités, au détriment de l'agriculteur.

M. Mauger répond que la demande d'abrogation est venue des milieux agricoles.

La discussion est ajournée.

M. de Wludel rapporte le projet de loi portant modification du décret du 18 décembre 1924 étendant le régime des allocations supplémentaires aux titulaires de rentes d'accidents de 30 à

49% services en exécution du Code des assurances sociales en vigueur dans les départements du H.R., du B.R., et de la Moselle (22 (ou 26) 1926.)

Le rapport est adopté!

M. Saint-Martin présente son rapport sur le projet de loi, ad. p. la Ch., portant ratif^{on} du décret du 21 septembre 1925, portant modif^{ication} de la loi du 23 août 1912 sur les caisses d'épargne d'Alsace et de Lorraine. (59p, 1926)
Le rapport est adopté!!

M. Saint-Martin ^{présente} ~~fait adopter~~ son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre, portant ratif^{on} du déc. du 6. sept. 1925 rattachant au M. du Travail divers services du commissariat général de la République à Strasbourg. Ensuite, M. François-Saint-Maur demande des éclaircissements sur ces services. M. Saint-Martin n'ayant pas les renseignements complets sous la main, l'affaire, après discussion, est renvoyée à une séance ultérieure.

La séance est levée à 17 heures 45.

RM

77

Séance du 2 Mars 1927

Présidence de M. Chauveau

La séance est ouverte à 17 heures.

Présents: M. Chauveau, Dudouyt, Dauthy, Thérêt, Linsuzain-Laplanche, Fernand Merlin, Guillois, de Wudel, Lancien, Mauger, Giordan, Rolland, Kounié, François St-Maur, Mouller, Charpentier, H. Merlin, Duquaire, Giordan, Sherbicourt.

M. Chauveau demande à être déchargé du rapport sur le contrôle sanitaire des immigrants. M. Fernand Merlin est nommé rapporteur. (251, 1926)

M. Strauss demande qu'une demande soit faite auprès de la C^{on} des Finances pour qu'elle se dessaisisse, au fond, de la proposition de loi sur le recours au 2^e degré des assistés de la loi sur l'assistance médicale gratuite, la C^{on} d'Hygiène étant saisie au fond, d'un projet de loi connexe.

M. le président signale que le rapport de la C^{on} des finances est déposé.

M. Mauger demande que la C^{on} des Finances ne soit pas saisie au fond de questions qui ne sont pas d'ordre financier.

M. le président rappelle que M. F. Merlin est déjà désigné pour donner l'avis de la C^{on} sur la prop. de loi de la C^{on} des finances.

M. P. Strauss donne des détails sur les deux textes en instance.

L'affaire est ajournée.

M. F. Merlin demande si la démarche de M. le président à la Chambre à propos du contrôle des établissements d'assistance privée ont abouti. M. le président répond négativement.

M. Strauss a demandé une réunion interparlementaire des présidents de commissions. Il ne renonce pas à faire aboutir cette proposition.

M. Dudoigt est nommé rapporteur du projet de loi sur les accidents du travail au personnel médical des hôpitaux et autres établissements d'assistance et de bienfaisance (1927, n° 6.), en remplacement de M. Baugier et ~~et~~ d'accord avec ce dernier.

M. de Wendel donne lecture de son rapport sur le projet de loi déclarant applicable dans des dép. du B.R. du H.R. et de la Moselle la législ^{on} fr^{se} sur l'encouragement national aux familles nombreuses. (367, 1925) Le rapport est adopté.

Athénès. - M. P. Strauss rappelle que M. François-Saint-Maur s'était préoccupé du sort qui serait fait aux malades auxquels serait accordée la sortie d'essai. Il déclare que cette sortie ne peut s'appliquer qu'aux malades reçus par des personnes en répondant. Il ne

S'agit donc pas de malades devant rentrer à l'atelier.

Ces sorties d'essai ont été supprimées dans la Seine pour les malades internés d'office. Elles existent pour les malades en placement volontaire. Le projet de M. Straus ne fait pas de distinction.

En l'ajout de la capacité civile et de la gestion des biens, la situation restera la même que pour l'aliéné interne non interdit. Rien n'est changé à la situation juridique actuelle, sinon que le parent chez qui l'aliéné est sorti peut être mis en cause civilement. Dans les colonies familiales, le nourricier est un préposé d'administration. Il peut être mis en cause.

L'administrateur provisoire joue dans les deux cas.

Quant à l'hypothèse de l'accident du travail, il n'y a pas à l'envoisage, le "sortant d'essai" ne devant pas être employé, en dehors du domicile de la personne qui le prend chez elle.

M. Daubigny fait remarquer que la loi sur les aliénés comprend deux parties distinctes : état de l'aliéné, adminⁿ de ses biens. La Comm. de législation est saisie. M. Daubigny demande à M. Straus de se mettre d'accord avec M. Lebert, rapp. de la Comm. de législation.

M. P. Straus accepte.

M. Fr. St. Maur, sur l'article 54, dit que M. P. Straus a un peu minimisé ses observations d'il y a quinze jours.

Sur les accidents du travail, M. F. St. Maur

pense que l'hypothèse devrait être prévue.

En ce qui touche la validité des actes du malade non interdit, la situation est dangereuse pour les tiers, que n'avertit plus l'internement du "Sortant d'essai"; il faudrait prévoir un régime particulier.

Sur l'application de l'article 1382, M. Fr. S. Maur fait aussi une objection. (art. 134)

M. P. Strauss répond que son ~~4~~^e paragraphe est supprimé.

M. François S. Maur trouve contradictoires les § 1 et 3, et a contrario, la suppression du § 4. Il prie le rapporteur de revoir cet article avec le rapporteur de la C^{on} de législation.

M. P. Strauss a reproduit le projet de loi préparé naguère avec la Chancellerie.

M. Banger signale la répercussion grave que pourrait avoir l'art. 54 sur les colonies familiales.

M. Strauss répond que cet article ne vise pas les colonies familiales.

M. Dauthy signale que la Section III est ~~du ressort~~ de la C^{on} de législation, et que la Section IV concerne la C^{on} d'adm. générale.

M. Strauss est d'accord pour leur soumettre ces textes.

M. H. Merlin, président de la C^{on} d'admin. est également d'accord.

M. Muller demande si l'on a reçu une brochure intitulée "la Liberté individuelle et le projet Strauss" par le capitaine Dumas.

M. Strauss est au courant de cette affaire.

Il donne à la commission des renseignements réels qui montrent la complexité du problème.

On passe à la discussion des articles.

L'article 1^{er} est adopté. On adopte également les articles 2, 3,

Sur l'article 4, M. F. Merlin craint que les mots "autorité publique" n'amènent des conflits entre l'autorité judiciaire et l'autorité administrative.

M. Daubigny; dans le placement volontaire, pendant la 1^{re} période (observation) le Préfet a la surveillance, ensuite, c'est l'autorité judiciaire qui est saisie. Dans le placement d'office, c'est l'autorité administrative qui agit toujours. M. Daubigny trouve qu'il faudrait dans ce 2^e cas prévoir aussi l'intervention ultérieure de l'autorité judiciaire.

M. le président donne lecture du commentaire qui indique que le mot "publique" a été introduit dans la loi de 1838 précisément parce qu'il peut s'appliquer aux deux ordres d'autorité.

L'art. 4 est adopté.

A l'art. 5. M. Daubigny propose d'ajouter (1^{re} per.) après "visiter": "au moins 1 fois l'an obligatoirement."

Il propose un alinéa 2 nouveau et des modifications au 2^e alinéa.

M. Dron demande que les visiteurs fassent obligatoirement un rapport.

M. Daubigny craint l'abus de la paperasserie.

M. Strauss apportera un nouveau texte dans

une 2^e lecture.

M. F. Merlin demande si les inspecteurs pourront faire des observations d'ordre général. Or, est-ce que tous les visiteurs prévus sont qualifiés pour faire ce genre d'observations? Et n'ira-t-on pas à des conflits.

M. Strauss répond que la loi de 1838 donne toutes garanties. Il ne s'est jamais produit de conflits.

M. F. Merlin lui demande cependant d'innover pour rendre le texte plus clair.

M. Mouric' dit que la surveillance doit porter : 1^{re} sur la nécessité des internements; 2^e sur la tenue générale de l'établissement. Il faudrait diviser aussi la surveillance et le contrôle entre deux catégories de contrôleurs.

M. Strauss répond que cette délimitation est difficile.

M. F. Merlin signale que, dans la Loire, les rapports de l'administration ne fournissent aucun renseignement. Le Conseil général est obligé de déléguer certains membres pour faire une enquête dans les établissements des départements voisins, où ce département place ses aliénés.

M. l'abbé Muller a fait partie de la C^m chargée d'examiner les asiles dans son département. Cette commission a obtenu des réformes utiles.

M. Strauss serait d'avis d'avoir des inspecteurs généraux des aliénés. Mais la

projet restera à la commission des finances. Les conseils généraux ne doivent pas être déchargés de leur devoir.

M. F. Merlin répond qu'ils ne peuvent assumer la surveillance.

M. Strauss. - Alors, il faut refondre toute notre législation d'assistance. Le conseil général de la Seine fait visiter tous les ans par ses membres les établissements de placement.

M. Mounié fait part de ses missions de ce genre (enfants assistés, aliénés.) au nom du C. G. de la Seine. (3^e commission.) Il conclut en disant qu'il ne faut pas toucher aux droits des conseils généraux.

M. Dimouzan Laplanche appuie ces observations.

M. de Wudel est sceptique sur le contrôle des fonctionnaires.

M. Danthuy pense comme M. F. Merlin, que le texte devrait prévoir le contrôle du conseil général qui place des aliénés dans un département voisin.

M. Dron pense qu'il ne faut pas exagérer et que le mieux peut être l'enlèvement du bien.

M. Strauss fait remarquer que les conseils généraux ont le droit de visite, même dans les autres départements où ils ont placé leurs malades, droit prévu d'ailleurs par le contrat entre le département et l'asile voisin.

M. Strauss signale qu'étant ministre il avait fait un essai d'examen psychiatrique des prisons. Il rappelle ce qui se fait en Belgique. Cela doit se faire ici également.

M. F. Merlin se plaint du manque d'hygiène dans

les prisons.

L'article 5 est renvoyé à la prochaine
séance.

M. Delpierre demande à entendre
les médecins aliénistes.

M. Strauss ne veut pas faire d'except-
tion. Il faudra entendre toutes les sociétés
ou pas une.

M. Delpierre n'insiste pas.

M. Morinier propose une visite à
Dun-sur-Auron.

M. Dherbécourt et M. le président
sont d'accord. Cette visite devrait avoir
lieu en juin. Les démarches utiles seront
faites auprès de la 3^e Commission du
Conseil général de la Seine.

La séance est levée à 18 h. 45.

RAH

Séance du 9 Mars 1925.

La séance est ouverte à 17 heures sous la présidence de M. Chauréau.

Présents, M. Chauréau, Fernand Merlin, Thérèse, Limouzan-Laplanche, Jourdain, Guillois, Rolland, Delpierre, Paul Strauss, Mauger, Mounié, Oherbécourt, Cornand, Santhay, François-St. Maur, Henri Merlin, Charpentier Lamién, Dentu, Breteau, de Mendel.

Excusé : M. Giordan.

Aliénés

Sont introduits : M. Lalanne, vice-président de l'Association des médecins des asiles ; chargé de cours à la Faculté de médecine de Nancy ;

M. Roger Mignot, médecin en chef de l'asile de Ville-Evrard ;

M. Demay, médecin-chef de l'asile de Clermont (Oise)

M. Hamel, médecin-chef de l'asile de Mareville près Nancy. —

M. Lalanne déclare que lui et ses collègues approuvent tout particulièrement le projet rapporté par M. Strauss.

Il désirerait voir affirmer par la loi le caractère obligatoire des dépenses des aliénés. Il fait remarquer que les communes sont déjà peu disposées à placer leurs malades, et qu'elles se montreront hostiles si leur charge doit être plus élevée dans le cas de placement volontaire gratuit.

Il voudrait aussi que le placement d'office par arrêté préfectoral fût l'exception.

A l'article 2, il demande que le mot "idiots" soit remplacé par "arriérés" et le mot "aliénés" par le mot "anormaux".

Sur une question de M. Mouru, M. Lalanne promet d'envoyer une note détaillée sur les desirs des médecins d'asiles.

Il demande l'insertion dans le texte d'une disposition précisant que le service de sûreté dans les établissements spéciaux et dans les colonies familiales sera obligatoirement confié à des médecins spécialistes.

Sur une remarque de M. Mauger, revenant que l'on pourrait présumer la situation des malades des colonies familiales, au point de vue de la responsabilité.

Sur l'amendement présenté par M. Dauthy à l'article 6, M. Lalanne s'élève contre l'exigence du certificat d'aptitude au traitement des maladies mentales. Il donne des détails sur la procédure actuellement employée pour la désignation des médecins d'asiles par la commission instituée auprès du ministre, et il s'en déclare satisfait. Il desire qu'à l'avenir ce soit surtout le concours qui intervienne.

Le diplôme spécial de médecine légale psychiatrique délivré par certaines facultés serait insuffisant.

Sur l'article 21 (sorties d'essai) M. Lalanne demande pourquoi ces sorties d'essai sont prévues seulement pour les placements volontaires et non pour les placements d'office. M. Strauss ne verrait pas d'inconvénient à généraliser la mesure.

Sur l'article 22, M. Lalanne n'est pas partisan de retenir les toxicomanes à l'asile malgré

28

eux, même s'ils ont signé un engagement ad hoc en entrant. Cet engagement, dit-il, ne peut valoir, étant signé par un malade mental.

M. Strauss, répondant à M. Mignot, déclare que le mot "toxicomanes" ne s'applique pas aux alcooliques. M. Mignot regrette que ceux-ci ne puissent bénéficier de l'art. 22, et demande que cela soit prévu explicitement.

Sur l'article 32, M. Lalaune voudrait rediger ainsi la question à poser au jury : "L'inculpe présente-t-il des anomalies mentales susceptibles de motiver son placement dans un asile de sûreté?"

À l'article 35, les auteurs d'asiles voudraient que l'obligation de construire des asiles fût mise à la charge de l'Etat.

À l'article 36, il faudrait spécifier que le rapport devait viser les 3 catégories d'aliénés.

À l'article 39, il serait nécessaire de prévoir le même prix de journée pour les placements volontaires et pour les placements d'office.

À l'article 41, M. Strauss donne lecture d'un nouveau texte.

À l'article 42, M. Lalaune voudrait placer l'obligation des dépenses.

M. Strauss répond qu'elle était prévue dans le projet de 1912, et que le présent projet pourra être complété dans le même sens.

L'article 45 fait l'objet d'un nouveau texte de M. Strauss, en vue de ménager les intérêts des Départements qui placent les aliénés dans des départements voisins.

M. Lalaune demande que des administrateurs de biens soient donnés aux malades placés dans

les établissements privés.

Revenant en arrière, il signale à l'article 37 une erreur de rédaction. À la fin du § 3, il faudrait, dit-il, dire "un délai de six mois au moins."

M. Strauss annonce qu'ayant reçu des objections sur le 4^e paragraphe de l'article 34, il est d'avis de le supprimer.

M. Lalanne signale les inconvénients nombreux que présentent les placements d'attente des malades dans des hospices ou établissements non spécialisés. Ces relais sont, d'après lui, une honte. Il faut que, s'il est nécessaire, le passage dans ces hospices locaux soit toujours de courte durée. Il rappelle qu'à la suite de la visite effectuée en 1918 par le Congrès de Nancy, la maison de secours de Nancy dut être fermée, malgré l'opposition de la municipalité.

M. Hamet, abondant dans le même sens, demande que l'article 29 fixe un temps très court (8 jours) à ces séjours provisoires.

M. Guillois cite des faits scandaleux auxquels a donné lieu cette pratique.

On garde les malades jusqu'à ce que leur nombre justifie un transport collectif.

Un malade est mort en gare de Ploisneul.

M. Strauss déclare avoir déjà protesté en 1913.

Sur l'article 13 (intervention de l'autorité judiciaire au bout de 6 mois) M. Lalanne

Fait des réserves. Il trouve cette intervention inutile et préjudiciable au malade. L'application de cet article transformerait en lettres de cachet judiciaires de simples placements volontaires.

M. Lalanne combat également l'amendement Daubigny exigeant la mensuration anthropométrique des malades. Les médecins ne sont pas des policiers. Et d'ailleurs, l'état de certains malades ne le permettrait pas.

M. Mauger appuie cette observation : certaines familles placent leurs malades en colone familiale et ne veulent pas qu'on le sache.

M. Daubigny voudrait qu'au moins tout visiteur pût être sûr de reconnaître le malade qu'on lui présente.

Les délégués déclarent que les médecins sont indemnes de toute suspicion.

M. Lalanne, sur le titre IV, se déclare partisan des services ouverts, mais ne pense pas qu'il soit nécessaire de les définir dans la loi. En tout cas, il faut que ce soient les médecins des asiles d'aliénés qui en aient la direction.

Il se plaint enfin de ne pas retrouver dans le projet certaines dispositions du projet de 1913, définissant la situation des médecins d'asile, qui devraient être des fonctionnaires d'Etat, et non départementaux ou municipaux.

Il faudrait encore, ajoute-t-il, que la direction des asiles soit assurée par un médecin, assisté d'un gestionnaire, comme cela a lieu dans les hôpitaux militaires.

M. Strauss prie la délégation de lui envoyer

le texte de ses observations en 36 exemplaires,
de façon que chaque Commissaire puisse
les étudier à loisir.

La délégation se retire.

La prochaine séance sera consacrée
au contrat d'assurance, et la séance de
quinzaine aux aliénés.

La séance est levée à dix-huit heures
quarante-cinq.

~~RM~~

91

Séance du 16 mars 1927

La séance est ouverte à dix-sept heures, sous la présidence de M. Chaudeau.

Présents : MM. Chaudeau, Dron, Breteau, Mauger, Charpentier, Tourdain, Daraignez, Henri Merlin, Dentu, L'Amourain-Laplanche, Justin Godart, Muller, de Wendel, François-Saint-Maur, Dherbécourt, Dauthy, Fernand Merlin, Mourire.

M. de Wendel donne lecture de son rapport pour avis sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à étendre aux caisses minières fonctionnant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, le bénéfice de certaines dispositions de la loi du 24 décembre 1923, relative à l'amélioration des retraites de vieillesse et d'invalidité des ouvriers mineurs. (Sénat 1925-571.) Contrairement à l'avis du rapporteur de la Commission des mines, M. Debievre, M. de Wendel se déclare partisan de la rétroactivité de la loi. Son rapport est adopté.

M. Justin Godart, rapporteur du projet de loi relatif au contrat d'assurance, expose les grandes lignes du projet.

Après diverses observations, la commission examine l'article 1^{er}. M. Henri Merlin, M. François-Saint-Maur et plusieurs de leurs collègues ayant présenté

diverses observations, M. Justin Godart
déclare qu'il remaniera le texte de
l'article 1^{er} pour une prochaine
séance.

La discussion est en conséquence
ajournée.

La séance est levée à dix-neuf
heures.

Rth

Séance du 23 Mars 1927.

La séance est ouverte à 17 heures sous la présidence de M. Chauveau.

Présents : M. Chauveau, Strauss, Leredu, Lancien, H. Merlin, Charpentier, Daraignez, Giordan, Chéret-Louffe, Sireyrol, Justin Godart, Guillois, Rolland, Bouin, Muller François-St. Maur, Cornaud, Mauger, Danthy, Dron, F. Merlin, Sherbecourt, Dudouyt.

Excusé : M. Jourdan.

M. le président annonce, à propos du projet sur l'amélioration des retraites de vieillesse et d'invalidité des ouvriers mineurs que l'accord est désormais complet entre M. Roy, rapporteur de la Commission des finances, M. Debierre, rapporteur de la Commission des mines et M. de Wendel, rapporteur de la Commission d'hygiène.

La commission nomme rapporteurs :

1^{er} du projet de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} avril 1898 relative aux S^{ts} de secours mutuels : M. Chauveau ;

2^e de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire la vente des objets dits "Sucettes" : M. Charpentier.

3^e de la proposition tendant à rendre obligatoire la vaccination anti-typhoïdique : M. Lancien.

(646-1926)
Contrat d'assurance. La commission reprend l'examen de l'article 1^{er}, après avoir décidé d'entendre, sur leur demande, les représentants

des Compagnies d'assurances étrangères.

Une nouvelle discussion s'engage entre M. Henri Merlin et M. Justin Godart, rapporteur, au sujet des sociétés départementales d'assurance-incendie. L'article 1^{er} est réservé.

Les articles 2 à 6 sont adoptés.

Sur l'article 7, M. Bauger demande si la note de couverture est obligatoire. M. le rapporteur répond négativement. Des précisions seront données dans le rapport. L'article 7 est adopté.

Après une remarque de M. Giordan, l'art. 7 est adopté.

Article 9. M. Henry Merlin fait remarquer que la 1^{re} ^{phrase} ~~paragraphe~~ paraît inutile.

M. François St Maur signale le peu de précision des derniers mots "en caractères très apparents." L'article 9 est réservé pour examen de la jurisprudence.

Art 10 à 13 adoptés.

Art. 14. Le rapport donnera des précisions sur les mots "l'indemnité ou la somme déterminée par le contrat." Art 14 adopté.

Art 15, adopté.

Art. 16. M. Henri Merlin ne trouve pas suffisante la lettre recommandée comme mise en demeure. M. Daubry propose d'y ajouter l'avis de réception. L'article est adopté cependant tel quel, sous réserve d'indications dans le rapport.

Art. 17 à 24, adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à une séance ultérieure.

La séance est levée à dix-huit heures et demie.

95

Séance du 30 Mars 1927.

La séance est ouverte à 17 h. sous la présidence de M. Chaureau.

Présents : M. Strauss, Rolland, Muller, Jourdain, Chéret, Limouzaix-Laplanche, St. Martin, J. Godart, Giordan, Lancien, François St. Maur, Herbicourt, Corrand, Darteyre, Dauthy, Arubrustes, Breteau, Daraignez, Dudoxyt, Senta, H. Merlin, Dron, Delpeyre, Mauger.

M. Jourdain est nommé rapporteur du

Projet de loi portant ratification du Décret du 25 novembre 1925 modifiant certaines dispositions de procédure du Code des Assurances sociales du 19, 7, 1911 et de la loi du 20 du 12 1911 sur l'assurance des employés en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle

Contrat d'assurance M. Armand Alexandre, président du Syndicat des C^{ies} étrangères d'assurances sur la vie, qui devait être entendu, a écrit qu'ayant désormais tous apaisements, il juge inutile de venir devant la Commission.

Sur l'article 9. ("en caractères très apparents"), le rapport rappelle que ces mots existent déjà dans les textes et qu'ils n'ont jamais donné lieu à difficulté, car il n'existe aucune jurisprudence sur ce point.

Sur l'art. 23, par. 2., M. Mauger avait exprimé la crainte que cet article ne touchât indirectement la législation des accidents de travail. Mais cette crainte disparaît devant l'art. 1^{er}, par. 3.

M. François St. Maur avait demandé des droits du porteur d'une police "au porteur" en ce qui concerne le paiement de l'indemnité. Comment se fera la conciliation du droit du prop^{re} de l'immuable

avec celui du porteur. En cas de sinistre, le porteur de la police se voit obligé de subir les oppositions comme le bénéficiaire lui-même.

M. le rapporteur déclare que le porteur ne saurait venir en rang privilégié avec les créanciers hypothécaires.

M. François S. maur signale que les ^{Créanciers} créanciers aux porteurs sur le vu de la police. Il peut y avoir conflit entre un créancier chirographaire du porteur de la police et un créancier hypothécaire.

M. J. Godart ^{rapporteur,} répond que c'est au créancier hypothécaire à faire opposition. Le porteur n'a aucune espèce de privilège.

M. Cornand pense que le 1^{er} prêteur prendra désormais ses garanties.

M. le rapporteur répond qu'en matière maritime, la question n'a pas donné lieu à difficulté.

M. Dauchy demande si en cas de faillite le droit passera tout entier sur la tête du porteur ou si la masse des créanciers gardera tous ses droits.

M. le rapporteur lit l'article 18 qui répond affirmativement sur le 2^e point.

M. Dauchy. - Ce n'est pas tout à fait la même espèce. Il faudrait indiquer que le porteur ne prime pas la masse.

M. le rapporteur donnera toutes indications nécessaires dans le rapport.

M. Dauchy - La clause a ordre se borne à supprimer la justification de l'art. 1690, qui

97

oblige le créancier à signer le transport de la créance au débiteur.

M. Dauthy voit dans la clause à ordre des inconvénients même pour l'assuré.

Art. 25. adopté.

Art 26 - do

Art. 27. M. Dauthy trouve la prescription de deux ans draconienne. Il fait toutes ses réserves.

M. Thérêt est d'avis que cela regarde plutôt la commission de législation.

M. Dauthy voudrait créer un privilège pour l'assureur en ce qui touche le paiement de la prime. Cela lui permettrait d'être un peu exigeant pour la résiliation.

M. le rapporteur dit que le texte n'a d'autre prétention que de codifier les textes actuels et la jurisprudence.

M. Dauthy pense qu'il n'est pas défendu à la commission de l'améliorer.

M. le rapporteur redoute le renvoi à la Chambre.

M. Dauthy. La C^m de légis^m ne peut modifier le texte. Elle n'est saisie que pour avis.

M. le président. Elle déposera des amendements.

M. le rapporteur. L'affaire date de 1904 !

M. le président. Depuis 1902.

M. Dauthy insiste. L'assureur fait des frais pour la conservation de la chose. D'ailleurs, le texte sera certainement modifié en séance.

M. Justin Godart demande à M. Dauthy de préparer un texte.

Titre II. - Art. 28. - adopté.

Art. 29 - adopté.

Art 30. - M. H. Merlin. Quelle sanction ?

M. le rapporteur. La nullité.

M. H. Merlin. Il faut dire "à peine de nullité."

M. Daubry. demande (§ 2) qu'on indique la durée du contrat.

M. le rapporteur visera la jurisprudence dans le rapport.

Art. 31. - adopté.

Art. 32 - 33. adoptés.

Art. 34. M. H. Merlin. Une commune peut-elle s'assurer contre les risques d'une émeute?

M. le rapporteur. Oui.

M. F. Merlin. Connaît-on des exemples?

M. le rapporteur. Je n'en connais pas. Ils sont permis par les mots "Sauf convention contraire."

M. H. Merlin. La responsabilité des communes est une garantie d'ordre public. Une commune pourrait donc s'en affranchir?

M. le rapporteur. Il faudrait confronter le texte avec celui de la responsabilité des communes.

M. Dron. Elles ne trouveraient pas d'assureurs.

Art 34, adopté.

Art. 35. J.

Art 36. J.

Art. 37. M. François St-Maur redoute les conséquences du § 2. M. Grondan répond que le créancier hypothécaire devra exiger la remise de la police. Art 37 adopté.

Art. 38. 39. adopté.

Art. 40. M. François St-Maur et M. L.

Merlin trouve cet article obscur.

H. le rapporteur répond qu'il ne faut que copier la pratique.

M. H. Merlin qui entend-on par incendie?

Art 40 adopté.

Art. 41. 42. adoptés. Art. 43. adopté.

Art. 44. 45. adoptés.

Art. 46, 47. 48, 49 adoptés.

Art. 50. 51, 52, ^{53.} adoptés.

La suite de la discussion est ajournée.

La séance est levée à 18 heures 20.-

Séance du 6 ^{avril} ~~mars~~ 1927

La séance est ouverte à 17 heures sous la présidence de M. Chaudeau.

Présents : M. Chaudeau, Lancien, Duquaire, Guillois, Jourdain, Mounié, Chéret, Fern^d Merlin, J. Godart, Mauger, Cornand, Dron, Giordan, Daraignez, H. Merlin, Dherbecourt, Daubry.

M. Lancien est désigné comme rapporteur du projet de loi tendant à modifier la législation de la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse et de la Caisse nationale en cas de décès. (n° 132, 1927.)

M. Jourdain est désigné comme rapporteur du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance des employés en vigueur dans les dép^ts du B. R., du H. R. et de la Moselle. (Sénat 1927, n° 13.)

Contrat d'assurance. La commission adopte les articles 54 à 74.

Sur l'article 75 et sur les suivants, M. le président donne lecture d'une lettre d'un assureur signalant certains défauts de ces articles, mais demandant au Sénat d'approuver la loi telle quelle. Il demande si la commission désire entrer.

101
de le signataire, qui en a manifesté le désir.
La commission y consent.

Les articles 75 à 86 sont adoptés.

Les articles réservés seront examinés à la
prochaine séance.

La séance est levée à 17 heures 45.

Séance du 18 mai 1927.

La séance est ouverte à 17 h. 15, sous la présidence de M. Chauveau.

Ass^{es} sociales M. le président expose que depuis la dernière réunion de la C^{on}, la C^{on} des finances a déposé son avis, de même que la C^{on} de l'agriculture et que l'on connaît l'opinion de celle des travaux publics. Un examen des amendements semble maintenant opportun.

M. P. Strauss désire qu'on prenne une résolution sur la date de la discussion générale afin d'éviter tous nouveaux retards ou prétextes à ajournement.

Cette manière de voir est adoptée par la C^{on}. M. le président demandera dès le 24 au Sénat de fixer cette date au 9 juin.

M. François A. Maur propose que les présidents des C^{on}s qui n'ont pas encore donné leur avis soient informés de cette fixation.

M. le président passe à l'examen des diverses observations.

Au § 2 de l'art. 1^{er}, la C. des Finances propose 10.000 fr. Le gou^v. demande un chiffre limité de 18.000 fr. pour l'Alsace Lorraine; la C^{on} Hygiène propose 12.000. L'esprit des assurances sociales peut être modifié par cette différence. 15.000 semblerait mieux indiquer pour les célibataires, avec suppl^t de 2.000 à partir du 2^e enfant. Cette solution pourrait être agréée par

103

le président du Conseil.

M. Mourin est partisan des A. S. sans limitation de chiffre du salaire. La C^{on} pourrait d'abord examiner la question sous cet angle.

M. le président L'A. S. demande un effort de l'Etat et du patron en faveur des faibles qui ne peuvent s'assurer complètement par leurs propres moyens. Sinon, l'assurance deviendrait nationale.

M. François S'maur souligne les difficultés du type mixte de l'assuré obligatoire facultatif. Il y a là une erreur économique.

M. le président propose 15.000 comme chiffre maximum pour la cotisation patronale, si le salaire de 18000 est accepté.

Le chiffre de 15000 est adopté par la Commission.
M. le président met en discussion le § 4 de l'art. 1^{er} relatif à l'assurance social en faveur des salariés étrangers. Il paraît normal de leur laisser la pension invalidité et vieillesse. Toutefois, il n'y aurait pas lieu de leur attribuer les maxima des allocations.

M. François S'maur craint que l'étranger pensionné ne rentre dans son pays.

M. le président. Il faudra spécifier qu'il devra rester en France.

M. Guot. D'on demande des précisions pour le texte qui oblige à la résidence effective.

M. F. S. Maur a nié les traités de rapatriement qui toujours nous grevent lourdement.

M. H. Merlin propose les mots "résidence réelle et permanente." (adopté.)

Art 2. Sur la demande du gouvernement, le mot "employé" est remplacé par "assuré", et

le mot "patron" par "assureurs". (adopté.)

§ 2 Versements forfaitaires dont profitent les mutuelles agricoles.

M. le président propose que l'employeur verse une somme provisionnelle suffisante.

M. Manger voudrait en outre un cautionnement de l'employeur.

M. Henri Merlin. Il faudra la caution solidaire des employeurs.

M. P. Strauss. C'est matière à règlement d'admⁿ publique.

La C^{on} se rallie à cette observation: un texte rectificatif sera préparé par M. Henri Merlin.

§ 7 On supprime le dernier membre de phrase.

Art 4 Honoraires des médecins.

M. le président expose qu'il faudrait prévoir une somme forfaitaire globale pour les soins médicaux, et que les syndicats médicaux demandent l'entente directe avec l'assureur.

M. Roche fait des réserves.

M. le président remarque qu'il s'agit d'un tiers de la population du pays.

M. F. S. Maes. L'ouvrier paie intégralement la visite et reçoit une participation à cette dépense de la caisse d'assurance.

M. P. Strauss préfère le système du ticket modérateur.

M. Roche ne voit pas à son efficacité.

M. le président propose que la contribution de l'assureur soit de 15 à 20% en cas de maladie.

Art 5. § 1^{er} La commission maintient son texte contre les propositions du gouvernement.

§ 2 Le group^e propose un délai de 60 jours.
Art 6 § 1^{er} (dépendant ou non) texte de la Com^{mission}.
 teurs.

Art 7 § 1^{er} Après les remarques de M. Paul Straus
 sur le contrôle technique par les syndicats médicaux
 des services des commissions administratives des hos-
 pices, le texte de la Commission se comportera que
 la visite à domicile.

On décide de réunir la Com^{mission} le lendemain à 17 h.

En principe, le dernier jeudi de juin est choisi
 pour la visite à Dun sur Giron.

la séance est levée.

Séance du 19 mai 1927

La séance est ouverte à dix-sept heures, sous la présidence de M. Chauveau.

Ass^{es} Sociales Art. 9. (Maternité). On fixe 60 jours au lieu de 50 (adopté.)

§ 4 Amend^t de la C^{on} des F^{em}es sur l'allocation à la femme de l'assuré : il en résulterait 50 à 60 millions d'économies.

Texte de la C^{on} maintenant "l'assuré et la femme de l'assuré".

Art 10. Le gouvernement demande à remplacer "capacité de travail" par "capacité physique". Le texte de la C^{on} est maintenant.

§ 4. On ajoute "depuis l'âge de 16 ans", à la demande du gouvernement.

Art 11. On adopte "deux ans" au lieu d' "un an"; deux années de "240" jours au lieu de "200".

M. Bauger désirerait 480 en bloc pour 2 ans.

Art 12. § 9 s'ajoute sur la rente viagère d'assurance vieillesse.

Art 15 Ajouté "depuis l'âge de 16 ans" et "240" jours au lieu de "200".

Art 19 § 5 : les ayants droit de l'assuré, de l'assurance maladie ne peuvent prétendre à l'allocation pour décès.

4. le président La C^{on} des finances et le Jour^t acceptent l'assurance chômage (cotisations) Ils résistent sur les allocations de chômage. Il s'agit de décider que l'assurance chômage soit facultative. Un texte nouveau sera rédigé. Les 45 millions disponibles, provenant d'une

Retenu de 10% sur la totalité des ressources des assurances sociales, permettront de subventionner les caisses assurées.

Art 26 § 2. Caisses primaires existant "au moment de la promulgation de la loi" visées à l'art. 28 et à l'art. 44 (adopté.)

§ 4: six employés au lieu de quatre (adopté.)

Art 27 § 3 modification de forme demandée par le gouvernement. Mettre "à la demande de l'Office national (adopté.)

Art 28 § 1^{er} "aux risques qu'elles sont autorisées à couvrir (adopté.)

Art 29 § 2 "sous le contrôle de l'Office national des A. S." (adopté.) (en n'indiquant pas le déboulement du contrôle de l'Etat.)

et "l'Office national donnera communication à la Caisse générale de garantie des rapports relatifs à la situation financière des caisses" (adopté.)

§ 5 La C^m des finances demande un complément. Le texte de la C^m est maintenu.

Art 30 Caisse des dépôts (A. le placement de 50% en valeurs d'Etat) La C^m des finances accepte le texte du jour: nouvelle rédaction adoptée.

Art 31. M. Strauss combat l'addition proposée par le gouv^t. M. le président accepte le texte de la C^m des finances. M. Strauss cherchera un nouveau texte.

Art 32. Ajouter: "pour les services de repartition." (au § 1^{er}).

On fait une addition au § 2.

Art 33 § 8 et 9 nouveau. (Clause de sauvegarde) (adoptés.)

Le travail est terminé.

Séance du 20 mai 1927

La séance est ouverte à 17 h. 30, sous la présidence de M. Chauveau.

Art 37, métayers. Les propriétaires verseront leur quote-part à: les métayers sont assurés facultatifs - (adopté.)

Art 39. Révision des chiffres ~~et~~ en harmonie avec les majorations adoptées.

Art 43 § 4. Amendement de la (2^e) des finances adopté.

Art 44. § 1^{er} Rédaction nouvelle adoptée.

Art 45. modif. demandée par le Sénat. § 4 additionnel, sur les excédents d'actif. M. P. Strauss désirerait entendre là-dessus le ministre des finances (adopté) § 5 additionnel adopté.

Art 46 Amend. du Sénat adopté.

Art 47 addition adoptée concernant le chiffre de 300 francs pour les assurés obligatoires de la loi des retraites.

Art 49 Salaires des ch. de fer. Modif. adoptée.

Art 50. Rédaction nouvelle proposée. On se mettra ultérieurement d'accord sur un texte définitif.

Art 50 bis proposé: M. le Président l'accepte comme § 2 de l'article 50.

Art 53 § 3. Le texte proposé par le Com. des finances est plus clair, Il est adopté.

Art 57 Addition acceptée.

M. P. Strauss fait observer qu'après le vote de la loi sur les A. S., il faudra que le Parlement

remette au point toutes les lois d'assistance.

Art 68 Création d'offices régionaux avec services départementaux.

§ 4. Composition de ces offices :

1. représent. $\frac{1}{2}$ du M. des Finances ;

1 — — — — — du Travail ;

4 des employeurs ;

5 des assurés ;

2 praticiens dont 1 pharmacien (proposé par M. Monnié) (adopté.)

Certains phrases sont supprimées et renvoyées à l'annexe au règlement d'administration publique.

Art 69 § 5 Les éclaircissements seront demandés sur les modifications proposées par la C^{on} des Finances.

Art 71. Additions du jour. $\frac{1}{2}$ adopté.

Art 72 réduction à 50 des membres du Conseil sup^r des A. S. ; un pharmacien en fera partie.

La prochaine séance aura lieu le 25 à 17 heures.

La séance est levée.

Séance du 25 mai 1927

La séance est ouverte à 17 heures,
sous la présidence de M. Chaudeau

Présents : M. Chaudeau, François, Haur
Roche, F. Merlin, Guillois, H. Merlin, Limon-
zain-Laplanché, Charpentier, Dauthy, Joursais,
Deuts, Mourin, Delpierre, Bauges, Strauss.

Excusez M. D'Herbécourt, Command.

Prop^{on} de loi tendant l'application de la
loi du 31 mars 1919 aux anciens militaires et
marchés invalides et réformés d'après guerre.

M. le président donne la parole au rapporteur.

M. Guillois expose que le rapport approuvé
par la C^m est désapprouvé par le Minis-
tère et par la Commission des finances.

Celle-ci présente un contre-projet. A
l'article 1^{er}, elle supprime le mot "assi-
milés" (ancien art 1^{er})

Dans l'art. 2, la C^m d'H. avait dit
que tous les assimilés pourraient cumuler
pension d'ancienneté avec pension d'invalidité.
Le ministre des finances s'y oppose.

M. Fallot propose de dire que les assimilés
qui auront contracté sous le drapeau
une invalidité pourront cumuler.

Les intéressés acceptent le contre-projet.

M. Guillois propose de s'y rallier.

Le C^m projet ne parle pas de l'article 3.

111

M. Guillois accepte cette suppression.

En outre, il propose ^{de ne pas} d'accepter l'amendement Bluyssen qui demande l'application de l'article 10 de la loi de 1924. -

Les propositions de M. Guillois sont adoptées.

Assurances Sociales. M. Le président appelle l'attention sur les articles 30 et 31 (gestion par la Caisse des Dépôts et consignations; emploi des fonds.) Il trouve dangereux que la Caisse des Dépôts puisse en faire emploi sans consulter les Caisses.

M. P. Strauss se refuse également à lui donner des attributions excessives.

M. François St-Maur craint que le gouvernement et la C. D. C. se refusent à voir diminuer leurs droits au profit des caisses.

M. Monnier appuie M. François St-Maur.

M. Dauthy demande si les titres seront au porteur ou au nom de chaque caisse. Dans la dernière hypothèse, il serait impossible de prêter sur les titres.

M. François St-Maur. D'autant plus qu'il peut d'agir de valeurs à lots. Donc, il faut les individualiser au compte de chaque caisse. Le texte ne peut prévoir autre chose: l'initiative, en matière de vente, doit appartenir à la Caisse locale.

M. Dauthy. L'observation est même vraie pour les fonds d'Etat amortissables.

M. P. Strauss. Ne pas priver les caisses du droit de proposer leurs placements. Il faut faire l'éducation de leurs dirigeants au point

de vue des placements sociaux, dont la proportion est d'ailleurs trop faible.

M. Charpentier donne l'exemple des placements pour les caisses d'épargne.

M. le président répond qu'il s'agit ici de versements obligatoires.

La commission l'autorise à modifier les pourcentages, d'accord avec le ministre.

M. Jourdain, au nom d'un grand nombre de caisses lorraines et alsaciennes, présente le vœu que le nouveau régime ne soit applicable que par loi spéciale et dans un délai de dix ans, avec période de transition de cinq ans. Un amendement a été proposé par ces organisations.

M. le président. Le délai de dix ans est déjà prévu. Il n'y a pas d'inconvénient à accepter les autres demandes.

Le projet ne trouble aucune organisation existante. Il faudrait remettre le nouveau texte aux organisations alsaciennes et lorraines.

M. Jourdain explique la situation des sénateurs alsaciens et lorrains, qui devraient s'abstenir, si l'amendement n'était pas voté.

M. Strauss peur que cette éventualité serait fatale au projet. Mais il s'agit de la tardiveté de cette réclamation. En 1921, les Caisses de maladie d'A. et L. déclaraient se rallier à un projet d'ensemble présenté par le gouvernement. (projet Grinda.)

M. Jourdain reconnaît que le projet finira
donner certaines satisfactions aux organi-
sations alsaciennes et lorraines. Il a prié
ses amis d'Alsace et de Lorraine de faire tenir
le texte de leurs critiques à tous les membres de
la Commission.

M. Rothaus considère que, d'ici le 9, le malen-
tendu doit être dissipé.

La Commission ne peut retenir la proposition
"par paliers" les Assemblées alsaciennes et lorraines
ayant consenti naguère l'adoption de l'assu-
rance unique.

M. le président désire que le texte actuel de
la Commission soit communiqué aux organisations
A. et L.

M. F. Merlin trouve la volte-face de ces organisations
assez grave.

M. F. St Maurice demande à M. Jourdain ce qu'il
entend par ~~la~~ application "par paliers".

M. Jourdain répond que les organisations au-
raient voulu commencer par la maladie,
etc.

M. le président répond que les A. et L. ont toujours
reconnu l'assurance entière.

M. F. St Maurice considère que les chiffres des actuels
de la C^o d'hygiène diffèrent de ceux de la C^o des
finances. On s'est basé sur le recensement de
1911.

M. le président. 1921. - D'autre part, M. Pas-
quet ne conteste pas l'équilibre financier.

M. F. St Maurice serait partisan de l'application
par paliers, en commençant par la maladie.

M. le président a passé par les mêmes scrupules.

Il est allé en Alsace faire une étude clinique du projet, qui couvrira mieux, ^{quel} cher le système A et L.

M. P. Strauss, s'appuyant sur les termes mêmes de la protestation, pense qu'on peut obtenir l'adhésion des représentants A et L. Les divergences, sauf sur la question de paliers, que la commission ne peut adopter, ne sont pas graves.

M. Jourdain^{en} est convaincu, mais il faut convaincre les protestataires, et aussi ses collègues des 3 départements.

M. F. Merlin demande si la protestation émane d'une majorité, et pourquoi cette volte-face.

Né faut-il pas chercher entre les lignes une question politique des assurances sociales ?

M. Jourdain répond que la protestation émane de l'unanimité des associations patronales. En outre, le représentant de la C. G. T. aurait déclaré qu'il ne se rallie plus au projet.

Il n'y a pas de mouvement politique. Les A. L. demandent purement et simplement ^{d'appliquer} la législation ~~allemande~~^{locale} au territoire français.

Il y a plutôt une question d'annoncer-propre.

M. H. Merlin demande la date des réunions.

M. Jourdain. Décembre 1926, et au cours des dernières vacances.

M. H. Merlin. Présidence ou faite par qui ?

M. Jourdain. Par les présidents de syndicats.

M. H. Merlin. Quels parlementaires y ont assisté?

M. Jourdain. M. de Wendel et l'abbé Müller.
Je n'y suis pas allé moi-même.

M. le président. Cette émotion est tardive.
Pas d'autre procédure que celle déjà indiquée
A. Moune. Il faudra leur demander leur
réponse avant le 9 juin. La commission pourra
en délibérer.

M. François St. Maurice. Il faut que les A. L.
soient saisis du texte. D'ailleurs, il n'est
pas question de le leur imposer avant dix ans.

M. Jourdain. Mais mes collègues peuvent encore
s'abstenir.

M. P. Strauss. Nous avons besoin de leur vote.
Le projet vient d'Alsace. Leur abstention serait inexplicable.

M. Mauger. Après le retour des 3 départements,
nous ne pouvions espérer de voter les A. S. Et
maintenant ce sont ces 3 départements qui les
refuseraient!

M. F. Merlin. Nous nous sommes tous inspirés de
la loi locale.

M. H. Merlin. Ne pourrait-on trouver dans l'arti-
cle 52 les éléments d'un accord?

M. le président. Aucun inconvénient à prévoir
une loi au lieu d'un règlement.

M. Jourdain relit le projet d'amendement.
(délai de 10 ans, loi spéciale de coordination,
période transitoire de 5 ans.). On réclame aussi
le maintien pendant 10 ans de l'Institut
Spécial de Strasbourg.

M. P. Strauss. Si les craintes des A. L. sont fondées,
nous pourrions en faire notre profit. Si elles sont
pas fondées, l'assimilation sera facile.

Il faut que nos collègues d'A et L.
donnent leur adhésion de principe à
la loi.

M. Henry-Merlin. L'amendement dit
"La présente loi n'est pas applicable." Il
faut changer cette formule.

M. T. S'meur est partisan du délai de 10
ans et de la loi spéciale d'application. C'est
peut-être la loi française qui sera modifiée
dans dix ans.

M. H. Merlin propose: "La loi ne sera appli-
cable à l'A-L. que dans un délai..."

M. F. Merlin: "sera applicable dans..."

M. le président propose un texte modifié.

M. Bourdais Si une délégation était reçue
par le P.^t du Conseil, ne pourrions-nous
la recevoir?

M. le président: Lundi à 5 heures? (adopté.)
La séance est levée à 18 h. 1/2.

117

Séance du 30 mai 1927

Présidence de M. Chauveau

La séance est ouverte à 17 heures.

Présents. M. M. Jourdain, Dauthy, Darteyre, Delpeu, Roche, Strauss, Moume, F. Merlin, R. Merlin, Limouzin-Laplancha, Mauger, Saint-Martin, Sherbecourt.

Excusés: ~~M. M. Cornaud, Sherbecourt~~

Assurances Sociales M. le président expose que le régime de la profession est préférable au régime alsacien. Il demande à M. Jourdain si les auteurs du vœu déposé (voir précédente séance) ne sont pas surtout des assureurs ou des patrons.

M. Jourdain répond que des organisations d'employés ont manifesté la même opinion.

Il pense maintenant que l'on pourrait obtenir l'unanimité des sénateurs des 3 départements, s'ils ont satisfaction sur l'article 52.

M. le président propose de faire du vœu l'article 52. Le gouvernement y consent.

M. P. Strauss se rallie à ce texte.

M. Roche s'étonne que, cette fois-ci, les représentants de l'A. L. ne demandent pas l'assimilation

M. H. Merlin regrette vivement le retard de l'application de la loi à l'Alsace et à la Lorraine.

(La Commission accepte la proposition de son président.)

Art. 47. Le Président est autorisé à faire mention de l'auteur, Pasquet dans le rapport.

Art 31. Au sujet du placement en rentes sur l'Etat, le président propose 25% en rentes, à la volonté de la C. d. D.

M. H. Merlin demande si ces rentes seront nominatives.

M. Dauthy propose "en valeurs immatriculées au nom des caisses."

M. le Président "en tenant compte de la nature et des risques encourus par les caisses" (texte du g^l) (adopté.)

M. F. Merlin trouve que les chances de lots devraient profiter à l'ensemble des Caisses.

M. Jourdain répond que les réserves considérables de certaines caisses ne restent pas inutilisées.

M. F. Merlin désirerait que les caisses aient un programme social.

La prochaine séance aura lieu le 8 juin à 4 heures.

La séance est levée à 17 h. 45.

119

Séance du 8 juin 1927

Présidence de M. Hauwau

Présents: M. Muller, Tourdain, Thérêt, Roche, François St Maurice, Darteyre, Mounier, Manger, Strauss, F. Merlin, Imouzain-Laplanche, Breteau, H. Merlin.

Excusé: M. Giordan.

Dun-sur-Auron La 3^e Commission du Conseil Général de la Seine ira le 28 ou le 29 juin à Dun-sur-Auron visiter le centre de placement familial des aliénés. Elle invite la Commission à se joindre à elle. M. Mounier recueillera les adhésions. La Commission choisit la date du 29 juin.

Assurances Sociales M. le président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre des Finances relative à l'article 69 du projet (attribution des amendes). Il serait impossible des les affecter à un fonds spécial de répartition. Or, le président n'avait fait que s'inspirer de la loi de 1910. M. Muller examinera les textes.

D'autre part, le Ministre du Travail demande une modification à l'article 64: "les contributions dont le versement lui incombait" a. l. d. "à sa charge". Le président accepte, à l'article 21, une demande du Ministre de

travail a par avance satisfaction.

Examen des amendements.

Am. n° 1. (Bonnevay) (art 1^{er}) a reçu satis-
faction.

Am. n° 2 (Bonnevay) (art 2). La C^m passe à
l'ordre du jour. rejet.

Am. n° 3 (Bonnevay) chômage, San. obpt

Am. n° 4 (Mauger.) demande un livret au
lieu d'une carte. ^{art 1^{er}} M. le président consi-
dère cela comme une complication.

M. Mauger voudrait donner un titre à
l'assuré se déplaçant. Am. non adopté!

Am. 5. (Mauger.) art. 3. - a satisfaction

Am. 6. (Mauger) art. 4. - (suppression du
délai de carence)

M. Strauss est d'avis d'abaisser le
délai à 4 jours.

L'amendement est repoussé.

Amend. 7. (Mauger) art. 5 (supp. du délai
de carence). repoussé.

M. Roche donne lecture d'un amendement
nouveau à l'art. 4. L'am. sera imprimé.

À l'art 5. M. Mauger fait remarquer
qu'il y a contradiction avec la loi sur les
accidents (6^e jour, 4^e jour.)

M. F. Merlin répond qu'il ne s'agit pas
de l'accident du travail.

Am. 8 (art. 10) (M. Mauger); retiré.

Am. 9. (art. 12) (M. Mauger.) M. le prési-
dent répond que l'article 69 donne satis-
faction partielle.; repte

Am. 10 (art. 11) (M. Mauger.), rejeté

Amend 11. (art 44) (M. Mauger) a reçu satisf.

Art. 12. (art. 68) (M. Mauger) (lurets) rejeté.
Am 13 (art. add^{ls}) M. Francois St-Maur. (pensions
d'orphelins) M. Francois St-Maur évalue le
Coût de l'amendement à 50 millions.
(Articles 20 bis à 20 sexies) M. Francois St-
Maur, à la demande de la commission,
réduira son texte. Le principe de l'am^t est
adopté, sous réserve d'amélioration.
Art. 14 (art. 43) (M. Courman) a satisfaction,
sauf son § 4, que la commission repousse.
Am. 15 (art. 1^{er}) M. Daubry. (métayers clas-
sés comme salariés.) repousse. } ont eu parti
Am. 16. (art. 37) d^e (repousse) satisfaction

A l'art 33 § 4. M. F. Merlin demande à ajouter
"bibliothèques, foyers et cercles ouvriers, jardins
ouvriers et autres institutions d'hygiène sociale.",
L'am^t sera imprimé.
Prochain séance mardi matin 9 1/2 h.
Séance levée à dix huit heures.

Séance du 13 juin 1927

Présidence de M. Chauveau

Présents : M. H. Merlin, Strauss, Mounié, Daraignez, Cornand, Rolland, Dauthy, Dherbecourt, Giordan, Cheret, Guillems, F. Merlin, Darteyre.

Assurances Sociales. M. le président donne lecture de l'Union départementale des ouvriers du Bas-Rhin (C. G. C.) qui réclame le délai d'adaptation de cinq ans au maximum.

L'Union des Syndicats confédérés de la Moselle proteste également contre le délai de dix ans.

M. Strauss est d'avis de se concerter avec le président du conseil, pour essayer de trouver une solution d'accord.

M. Mounié est d'avis qu'il ne doit pas être besoin d'une nouvelle loi à l'expiration du délai.

M. H. Merlin pense que le délai maximum doit être fixé à 10 ans.

M. P. Strauss croit l'adaptation nécessaire.

M. le président négociera une conciliation.

Il donne ensuite lecture d'une lettre

du ministre des finances sur l'alimen-
tation du fonds de garantie (art. 64 à 67)
Les amendes pénales ne peuvent être affec-
tées spécialement, d'après les lois en vi-
gnes.

M. le président explique qu'il s'agit
inspire de l'art 23 de la loi de 1910, qui
n'est pas abrogée. M. le président con-
voquera le chef de service intéressé.

On reprend l'examen des amendements.
Amendement 17 (M. Pasquet) art. 2, l'amen-
dement n'est pas adopté.

Am^t 18. - (art. 1^{er}). (M. Pasquet); la commission
maintient 15.000 f.

Am^t 19 (art. 1^{er}) (M. L. Pasquet.) (salariés étran-
gers "travaillant" en France.); la commission
maintient son texte.

Am. 20 (Pasquet) art. 2. - Cet amendement deman-
de que les contributions soient versées à la caisse
départementale. La commission maintient son
texte.

Am^t 21 (Pasquet) art. 4. - (participation de l'assuré
aux frais médicaux.)

M. Strauss présente un texte nouveau. Il
trouve indispensable de tenir compte de l'im-
portance de l'indemnité journalière.

M. Darteyre propose de fixer les pourcentages
suivant les charges de famille.

M. le président lui répond que les Caisses seront
libres de fixer les chiffres elles-mêmes.

L'amendement n'est pas adopté. Le texte
est maintenu.

Am^t 22 (Pasquet) art. 5. Repoussé.

Am.^t 23. (Pasquet) - art. 9. - M. P. Strauss
propose un nouveau texte (am.^t 66)

M. F. Merlin appuie le texte de M. Strauss
M. Mourin également.

L'amendement de M. Strauss est
adopté.

Am.^t 24 (Pasquet) art. 9 (repoussé.)

Am.^t 25. (Pasquet) art 10. La commission
maintient "240" jours.

Am 26. (Pasquet) art. 11. La commission main-
tient "480" jours.

Am. 27 (Pasquet) art 12; repoussé;

Am. 28 (Pasquet) art 13; repoussé:

Am. 29. (Pasquet) art 15; repoussé

Am. 30 (Pasquet) art. 7. M. Strauss annonce
le dépôt d'un amendement sur ce sujet
(contrôle du traitement médical.) (repoussé)

Sur l'art. 7, 3° M. H. Merlin fait qq réserves.
Le président lui ~~donne~~ apaise ses scrupules.

M. Mourin fait observer que sur 2.000
médecins de la Seine, 500 seulement
sont inscrits au Syndicat. Il se plaint
des abus de l'assistance médicale gratuite.
M. le président conteste les chiffres de
M. Mourin.

Am.^t 31. (Pasquet) (chômage) (art 21 à 25.)

M. Mourin n'est pas d'avis de payer le
chômage aux ouvriers étrangers.

La commission est de cet avis.

L'aut.^t n'est pas adoptée.

Am.^t 32. (Pasquet) art 11. - repoussé

Am.^t 33. (Pasquet.) repoussé. -

Am.^t 34 (Pasquet.) repoussé. -

L'amend.^t es. La séance est levée à 11 h 25
seance le 14 juin à 3 h 1/2

M. Thérêt (art. 26) demande que les Caisses
ne puissent créer de pharmacies.

M. Mounié demande à M. Thérêt de
ne pas insister, la prop^{on} étant inappli-
cable. M. Mounié s'est lui-même refusé
à déposer un tel amendement.

M. Thérêt n'insiste pas.

La séance est levée à 11 h 1/2

Séance mercredi 14 juin à 14 h 1/2

Séance du 15 juin 1927.

Présidence de M. Chauréau

Présents : M. Roche, Darteyre, Cheret, Muller,
Lancien, Charpentier, Oherbecourt, Giordan,
Lauthy, Dron, P. Strauss, Rolland

Assurances Sociales. Am^t 36. (Pasquet)

art. 31. Sur observations du rapporteur et
de M. Roche, la C^o maintient son texte

Am^t 37. (art. 32) (Pasquet), repoussé.

Am^t 38 (art. 33) (Pasquet), repoussé.

Am^t 39 (art. 34) (d^e) repoussé.

Am 40 (art 37) d^e) d^e

Am. 41 (art. 44) (Pasquet.) d^e-

Am. 42 (art 26) (d^e) d^e.

Am 43 (art 26) (Pasquet) d^e.

Am 44 (art. 28) (Pasquet) - d^e-

Am^t 45 (art 45) (Pasquet) adopté.

Am^t 46 (art 45) (Pasquet.) repoussé

Am^t 47 (art 47) (Pasquet.) repoussé

M. le président rappelle les réclamations
ouvrières alsaciennes et lorraines (voir
séance précédente) qui demandent l'appli-
cation immédiate. Un texte transaction-
nel a été établi.

M. Darteyre demande ce que deviendront
les faveurs gratuites faites aux ouvriers par

127

certaines patrons. M. le président répond
qu'elles sont maintenues par la loi.

M. Dron attire l'attention sur la définition
de la mutualité.

Am. 48 (art. 49) (Pasquet) repoussé

Am. 49 (art. 49) (Pasquet) repoussé

Am. 50 (art. 50) (Pasquet) } à satisfaction

Am. 68 (art. 50) (Strauss) } - 2° -

Am. 51 (art. 50) (Pasquet). M. le président est
autorisé à accepter.

Am. 52 (art. 56) (Pasquet) déjà réglé

Am. 53 (art. 62) (Pasquet) repoussé

54 ————— 2°

55 (art. 68) ————— 2°

56 - 1° ————— 2°

57 - 1° ————— 1°

58 - 1° ————— 1°

59 (art. 69) (Pasquet) repoussé

60 (art. 69) (Pasquet) repoussé

61 (art. 69) (1°) - 1°

La Commission continue l'examen des
amendements et s'ajourne au mardi 21
juin à 9 h. 1/2.

La séance est levée à

Séance du 21 juin 1927

Présidence de M. Chauveau

Présents : M. M. Guillois, Dauthy, H. Merlin, François-St. Maur, F. Merlin, J. Godart, Mounié, Mauger, Lancien, Breteau, Cornand, Chéret

La séance est ouverte à 10 h 1/2.

Ass^{es} Sociales M. le président donne la parole à M. Dauthy sur son amendement n° 11 ^{rectifié} (art 1^{er}) renvoyé à la Com.

M. Dauthy a déposé à la demande du ministre du Travail, mais il estime qu'il est contradictoire avec le sens général de la loi. Si on admet les métayers, c'est le Salaire limite qui doit faire la discrimination. Le texte Carrière et Laboulbène présente de graves inconvénients.

M. Dauthy propose de reprendre son amendement primitif.

M. le président explique que seul le petit métayer pourrait être assimilé à l'assuré obligatoire.

La C^o d'agriculture est opposée à une limitation de faveur faite au métayer.

Il faudrait définir le métayer à qui l'on doit faire une sort particulière.

La C^o d'agriculture propose un texte "Les métayers Travail^l. d'ordre seul, ou avec l'aide des membres de leur famille, ascendants ou descendants, et ne possédant aucune partie du cheptel."

M. Dauchy avait voulu un texte simple.

Une discussion s'engage sur les gains et la définition du métayer entre M. le Président, M. Dauchy, M. François St-Maur, M. F. Merlin, M. Mauger.

M. le président propose d'accepter le texte de la C^m d'agriculture, en supprimant à l'art 37, le droit facultatif aux métayers sans distinction d'importance.

M. Mauger fait ajouter le mot "conjoint".

La disposition de l'art. 37 est supprimée et le texte de la C^m d'agriculture est adopté (avec le mot "conjoint").

Amend^t 117 (Gallet). Adopté. élipse diminuée de 3000 pour les célibataires et ménages sans enfants.

Amend^t 100 (Reynald). (art 1^{er}). repoussé.

Amend^t 19 (Pasquet.) (art 1^{er}, al. 4.)

M. F. Merlin demande un examen médical pour les ouvriers étrangers.

Amendement 101 (Lari) (exclusion des étrangers des primes de paternité). repoussé.

Amendement 88 (F. David.) (art. 2.) réservé.

Amendement 79 (Labrousse) (art. 2.) adopté, avec l'addition "à condition qu'il travaille au moins 120 jours pour autrui."

Amendement 81 (Strauss, art 4, al. 4.) } ont satisfait

— 102 (Lari d.) } -tion.

— 96 (J. Courtès. d' al. 9.) repoussé

— 87 (Labrousse d' al. 9.) al. 2

— 84 (Rie art 5.) (majorité

journalière et indemnité.) (adopté.) (avec "minimum de salaire")

Amend^t 74 (Mauger, art 5) (délai de carence) rep.

La séance est levée à 11 h. 15. Prochaine réunion le 22 juin à 16^h30.

Séance du 22 juin 1927

Présidence de M. Chauveau

Présents : M. M. Limouzin-Laplanche, Dauthy, Rolland, Thérêt, Lancien, J. Godart, Guillois, Giordan, B. Merlin, Muller, Roche, Sarraignez, Mauger, F. Merlin, Baudet, Dron, Armbruster, Mounié, Strauss, Dudouyt.

Excusé : M. Thérécourt.

Ass. Sociales

La séance est ouverte à 16 heures $\frac{1}{2}$.

M. le président rappelle l'accueil favorable fait à l'amendement Roche (alinéas 2^e et 4^e). Il donne lecture du texte primitif de la commission et de l'amendement Roche (n° 70), ainsi que des propositions du gouvernement de M. Dron, de M. Armbruster, de M. François-St-Maur.

M. le président dit que l'on doit travailler uniquement pour l'assuré. Celui-ci doit avoir les soins, les médicaments, mais s'il ne reçoit qu'une indemnité, il ne sera pas assuré.

M. Dron a d'abord pris une attitude expectante, mais maintenant il pense que la majorité des médecins sont hostiles au tiers-payant. Il reproche à l'amendement Roche de n'avoir pas d'élément modérateur. Il explique sa propre proposition.

M. Mauger est d'avis que la loi ne doit

131
pas connaître les médecins.

M. Roche expose que le malade et le médecin doivent rester dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui. Il faut laisser à l'assuré une part du risque.

M. François St Maur désire placer la discussion du tarif entre l'assureur et l'assuré, en dehors du médecin. La caisse déterminera son tarif. Une proportion de 15 % restera à la charge du malade.

M. Dron rappelle qu'il exige que le médecin remette un billet à l'assuré pour la caisse.

M. Muller lit le texte de la loi allemande.

M. Strombruster lit son texte.

M. Thérét reproche à M. François St Maur d'établir les prix sans l'avis des médecins.

M. H. Merlin demande comment l'assuré fera pour payer le médecin si la cote de celui-ci est élevée.

M. François St Maur répond qu'on se heurte au refus des médecins d'être payés par la Caisse.

M. Rolland déclare que les médecins sont partisans de l'amendement Roche qui va à l'encontre de leurs intérêts. Il préfère la solution de la Commission.

M. le président rappelle que son texte était primitivement adopté par l'unanimité des médecins.

M. J. Godart dit que, si l'on adopte l'amendement Roche, la mutualité retirera son

adhésion.

M. Linouzaire Leplanche dit que le tarif existe bien en matière d'accidents du travail.

M. J. Godart Le texte est sorti d'un accord entre médecins, mutualistes et C.G.T. Le modifieur serait tier la loi.

M. Roche répond que les mutualistes n'ont jamais été soignés.

M. P. Strauss appuie les observations de M. Godart. La suppression du tarif, c'est la suppression de toutes les lois sociales.

M. H. Merlin trouve que le mot "tiers-payant" n'a rien qui puisse effaroucher les médecins.

M. Dron répond que les médecins ne veulent pas, et que c'est un fait.

M. Guillois ne comprend pas pourquoi.

Le médecin viendra au tiers-payant parce que c'est son intérêt.

M. F. Merlin fait appel à l'entente.

Il veut que tous les médecins adhèrent à la loi, mais le tarif est nécessaire.

Il s'agit de la loi ne pourra venir que si l'on poursuit les causes d'immoralité par un contrôle sévère.

M. le président peut aller à l'extrême liberté du choix du praticien.

M. Roche propose de ne conserver que son premier paragraphe.

M. François St Maurice s'y rallie et maintient la suite de son texte.

M. le président veut avant tout que rassure

se sente complètement assuré.

M. le président admet la suppression de la liste des médecins, mais non la suppression des tarifs.

M. François St Maurice explique que le tarif enregistrera l'état de choses actuel.

M. Strauss est d'avis que le texte donne toute satisfaction aux médecins.

On s'accorde pour supprimer la liste, 2^e pour le libre choix du médecin; 3^e secret professionnel.

M. Strauss explique son amendement sur le contrôle.

M. H. Berlin voudrait savoir ce que les médecins entendent par tiers-payant.

M. Dron répond que les médecins ne veulent pas être fonctionnaires.

M. Manger craint, en raison du délai de carence, que le malade ne puisse payer le médecin.

En réponse à M. Godart, le Président dit que les textes ont été élaborés d'accord avec les intérêts. Depuis, un mouvement s'est dessiné, qui lui semble devoir n'être que passager, si la liste est supprimée.

M. François St Maurice craint que la suppression de la liste soit un danger.

M. Muller demande pourquoi l'on avait eu la liste.

M. le président répond qu'elle permettrait d'éliminer les mauvais médecins. Mais elle est supprimée, et il en accepte la suppression.

M. Roche déclare qu'il maintiendra son amendement.

M. Strauss estime que la loi améliorera la situation du médecin. Il fait un nouvel appel.

M. Roche demande un texte. Il ne veut aucun Tarif.

M. F. Merlin lui répond qu'il ne s'agit que d'un tarif de base. Le Président confirme que le tarif n'est pas limitatif.

M. François-H. Mau au § 5. demande qui mettra d'accord "les intéressés" si le médecin veut être payé par le client et si le client le renvoie à la caisse.

M. Dauthy propose de renvoyer la solution à l'accord entre les Caisses et les Syndicats médicaux. Il propose la suppression des mots "au choix des intéressés."

Le Président propose "selon les conventions des contrats."

M. J. Godart propose de porter au § 4 la 1^{re} phrase du § 5.

M. Ambuster accepte "suivant les conditions des contrats."

Le Président rédigera le texte dans ce sens.

M. Mourin veut que le pharmacien ait un tarif. Il demande un contrôle.

M. le président lui répond que c'est dans la loi.

Dun-sur-Auron

M. Mourin demande ce que devient le voyage à Dun-sur-Auron.

M. F. Merlin dit que c'est irréalisable.

M. Strauss dit que la séance de mercredi pourra être consacrée au cahier collectif de crédits.

La séance est levée à 18^h 40.

135

Séance du 28 juin 1927

Présidence de M. Chauveau

Séance ouverte à 10 heures.

Présents : M. M. Manger, M. Henri Merlin, Fernand Merlin, Roche, ~~Giordan~~, Dudoigny, Monnier, Strauss, Rolland, Muller, Guillois, François, St. Maur, Lanciau, Breteau, Cornand.

Excuse : M. Giordan.

Caisse d'épargne. M. Henri Merlin donne connaissance de son rapport sur le projet de loi relatif aux caisses d'épargne. Le rapport est adopté.

Dentistes d'Alsace-Lorraine. M. Guillois demande à la Commission d'accepter le texte de la Chambre.

M. Muller appuie cette demande.

M. F. Merlin demande qu'il on fasse passer un examen aux intéressés.

M. François St. Maur pense que la C^o ne peut revenir sur ses décisions précédentes.

La proposition est adoptée.

Assurances Sociales. Art 7. (renvoyé à la C^o). M. Roche pense que le Sénat désire confier le contrôle médical aux médecins et le contrôle administratif des caisses.

M. F. Merlin explique la nécessité d'un contrôle médical sévère. La responsabilité médicale reste intacte. Le contrôle de l'assurance

simulateur sera assuré par la Caisse; le contrôle des praticiens complices doit être par des praticiens.

M. Moulié signale des cas de collusion chez les pharmaciens.

M. F. Merlin ajoute que ce contrôle sera fait par les Syndicats médicaux, avec un appel devant la commission tripartite, puis devant la section permanente du Conseil supérieur des D. S.

M. le président se demande s'il est possible d'établir un contrôle sans une liste.

M. Roche est d'avis que la liste éliminera tous les bons médecins.

M. le président donne lecture d'un nouveau texte.

M. F. S'haer estime que les contrôles ne peuvent être contrôlés. L'initiative doit appartenir à la Caisse.

M. P. Strauss: la caisse peut avoir son contrôleur médical, ou elle peut charger de ce contrôle le Syndicat des médecins.

M. Roche voudrait que ce contrôleur médical de la caisse fût agréé par le Syndicat.

M. Strauss s'y refuse.

M. F. Merlin signale que, dans l'application de l'Assistance médicale gratuite, le contrôle est exercé par le Syndicat des médecins et que des sanctions sont intervenues contre les abus.

M. F. S'haer précise que le contrôle se

pourra être mis en jeu que par la caisse:
1° pas un médecin contrôleur, 2° ou par
le syndicat. Il faut maintenir à la
Caisse le droit de déclarer qu'elle ne
reconnaîtra pas les soins donnés par tel
ou tel médecin. (liste noire)

M. Lanciaux se rallie à cette proposition.
M. Strauss propose un texte auquel
se rallie M. Roche.

M. T. Merlin reprend le texte primitif
du rapporteur.

M. Breteau demande une seconde
lecture.

M. le président posera la question à
la fin du vote de la loi.

Il propose la nomination d'une
commission de 4 membres pour établir
un texte sur le contrôle. (art. 7.)

On désigne M. le président, M. Roche,
M. F. Merlin, M. Strauss.

M. H. Merlin signale que le médecin
peut être atteint comme complice de
la fraude. Il attire l'attention de la C^{ie}
sur certaines sanctions déjà inscrites
dans la loi.

M. Roche demande si on remplace "inca-
pacité de travail" par "état de maladie".

Il devrait y avoir 2 prestations:
l'une pour ceux qui ne peuvent travailler,
l'autre pour les malades qui peuvent
cependant travailler.

M. le président En cas d'incapacité perman-
ente, le 1^{er} médecin devrait être choisi parmi

Nom^m d'une
Sous Commission

les médecins experts des tribunaux.

D'autre part, le ministère des finances repousse l'amendement de M. F. St-Maur (orphelins.)

M. F. St-Maur défend le chiffre de 360 francs.

M. le président signale qu'on a déjà économisé $16 + 45 + 35 + 40$ millions. On a donc le droit de demander 240^t

M. Breteau demande le rétablissement des vœux dans l'amendement. La commission ne peut le suivre, en raison des répercussions financières.

Prochaine séance Jeudi. Sous-Commission à 10 h. et Commission à 11 h.

Sur l'article 15. Amendement Mauger, un accord s'établit, admettant le chiffre de 150 francs pour l'année la plus faible.

Séance levée à 11 h. 45

Séance du 30 juin 1927.

Sous Commission ⁽¹⁾

Présents: M. M. Chaudeau, Roche, Strauss,
F. Merlin.

Présidence de M. Chaudeau

Ass. Sociales M. le Président donne lecture d'une lettre
de l'Union des Syndicats Médicaux, protes-
tant contre les votes précédents du Sénat.

La discussion s'engage sur l'article 7.

M. Strauss propose un texte nouveau.

M. M. Roche et F. Merlin présentent le texte
ancien, modifié.

M. le président propose de remplacer
à la fin du § 1. "contrôle des assurés"
par "contrôle général".

M. Strauss défend son amendement
qui refuse aux syndicats professionnels
le contrôle sur les services hospitaliers.

On se met d'accord sur un texte com-
mun.

Séance levée à 11 h.

(1) Voir séance précédente.

Séance du 30 juin 1927

Présidence de M. Chauveau

Séance ouverte à 11 heures.

Présents : M. M. Henri Merlin, Lancelin,
J. Godart, F. Merlin, Roche, Thérêt,
Rolland, Ambroster, Strauss. Absents : Dente,
Kaufer, Muller, Dauthy, Chabéroux, Jordan.

Ass. Sociales La commission établit le nouveau texte
de l'article 7.

Elle discute ensuite l'art. 28. puis l'art. 31.

La Commission maintient son texte contre la
Commission des finances.

M. Dauthy voudrait qu'on en avisât la
Commission des finances avant toute discussion.
Le président répond que c'est déjà fait.

Sur l'article 31. M. Strauss propose un
nouveau texte. (habitations à bon marché!)
(amendement 139.) Il se déclare prêt à le retirer,
sous réserve de prendre rendez-vous pour plus
tard avec le gouvernement, si la commission
lui donne adhésion au principe.

M. le président accepte son la réserve que
nous ne serons pas gênés dans nos travaux de
placement.

Am. Pasquet à l'art. 31. s. o. m.

Am. Strauss à l'art. 23, a. satisf. m.

Séance levée à 11 h 3/4

161

Séance du 1^{er} juillet 1927

Présidence de M. Chauveau

Séance ouverte à 10 heures 1/2

Présents : M. F. Merlin, Strauss, Darbigny,
Cormand, Guillois, Muller, Dudon, Manges
Dauthey

Ass. Sociale La C^{on} établit un nouveau texte
de l'art. 32, 31. —

Art. 32. Am. Pasquet reponsoé.

Art. 33. On établit un nouveau texte

Art. 41, alinéa 2 — 2^e

Art. 50., renvoyé.

Art. 37. nouveau texte adopté.

Séance levée à midi.

Séance du 5 juillet 1927

Présidence de M. Chauveau

Séance ouverte à 10 h $\frac{1}{2}$

Présents : M. François S. Maur,
Lauvén, J. Godart, F. Merlin, Dudouyt, Jordan,
Arnbruster, Muller, Darteyre, H. Merlin,
Dobkiewitz, Bonnié, Manger, Cornand.

Ass. Sociales. La C^{on} examine les amendements.
Elle passe sur un certain nombre d'au^x
nouvel^{lement} distribués qui ont reçu satisfaction
ou ont été repoussés en séance.

Am^{ende} 137. (F. Faure) art. 44. La C^{on} adopte
une autre rédaction.

Am^{ende} 147 (J. Godart) art. 44. M. Godart
retire son amend^{ement}.

Am^{ende} 143 et 144 (Manger) le pr^{ésident} propose
un nouveau texte. - L'art 33, fait il obser-
ver, donne d'ailleurs satisfaction à M. Man-
ger. M. François S. Maur répond qu'il
ne s'agit à l'art 33 que d'une dimi-
nution générale du pourcentage.

M. Manger défend son amendement.

Un nouveau texte du pr^{ésident} est adopté.

Art 63. Am^{ende} provisoire (am^{ende} 69 rectifié)
Am^{ende} acceptée sauf 99. modifications, Am^{ende} Ecarré
repoussé.

Art. 64. rien, les au^x tombent.

Art 68. Certains au^x tombent.

Art 68. Am^t Hirschauer (1121) Cette demande
va de soi, mais c'est l'affaire du R. A. P. que.

Même réponse à l'am^t Reboul.

Art 68. al. 4., am^t 98 (Leblanc) repousse.

am^t Carillon 2^e.

am^t Sari. 2^e.

am^t Pasquet (57). 2^e.

am^t - 58. 2^e.

Art. 69. am^t Sari 2^e.

- Pasquet (1125%) adopté

- Pasquet (61 rectifié) adopté

- Strauss (5, 14^a) adopté.

- Strauss (5, 14^b) - 2^e.

- Sari. même am^t. 2^e.

- Reboul. repoussé.

Le C^m maintient son texte sur les amendes.

Art 71. Am^t Pasquet (63) repousse.

Art 71 Am^t Leblanc (99) 2^e.

Art 72 Am^t J. Jodart (148). adopté

Am^t Sari + H. Merle (111) adopté.

P. 49/ avant dernière ligne : 2/000. F. Merle,
on adopte 2 médecins et 1 pharmacien.

M. François St Maurice remercie le
président. Il demande une 2^e lecture.

(Adhésion) Le Président répond que le
gouvernement et le C^m des Finances est
hostile au retrait de l'urgence. Il pense
qu'une 2^e lecture serait ajoutée au texte.

M. Dherbecourt s'y oppose également.

L'urgence est maintenue

L'assemblée levée à midi.

Séance du 6 juillet 1926

Présidence de M. Chavreau

Séance ouverte à 11 heures.

Présents: M. François St Maurice, Mounié,
Rolland, Danthuy, Larcien, Juilliois, Dasteyre

Ass. Sociales Amendement 152. (Mounié) art. 69. (adopté.)

Audition de la
Com. des finances

Audition de la Caisse
des Dépôts et Consignations.

On introduit M. Chéron et F. Faure,
rapporteur général et rapporteur de la Commission
des finances, et M. Caqueret, Directeur de la Caisse des
Dépôts et Consignations.
M. F. Faure. (art 44) n° 137. M. F. Faure
déclare que l'adjonction proposée à l'art. 44
ne répond pas au désir de la Commission
des finances. Celle-ci désire voir mentionner
la Caisse des D. et C. parmi les caisses appelées
à collaborer à l'assurance.

M. le président demande si la C. F.
veut que la Caisse Nationale fasse de
façon indépendante le risque vieillesse.
La C. N. n'était mentionnée ni dans le
texte gouvernemental ni dans le texte
de la Chambre. La proposition ne s'est
fait pour qu'après solution de la question
des placements.

La C. N. applique la loi de 1886. Pas de
rapport avec l'organisme mutualiste
qui va appliquer la loi. Les tables et
barèmes sont les mêmes. C. N. = table

P.M.F.

C.R. ; Assurances sociales : table P.H.M.
 Les A.S. admettent des minima de pension.
 La loi de 1886 ne le permet pas.

Toutes les caisses créées depuis ce temps
 ont été autonomes. Les ouvriers as-
 sureurs sont sortis de la C.N.

Les cheminots également (loi de 1922)
 Le profit des départements et communes
 comporte une caisse indépendante.

On nous propose de disposer le meilleur
 risque, le risque vieillesse. La loi des A.S.
 fait tous les risques.

Que fera la caisse nationale des 1 1/2 %
 que nous envoyons au fonds de majoration
 et aux fonds de répartition?

Nous avons accepté les caisses patronales, les
 caisses autonomes centralisées, nous n'avons
 pas osé admettre un organisme d'Etat
 indépendant de ce que nous faisons.

Nous avons trouvé une formule idéale.
 Nous faisons entrer la C.N. dans la loi
 par l'intermédiaire de ses adhérents, qui
 pourraient constituer des caisses primaires.

Sûrement, la loi est par terre.

M. Chéron vient avec des sentiments de
 Conciliation. Il se trouve président de la
 Commission supérieure pour la C.N. des
 Retraites pour la vieillesse. (1 million de
 cotisants, 100.000 rentiers, 1200 mille
 adhérents de la loi des R.O.P.)

C'est pour la première fois qu'il est
 question de la C.N.R. La Commission
 supérieure s'étant déjà réunie. Une conversa-

tion a eu lieu et cet accord entre M. Chancan et M. Chéron.

M. le président interrompt pour déclarer que son article n'était qu'une réponse. M. Chéron poursuit. Il donne lecture d'une lettre de M. Poincaré redoutant que l'on manquât de personnel et offrant le concours de la C. N. R. Cette question n'est donc pas nouvelle.

Il demande que la C. N. R. ne soit pas appelée à disparaître, tout en rentrant dans le cadre de la loi.

Les caisses primaires assurent que certains visques.

En autorisant les assurés de la C. N. R. à se grouper, on leur donne le droit commun.

Il demande que 'la C. N. R., par ses sections, puisse former des caisses primaires...'

M. Tannery. Les sections départementales de la C. N. constitueraient des caisses primaires. Elles auraient entre elles le lien de la C. N., mais seraient placées comme 1^{re} caisse primaire, sous l'autorité de la Caisse départementale.

En ce qui touche l'emploi des tables, les sections se serviraient de la table P. M. F.

La C. N. a 3 sections différentes (loi de 1886, loi de 1898 - acc. du travail - loi de 1910 - R. O. P.) Ces sections n'appliquent pas les mêmes règles.

La rétrocession des A. S. générerait des risques dans les conditions de la nouvelle loi.

Les disponibilités des actions départementales A. S. seraient employées aux A. S. Il n'y aurait aucune communication comptable ou financière entre ces sections départementales A. S. et les autres sections de la C. N. R. V.

M. Chéron accepte la proposition de la C^{on}. Il demande qu'elle soit inscrite dans la loi.

M. le président déclare ne pas tenir compte de ce qui a été dit auparavant. Il prend acte de l'acceptation des caisses primaires.

Mais elles peuvent faire rien de chose et invalider. M. F. Faure lui-même avait mis "morit d'assurés élus." Au fond, c'est votre texte que vous acceptez.

Vous pouvez réduire le nombre d'employeurs : 4 ou 5 employeurs et 2 représentants de la C. N. R.

Mais, quelque importance qu'elle ait, la C^{on} n'a pas à la connaître a priori dans les A. S.

Ici, les assurés se gèrent eux-mêmes. Quel inconvénient à accepter votre proposition?

M. Caunery. Nous nous entendons quant au fond.

M. Chéron. 1^o Caisses primaires
2^o Vieillesse et invalidité
3^o Assurés.

Pourquoi rougir de la C. N. R. ?
Ne dites pas "les assurés de..."
On a qualifié la C. N. d'étatiste. C'est
une parole malheureuse de M. le
ministre du travail.

La C. N. R. est une organisation
très honorable.

M. le président qui dit le contraire ?

Il y a certainement dans les départe-
ments des assurés de la C. N. R.

Pourquoi ne pas accepter votre texte ?

M. François St. Maurice ne voit pas de
différence entre les deux thèses. Je
propose :

"La C. N. R. crée, à titre de caisses primaires,
des sections locales d'assurés."

M. le président. Non, nous sommes d'accord.

M. Chéron. Soit ! "La C. N. R. V. est
autorisée à créer, à titre de caisses
primaires de vieillesse et d'invalidité,
..."

M. Cammer, demandant s'il est néces-
saire de spécifier V. et I.

M. le président. Oui, c'est l'art. 26.

M. Chéron... des sections...

M. le président... des caisses primaires
d'assurés.

M. Chéron... à créer des caisses primaires...

M. F. St. Maurice, M. le président, M.
Lamier collaborent au texte.

M. F. St. Maurice propose des groupements
par ville.

M. le président préfère le cadre départemental et

On s'accorde sur le texte suivant :

"Art 44. alinéa 2. — Le Caissier N° 1 des Retraites pour la vieillesse est autorisé à créer, dans le cadre départemental, à titre de Caisses primaires de vieillesse et d'invalidité, des sections d'assurés dont le Conseil d'administration comprendra au moins la moitié d'assurés élus et cinq employeurs. Le règlement général d'administration publique fixera les conditions d'application du présent alinéa."

Les alinéas 2 et suivants prendront les numéros 3 et suivants.

M. Cheiron demande ensuite à la Commission d'examiner le plus rapidement possible le projet de loi n° 132 relatif à la Caisse Nationale des retraites et à la Caisse Nationale d'assurances en cas de décès. (2378 de la Chambre.)

La séance est levée à midi.

Séance du 7 juillet 1927

Présidence de M. Chauveau

Séance ouverte à quatorze heures trente.

Présents : M. M. Roche, Dartegre, P. Hanu.

Ass. Socials M. le président demande que l'on mette
dix et douze mois à l'article 73. (adopté.)

La commission se déclare une fois de
plus hostile au retrait de l'urgence.

La séance est levée à 14^h 45

151

Séance du 8 juillet 1927

Présidence de M. Chaureau

Séance ouverte à 14 heures

Présents : M. Jourdain, Rolland,
Darteyre, Guillois, Paraigney, Muller, Mauger,
Strauss, Godart,

Excusé : M. Chéret

M. de Wendel est nommé rapporteur du
projet de loi portant ratification du décret du
29 juillet 1926 modifiant les art. 537, 819
et 820 du Code des Assurances Sociales en vi-
gueur dans les dépts du Bas Rhin, du H^t Rhin et
de la Moselle en ce qui concerne l'assurance-
accidents. (n° 254.)

M. Lancien est nommé rapporteur de la propo-
sition de loi de M. Rio et plusieurs de ses collègues
tendant à ouvrir un nouveau délai pendant
lequel les marins, veuves et orphelins de
marins victimes de la guerre pourront deman-
der une pension sur la Caisse des Invalides
de la marine. (n° 313.)

M. Guillois est nommé rapporteur de la proposi-
tion de loi, adoptée par la Chambre des députés, ten-
dant à compléter les dispositions de la loi du 31
mars 1919 relatives aux droits à pension des
veterans de guerre (n° 346.)

M. Darteyre est nommé rapporteur de la

proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à faire bénéficier les orphelins des allocations prévues, en faveur des veuves d'ouvriers et de fonctionnaires par l'article 6 de la loi du 14 avril 1924 sur les retraites des ouvriers d'Etat et l'article 68 de la loi du 14 avril 1924 sur le régime des pensions civiles et militaires. (n° 340)

*La Com
n° 340
série*

M. Muller donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 30 août 1925, maintenant en vigueur les dispositions des art. 1^{er} et 2 du décret du 14 février 1924, attribuant des allocations supplémentaires aux titulaires de rentes servies par l'Institut d'assurance-invalidité de Strasbourg et par la Caisse de pensions des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine.

Le rapport est adopté.

M. Muller donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 21 décembre 1925, modifiant l'art. 2 du décret du 19 novembre 1921, ratifié par la loi du 6 mars 1923, relatif à l'application, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de certaines dispositions concernant les taux maxima prévus par le Code des assurances sociales en matière d'assurances-accidents.

Le rapport est adopté.

M. Jourdain donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Ch. des députés, modifiant certaines dispositions

de la loi du 20 décembre 1911 sur
l'assurance des employés, en vigueur
dans les départements du Bas-Rhin,
du Haut-Rhin et de la Moselle.

Le rapport est adopté.

M. Strauss demande que l'on hâte
l'examen du rapport sur le projet de
loi sur les accidents du travail du person-
nel médical des hôpitaux. (6-1927), ainsi
que l'examen du rapport sur le projet de
loi modifiant la loi du 1^{er} avril 1898 sur
les sociétés de secours mutuels. (113, 1927.)

Il demande que dès la rentrée, la
Commission reprenne l'examen du projet
sur les aliénés et de tous les projets relatifs
aux habitations à bon marché.

La commission le nomme rapporteur :

1^{re} de la proposition de loi tendant à modifier
l'art 2 § 1^{er} de la loi du 5 décembre 1922
portant codification des lois sur les habita-
tions à bon marché et la petite propriété.
79-1925

2^{de} de la proposition de loi tendant à modifier
et à compléter la législation sur la habitation
à bon marché et la petite propriété; (362, 1925)

M. Daraignes voudrait voir hâter la
discussion du projet de loi sur l'enseignement
des aveugles et des sourds-muets. Les ensei-
gnements à lui promis par les ministères
intéressés ne lui étant pas parvenus, il
demande au président de faire une démarche
auprès de ces administrations.

M. Justin Godart est chargé par avance

du rapport sur le projet relatif à la décla-
ration obligatoire de la tuberculose, qui
vient d'être adopté par la Chambre.

La séance est levée à quatorze heures
quarante-cinq.

RH

155

Séance du Lundi 7 Novembre 1927

La séance est ouverte à 17 heures, sous la
présidence de M. Chauréau

Sucettes (187-1926). L'examen du rapport
en l'absence de M. Charpentier, est ajourné.

2° { Contrat d'assurance. Le rapport de M.
Justin Godart est adopté.

1° { La commission entend ~~examine~~ M. de Saint-
Père, président de la réunion des compagnies
d'assurances sur la vie

R.H.

Séance du Mercredi 9 Novembre

Présidence de M. Chaureau

Séance ouverte à 17 heures

Présents: M. M. Daraignez, Lancier, Saint-Martin, Mauger, Darteyre, Charpentier, Mounier, Rolland, Delpierre, Dentu, J. Godart, P. Strauss, H. Merlin, F. St. Maurice, Dudouyt, Dauthy.

Proposition de loi 313-1927 - (veuves et orphelins, marins, victimes de la guerre)

M. Lancier donne lecture de son rapport. (adopté.)

Proposition sur la vaccination anti-typhoïdique obligatoire (610, 1926.)

M. Lancier, rapporteur, rend compte de sa visite au Dr Vincent, Netter, Schard, Chauffard. Les 3 premiers sont partisans de la non-obligation, le 4^e de l'obligation. M. Lancier propose l'ajournement.

M. Strauss ajoute que le Dr Vincent verrait des inconvénients à un débat public au Sénat.

M. J. Godart rappelle que la vaccination anti-typhoïdique et paratyphoïdique a sauvé l'armée pendant la guerre. Il fait l'historique de ce qui s'est passé alors. Il propose d'entendre des partisans des 3 vaccins.

M. P. Strauss pense que le Sénat ne peut se substituer à l'Académie de médecine.

M. J. Godart demande au besoin le renvoi à l'Académie de médecine.

137
M. Dron : la question est celle de l'obligation.
Une telle prescription, inapplicable, dégoûtera
tout le monde de l'hygiène. Il demande le
rejet du projet d'obligation.

M. H. Merlin demande quelle sera la sanc-
tion.

M. Lanciau : elle n'existe pas.

M. Lanciau rappelle qu'il proposait l'ajourne-
ment, qu'il a laissé croire que la commis-
sion renvoie pour enquête.

M. le président ne voit pas d'inconvénient à
une enquête : cela gagnera du temps.

M. Daraignez : il faut penser à l'obligation
en cas d'épidémie.

M. Lanciau n'y serait pas hostile : le préfet
pourrait prendre un arrêté : ce serait une
affaire de propagande.

M. P. Strauss demande à entendre le
professeur Vincent. (adopté.)

M. J. Godard désire entendre M. Vidal
(adopté.)

Legs Georget-Boursin. — M. Delpierre
donne lecture de son rapport, tendant à
l'adoption du projet.

M. H. Merlin s'oppose au vote d'une loi
destinée à régler un litige particulier.

M. Strauss lui donne des assurances.

M. H. Merlin déclare alors que la loi est
inutile. Le tribunal civil a qualité
pour ordonner la vente à sa barre.

M. P. Strauss répond que les Domaines
sont d'accord qu'il faut une loi.

M. Danthy : qui est propriétaire ? S. 1. 14

L'Etat est propriétaire, ce sont les Domaines qui doivent vendre.

M. François-Saint-Maur a les mêmes scrupules que M. H. Merlin. Si la propriété est indivise, le tribunal civil serait compétent.

M. Daubray. Si l'Etat a obtenu délivrance, l'héritier réservataire n'a plus qu'un droit de réance.

M. François-Saint-Maur. Alors il faut que l'actif soit déterminé avant tout.

M. Mauger demande le renvoi à la Commission de législation civile.

M. Monnié montre le retard de la France sur l'étranger au point de vue des sanatoria.

Le texte de la Chambre est mis aux voix et adopté.

La séance est levée à dix-huit heures.

—
RMH

159

1

Commission de l'Hygiène.

Séance du mercredi 16 novembre 1927, 5 heures.

Présidence de M. Chauveau.

Présents: MM. Dudouyt, Charpentier, Henri-Merlin, Lancien,
Godart, François-Saint-Maur, Jourdain, Thérêt, Roland,
del.

Lancien est désigné pour rapporter le projet de loi
sur les mesures de protection concernant le personnel de
l'école agricole (1922, n° 585).

Charpentier donne lecture de son rapport sur la
loi tendant à interdire la vente de "duettes".
(n° 187).

conclut contre l'adoption.

pt. - La Com avait décidé d'adopter la proposition, mais
visant la fabrication et l'exportation des duettes. Tel était
l'avis. Une seconde fois, la Com avait maintenant sa
par 6 voix contre 2. Le précédent rapporteur, M. Saint-Martin,
intervient parce qu'il voulait interdire aussi l'exportation
nationale.

:- Je partageais ce sentiment. La "duette" est un objet
sur lequel les médecins le savent. Elle favorise, dans
le cas des enfants, les fermentations putrides et le muguet
indéfini. Les autres objets que les mères donnent à sucer
sont encore plus dangereux. Ce sont surtout des chiffons
qui feraient l'éducation des mères.

L'Etat est propriétaire, ce sont les Domaines qui doivent vendre.

M. François Saint-Maur a les mêmes scrupules que M. H. Merlin. Si la propriété est indivise, le tribunal civil serait compétent.

M. Dauthey. Si l'Etat a obtenu l'indivision, l'héritier réservataire n'a plus qu'un droit de créance.

M. François Saint-Maur. Alors il faut que l'actif soit déterminé avant tout.

M. Mauger demande le renvoi à la Commission de législation civile.

M. Mouricé montre le retard de la France sur l'étranger au point de vue des sanatoria.

Le texte de la Chambre est mis aux voix et adopté.

La séance est levée à dix-huit heures.

RMH

Maur
de l'Etat

relat
l'eff

prop
1922

m
cu
vol
det
av
gl
M.T
meu
l'oy
M.d
aux
ales

159

1

Commission de l'Hygiène.

Séance du mercredi 16 novembre 1927, 5 heures.

Présidence de M. Chauveau.

Présents: MM. Dudouyt, Charpentier, Henri Merlin, Lancien, Mauger, Godart, François-Saint-Maur, Jourdain, Thérêt, Roland, de Weindel.

M. Lancien est désigné pour rapporter le projet de loi relatif aux mesures de protection concernant le personnel de l'exploitation agricole (1922, n° 585).

M. Charpentier donne lecture de son rapport sur la proposition de loi tendant à interdire la vente des "duettes" (1926, n° 187).

Il conclut contre l'adoption.

M. Leprieux - La Commission avait décidé d'adopter la proposition, mais en autorisant la fabrication et l'exportation des duettes. Tel était votre mandat. Une seconde fois, la Commission avait maintenant sa décision par 6 voix contre 2. Le précédent rapporteur, M. Saint-Martin, avait démissionné parce qu'il voulait interdire aussi l'exportation que la fabrication.

M. Thérêt - Je partageais son sentiment. La "duette" est un engin meurtrier, tous les médecins le savent. Elle favorise, dans l'organisme des enfants, les fermentations putrides et le rougissement.

M. de Weindel - Les autres objets que les mères donnent à sucer aux bébés sont encore plus dangereux. Ce sont souvent des chiffons sales. Il faudrait faire l'éducation des mères.

2
M. François-Saint-Maur. - Cela est certain. L'objet le plus ^{directement} employé est la tétine du biberon munie d'un bouchon, bien plus dangereuse que la sucette. D'ailleurs, si nous autorisons l'exportation, la sucette entrera partout en contrebande.

M. Henri-Melin. - Et quelle sera la sanction de l'interdiction?

M. Rolland. - On ne trouvera pas de sucettes à acheter. La loi nous donnera un argument très fort pour faire l'éducation des nourrices.

M. François-Saint-Maur. - Cette éducation ne se fera que par les consultations de nourrices. Si nous interdisions la fabrication, l'industrie lésée demanderait des indemnités.

M. Justin Godart. - La com doit maintenir sa décision. En matière d'éducation d'enfants, nous devons lutter contre toutes les routines. Pour ma part, je suis opposé même à la fabrication et à l'exportation des sucettes.

M. François-Saint-Maur. - Le texte interdit tout, sauf l'usage.

La com se prononce contre l'interdiction totale, puis contre l'interdiction ^{seule} de la vente seulement.

M. le Pr. - alors c'est l'adoption des conclusions de M. le Rapp.

M. Justin Godart. - Dans ce cas, je demande le dépôt d'un rapport au nom de la minorité.

M. Jourdain. - Je me suis abstenu parce qu'il ne s'agit à rien d'interdire les sucettes.

M. Rolland est désigné pour faire un rapport au nom de la minorité.

M. Dudauph lit son rapport sur le projet de loi tendant à la légalisation sur les accidents du travail au personnel médical des hôpitaux. (1927, n° 6.)

3

es dites que la preuve de l'accident incombera à
n'est pas possible. C'est contraire à la loi de 1898
du travail.

S'agit ici de catégories spéciales. Comment
prouvera-t-elle qu'un médecin a pris
dans sa clientèle et non à l'hôpital?

Il n'y a pas de doute que nous devons rester
dans la loi de 98. La preuve sera au docteur
pour la victime que par l'administration.
La demande sur quelle base sera calculée
~~accordée~~ aux Indiens qui ne sont pas externes, c'est-à-dire
des stagiaires, assistants; ceux-ci ne
sont pas traités.

question m'a paru très difficile à résoudre.

Par les chirurgiens aussi, dont la rémunération
surable le calcul sera bien malaisé.

M. Mau... A ces justes observations, j'ajoute
si de 98 à un risque-maladie, c'est mettre le pied
dans tous les chiffres le coût de votre réforme? Mais
lever exorbitamment le prix des journées d'hôpital
à la dépense, et sans doute aussi les dépenses
opitaux. Il me paraît impossible de faire
ainsi dans un régime qui n'est pas fait pour eux.
Le texte présente.

déclarerai tout médecin qui a un hôpital
sous tous les risques.

Il faut surtout parer à certains risques de
nature ou accidents radiologiques. Etendre
la loi serait dangereux.

M. François-Saint-Maur. - Cela est certain. L'employé et la femme du libérateur même d'un dangereux que la duette. D'ailleurs, si vous avez la duette enlève partant en carabande.

M. Henri-Melin. - Et quelle sera la sanction de

M. Rolland. - On ne trouvera pas de duettes nous donnera un argument très fort pour faire nourrices.

M. François-Saint-Maur. - Cette situation ne se fera consultation de nourrices. Si vous interdisez l'industrie lésée demandera des indemnités.

M. Justin Godart. - La Com^m doit maintenir la matière d'éducation d'enfants, nous devons les routines. Pour ma part, je suis opposé à un état d'exportation des duettes.

M. François-Saint-Maur. - Le texte interdit tout

La Com^m se prononce contre l'interdit contre l'interdiction ^{seule} de la vente seulement.

M. Le Pt. - alors c'est l'adoption des conclusions

M. Justin Godart. - Dans ce cas, je demande le rapport au nom de la minorité.

M. Jourdain. - Je me suis abstenu parce que d'interdire les duettes.

M. Rolland est désigné pour faire un de la minorité.

M. Dudaux lit son rapport sur le projet de législation sur les accidents du travail au des hôpitaux. (1927, n° 6.)

3
M. Mauger. - Vous dites que la preuve de l'accident incombera à la victime. Ce n'est pas possible. C'est contraire à la loi de 1898 sur les accidents du travail.

M. le Rapp. - Il s'agit ici de catégories spéciales. Or, comment l'administration prouvera-t-elle qu'un médecin a pris une maladie dans sa clientèle et non à l'hôpital?

M. Henri Merlin. - Il n'y a pas de doute que nous devons rester dans le système de la loi de 98. La preuve sera aussi difficile à faire pour la victime que pour l'administration. D'autre part, je demande sur quelle base sera calculée l'indemnité ^{de soins} aux étudiants qui ne sont pas externes, ceux qu'on appelle, j'ose, des stagiaires-assistants; ceux-là ne reçoivent aucun traitement.

M. le Rapp. - La question m'a paru très difficile à résoudre.

M. Henri Merlin. - Pour les chirurgiens aussi, dont la rémunération est extrêmement variable, le calcul sera bien malaisé.

M. François-Saint-Maur. - A ces justes observations, j'ajoute que, étendre la loi de 98 à une risqué-maladie, c'est mettre le pied dans l'encre. Avez-vous chiffré le coût de votre réforme? Vous serez forcés de relever exorbitamment le prix des journées d'hôpital pour faire face à la dépense, et sans doute aussi les subventions attribuées aux hôpitaux. Il me paraît impossible de faire entrer les médecins dans un régime qui n'est pas fait pour eux. Je ne pourrais voter le texte présenté.

M. le R. - En effet, désolerais tout médecin qui a un hôpital trait assuré par lui contre tous les risques.

M. Mauger. - On voulait surtout parer à certains risques spéciaux, comme la piqûre aratoire ou les accidents radiologiques. Étendre beaucoup plus la loi serait dangereux.

M. Justin Godart. - C'est moi qui ai déposé le premier projet sur la question, après la mort d'un infirme qui avait contracté la rougeole en service. L'application de la loi de 98 à ces cas ne présente pas de grandes difficultés. Ils ne sont pas très nombreux. Les hôpitaux pourraient organiser entre eux un syndicat de garantie.

M. Lancier. - Pour les maladies du moins, on pourrait laisser la preuve de l'origine à la charge de l'intéressé.

M. Mauger. - C'est contraire à la législation sur les maladies professionnelles.

M. Daubry. - Les avantages spéciaux accordés aux "reposantes" de la Salpêtrière se cumuleraient-ils avec les salaires pour le calcul des indemnités?

M. le Rapp. - Les infirmiers sont couverts par la loi de 98.

La suite de la discussion sur le rapport est ajournée.

La Com. sur la proposition de M. Justin Godart, décide de demander que lui soit renvoyé pour avis le projet de loi portant organisation de la nation pour le temps de guerre.

La séance est levée à 6 heures 1/4.

RH

Séance du 23 Novembre 1927

Présidence de M. Chauveau

La séance est ouverte à 17 heures.

Présents : M. M. Dudouyt, J. Godart, M. Moume, Guillois, Charpentier, Muller, P. Strauss, de Wendel, Cheret, F. Merlin, Cazals, François-Saint-Maur,

M. J. Godart est désigné comme rapporteur pour avis du projet de loi portant organisa-
tion de la nation pour le temps de guerre
(1914-1918)

M. Dudouyt donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 25 nov bre 1925 concernant la prise
en charge par les institutions d'assurance sociales
des rentes du code d'assurances sociales
du 19 juillet 1911 au profit des personnes
revenues en France après le 1^{er} juillet 1921.
(555-1926). Le rapport conclut à l'adop-
tion. Il est approuvé.

M. Lancien donne lecture du rapport sur le pr. de loi adopté p. l. Ch., tendant à mo-
difier la législation de la C. N. de retraites
pour la vieillesse et de la C. N. d'assurances
en cas de décès. (132-1927.) Il donne connais-
sance des modifications qu'il propose au
projet de loi.

L'art 1. est adopté provisoirement

Art. 2, 3, à la fin sont adoptés provisoirement.

Le président demande au rapporteur de faire ~~et~~ dactylographier son texte et de le faire distribuer.

M. le rapporteur annonce que le rapporteur pour avis de la C^m des finances est d'accord avec lui. —

M. Mounié s'étonne que le p. l. sur les fumées industrielles ait été envoyé à la C^m d'administration. Il demande que la C^m d'Hygiène soit saisie. Adopté!

La séance est levée à 17 heures 45.

—
R.H.

Séance du 30 Novembre 1927

Présidence de M. Chauveau

Présents : M. M. François-Saint-Maur, Darai-
gues, Guillois, Mounié, Dherbécourt, J. Go-
dard, Cazals, Muller, Dauthy, Bombardier,
Didouy, Mauger, Lanciau, Chéret, Darteyre,
Bentin

Excusés : M. M. Paul Strauss, Cornand.

M. de Wendel donne lecture de son rapport

Projet de loi portant ratification du décret
du 21. déc. 1925, modifiant certaines dispositions du
Code des assurances sociales du 19 juillet 1911, re-
latives à l'assurance contre la maladie (Sénat 1927,
N° 124). - M. de WENDEL, Rapporteur.

Le rapport est adopté.

M. de Wendel donne lecture de son rapport sur

Projet de loi portant ratification du décret du
29 juillet 1926, modifiant les art. 537, 319 et 320
du Code des Assurances sociales en vigueur dans
les départements recouverts en ce qui concerne l'as-
surance accidents (Sénat 1927, N° 254). - Monsieur
de WENDEL, Rapporteur.

Le rapport est adopté.

~~M. de Wendel est nommé rapporteur 5/11/26~~

X

M. Guillois demande l'ajournement de la
discussion de son rapport sur la

Proposition de loi tendant à faire bénéficier
les orphelins des allocations prévues en faveur des
veuves d'ouvriers et de fonctionnaires par l'art. 6
de la loi du 14 avril 1926 (Sénat, année 1927, N°
340) - M. GUILLOIS, Rapporteur.

(adopté.)

M. Guillois donne lecture de son rapport sur

PROPOSITION DE LOI TENDANT À COMPLÉTER LES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 31 MARS 1919 RELATIVES AUX DROITS DE PENSION DES VEUVES DE GUERRE (Sénat, année 1927, N° 346). - M. GUILLOIS, Rapporteur.

Prement part à la discussion : M. le président, Monnié, Cazals, Fd. Merlin, Mangier. La commission trouve le projet dangereux pour les finances publiques. La proposition tendrait à donner droit à pension à la majorité de la population.

M. Guillois expose que, dans le cas du blessé, le mariage doit avoir été contracté avant la blessure, pour que la veuve ait droit à pension. Il en est tout différemment pour les veuves des malades, qui sont avantagées. La proposition de loi tend à donner les mêmes avantages aux veuves des blessés.

M. Armbruster attire l'attention sur le danger que présentent, au point de vue financier, certaines interprétations du Conseil d'Etat, jointes à certaines erreurs matérielles dans l'établissement des pièces.

Le rapport de M. Guillois sera réimprimé et distribué.

M. J. Godart présente ^{le plan de} son avis sur le projet de loi portant organisation générale de la nation pour le temps de guerre. Son avis sera présenté ultérieurement. Il donne des renseignements statistiques sur l'organisation du service de santé pen-

dant la guerre 1914-1918. Dix millions de blessés ont été transportés par automobiles ; 4 millions par trains sanitaires. Le nombre de lits avait diminué de 70 000 par l'avance allemande ; il a été rétabli à 570.000 par réquisition des grands hôtels de villes d'eau. 175.000 environ étaient occupés en permanence. Il est donc indispensable de prévoir une telle organisation dès le temps de paix.

Il ne suffit pas de s'occuper du matériel, il faut encore songer au personnel. M. J. Godart rappelle les errements lamentables du début de la guerre et les réformes qu'il dut apporter à l'organisation de 1914 comme S.S. du service de Santé. Il donne des chiffres prouvant l'activité chirurgicale intense ^{au moment} des grandes offensives, ainsi que les travaux des laboratoires de vaccins (20 millions de doses antityphoïdiques) (20 000 doses journalières de sérum antitétanique.)

M. J. Godart signale la liaison nécessaire entre le service de santé militaire et les services de santé civils.

Il montre la nécessité d'organiser mieux les autres personnels (pharmaciens, dentistes, infirmières, indigènes). (pendant la guerre 140 000 infirmiers, 60 000 infirmières). Les médecins devront être déchargés de toute besogne administrative.

M. François. St. Maur craint que ces observations ne soient pas facilement accordées

Avec le projet, qui ne vise que l'organisation de la population civile. Il faudra aussi prévoir le maintien d'un service de Santé pour les civils à l'intérieur. En temps de paix, il faut généraliser les Stages militaires d'infirmières civiles.

M. Armbruster voudrait penser à la guerre contre les gaz. Ce service est aux mains de l'artillerie. Aucun médecin n'est spécialisé dans cette question. Il faudrait créer un corps de médecins spécialisés.

M. J. Godart répond qu'en temps de guerre, il faut sans cesse modifier la défense contre les gaz, parce que ceux-ci changeraient à tout instant. D'autre part, nous connaissons les nôtres, nous ignorons ceux que nous recevrons.

M. Ed. Merlin se plaint des conditions médicales des conseils de révision. Il demande au rapporteur de traiter d'un mot cette question. Les visites au Corps sont tardives : elles peuvent ~~faire~~ ^{laisser} ~~faire~~ ^{naître} la présomption médicale d'origine de maladie, ce qui est grave au point de vue financier.

M. Mauger appuie ces observations. Un mauvais recrutement donne des résultats graves sur les lois de pensions.

M. Boumié constate qu'on incorpore des jeunes gens qu'on ne peut conserver au Corps et qui perdent leurs emplois au retour.

M. Boumié signale les vols de médicaments.

189

pendant la guerre. Une organisation sérieuse
est nécessaire.

La discussion est renvoyée à huitaine.

M. Rolland attire l'attention ^{les retards apportés à} sur la construction des sanatoriums à l'aide ^{même} de facilités ^{que celles} accordées aux H. B. M.

M. J. Godart répond que les difficultés
sont les mêmes pour les H. B. M.

M. le président est d'avis que la question
ne regarde pas le Com. d'Hygiène

La séance est levée à 18 h 1/2

RH

Séance du 7 Décembre 1927

Présidence de M. Chauveau

Présents : M. Mauger, Rolland, Cazals, Cheret, Guillois, Dudon, Daraignez, J. Godart Jourdain, Dentu, Breteau, P. Strauss, Mounié, Dherbecourt, Ed. Merlin.

Excuse : M. Cornand.

M. Guillois, rapporteur, donne lecture de son rapport sur la

Proposition de loi tendant à faire bénéficier les orphelins des allocations prévues en faveur des veuves d'ouvriers et de fonctionnaires par l'art. 6 de la loi du 14 avril 1926 (Sénat, année 1927, n° 346). 340 -

Les conclusions du rapport sont adoptées. -

M. Justin Godart donne lecture de son avis sur le

Projet de loi sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre (Sénat, année 1927, n° 151)

M. Paul Strauss félicite le rapporteur. Il lui demande de parler du rôle de la commission consultative supérieure du service de santé, ainsi que de celui de la commission sénatoriale de l'armée et de la commission d'hygiène de la Chambre.

M. Strauss demande aussi la modification d'une phrase paraissant flâner l'utilisation des femmes dans les usines.

M. Dherbecourt est hostile à l'emploi des femmes dans les hôpitaux.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

M. le président propose d'entendre M. le Directeur de la Caisse des dépôts au sujet du rapporté par M. Lancien, sur la législation de la Caisse des Retraites (132-1927.)

Il propose également d'examiner le budget de l'hygiène.

Ces deux propositions sont adoptées.

La séance est levée à 17 heures 40.

RAH

S E N A T

COMMISSION DE L'HYGIENE, DE L'ASSISTANCE
DE L'ASSURANCE ET DE LA PREVOYANCE SOCIALES.

Séance du 14 Décembre 1927

Présidence de M. Chauveau.

La séance est ouverte à seize heures et demie.

Présents : MM. Cazals, Lancien, Rolland, Jourdain, Leredu, Fernand Merlin, Justin Godart, Mounié, Armbrustern, Cornard, Dudouyt, Charpentier, Henri Merlin, Paul Strauss, Delpierre, Breteau.

Projet de loi tendant à modifier la loi du 1er avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels. (n° 95, 1927).

M. Fallières, ministre du travail et de la prévoyance sociale, est introduit.

M. le Président lui souhaite la bienvenue et lui donne la parole.

M. le Ministre expose que le projet dont il s'agit a été voté sans difficultés par la Chambre des Députés. Les cinq articles dont il se compose ont trait à des modifications essentielles ~~pour la législation sur les successions.~~

Le Sénat, en votant la loi des assurances sociales, a permis à la mutualité de pratiquer l'assurance-maladie et l'assurance-vieillesse par l'intermédiaire des caisses autonomes. Pour que ces caisses autonomes puissent s'organiser, il faut leur permettre d'étendre leurs opérations. Actuellement, elles ne peuvent constituer que des pensions ne dépassant pas 1.080 francs et que des capitaux ne dépassant pas

3.000 francs. Le gouvernement a demandé de porter ces chiffres respectivement à 6.000 francs et 36.000 francs.

Il y a lieu de faire observer que la mutualité pourrait déjà faire cela, mais dans les sociétés libres, et non dans les sociétés reconnues. Or, les premières ne sont pas soumises à un contrôle si rigoureux que les caisses autonomes. Il est donc de l'intérêt des assurés de donner la même faculté à ces dernières.

D'autre part, la loi de 1923 avait permis aux sociétés d'aliéner une partie de leur fonds commun inaliénable. Mais pour cela il leur fallait dresser un bilan actuariel, travail long et délicat. Un certain nombre de ces sociétés n'ont pu profiter de cette organisation, le délai de présentation de ce bilan étant expiré. Le Gouvernement demande à la commission d'autoriser le report de ce délai au 1^{er} janvier 1928. La Chambre ayant voté cette date, il est nécessaire d'aboutir au plus vite, si l'on ne veut pas causer le renvoi du projet à la Chambre. Le délai d'ailleurs restera suffisant, car tous les dossiers sont actuellement en état. M. le ministre croit savoir que M. Raoul Péret, l'un des représentants de la mutualité, a déjà dû entretenir les commissaires de l'urgence de ce projet.

M. le ministre examine ensuite les différents articles. L'article 1^{er} autorise les sociétés de secours mutuels à employer leurs fonds à la création d'oeuvres de prophylaxie et d'hygiène ; il reprend le texte de la loi des assurances sociales.

L'article 2 rend les pensions incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 1.080 francs par an et de 9.000 francs pour les capitaux assurés.

L'article 3 vise les placements. M. le ministre signale que dans le dernier alinéa, il faut lire : "le taux d'intérêt stitlé doit être a u m o i n s égal au taux d'intérêt prévu ppar la loi pour les fonds déposés par les sociétés en compte courant à la Caisse des dépôts et Consignations." Ces deux mots n'ayant été omis que par suite d'une erreur matérielle, il a été convenu, d'accord avec le rapporteur de la Chambre des députés, qu'un erratum serait inséré au Journal Officiel (compte-rendu des séances de la Chambre) de façon à permettre au Sénat de les insérer dans le texte sans qu'un renvoi à la Chambre soit nécessaire.

L'article 4 fixe le délai pendant lequel les sociétés pourront réclamer la faculté d'aliéner une partie du fonds commun.

L'article 5 ^{relève} ~~supprime~~ les maxima pour les caisses autonomes. Mais ~~xxxxxxx~~ bien que ces maxi-

ma puissent atteindre désormais 6.000 francs en rente et 36.000 francs en capital, les subventions de l'Etat ne seront accordées que jusqu'à concurrence de 1.080 et de 9.000 francs. Ainsi, la réforme ne coûtera rien à l'Etat.

Scruples qui lui sont venus à propos.

M. le Président croit devoir signaler à M. le ministre certains ~~inconvenients~~ du projet, et spécialement la disharmonie qu'il présente avec la loi sur les ~~xxxxxxx~~ ~~xxxxxxx~~ assurances sociales, votée par le Sénat et en instance devant la Chambre. *N'y a-t-il pas* danger pour l'avenir des oeuvres de prophylaxie sociale à retirer une partie de leur clientèle aux caisses départementales, *qui ont mission* de les créer?

L'article 2 du projet prévoit l'insaisissabilité jusqu'à 1.080 francs, la loi des assurances sociales jusqu'à 600 francs seulement.

avait, croit-il,

Le projet sur les caisses autonomes fait sien le texte relatif aux placements du projet primitif des assurances sociales, mais le texte définitif de cette dernière loi n'est plus le même, et ainsi les deux textes ne vont plus concorder.

Pour le taux des placements, on propose de le faire au moins égal au taux des fonds en compte courant des sociétés, alors que la loi des assurances sociales s'en remet aux ministres des finances et du travail de fixer ce taux. Or, les deux textes, sur tous ces points, doivent évidemment concorder.

*T'à la Caisse
des dépôts*

Combien d'ailleurs y a-t-il de caisses autonomes actuellement existantes ?

M. le ministre. Il y en a douze, qui sont :

La caisse autonome de l'Union mutuelle nationale pour l'assurance en cas de décès,	21.000	mem- bres;
La C.A. de la fédération départementale des mutualités scolaires laïques du Nord.	7.215	-
La C.A. de l'union des sociétés mutuelles de retraites des anciens combattants.	23.500	-
La C.A. de la France mutualiste.	40.000	-
La C.A. de la mutualité scolaire fontenaysienne	3.051	-
La C.A. de l'Union générale de la mutualité du Rhône.	6.027	-
L'Union départementale de la mutualité de la Loire	2.000	-
L'Association fraternelle des employés et ouvriers des chemins de fer français.	145.000	-
L'Union départementale des sociétés de secours mutuels approuvées et libres du Nord.	2.500	-

La Société de prévoyance en faveur de la vieillesse à Marseille.	2.000 mem- bres.
La Société de Prévoyance française à Paris.	9.000 -
L'Union des sociétés de secours mutuels de la Haute-Vienne.	2.000 -

M. le Président. Si l'on multiplie ces caisses, que nous n'avons acceptées que comme caisses déjà existantes,...

M. LE MINISTRE...à la promulgation de la loi.

M. le président...^{t. il pas} s'il s'en fonde chaque jour de nouvelles, ~~ne va démanteler les caisses départementales ?~~ ~~Cette loi-là,~~ C'est la caisse départementale qui en aura la responsabilité, il faut ~~la~~ lui laisser. Prenons le Rhône par exemple, avec ses caisses patronales et syndicales, avec ses caisses autonomes, il n'y aura plus de place pour la caisse départementale. Or, il est évident que c'est elle seule qui aura les moyens de prendre des mesures d'ordre général, de faire des créations d'oeuvres d'intérêt général. On va rendre cela impossible, et pour respecter des intérêts, respectables sans doute, mais qui n'en sont pas moins d'ordre privé. Il ne faut pas permettre de troubler le fonctionnement d'une loi qui va intéresser 15 millions de Français. En multipliant les caisses autonomes, on va priver l'organisation départementale des ses éléments les plus actifs et les meilleurs, les mutualistes. Va-t-on donner à la caisse autonome des subventions qui seront refusées aux individus qui n'en feront pas partie ? Et y aura-t-il des assurés de deux catégories ?.

*des moyens
nécessaires*

En résumé, dit M. le Président, il faut harmoniser les deux textes. La commission veut bien travailler vite, elle n'est pas l'adversaire du projet du gouvernement, elle demande simplement le temps ~~de~~ le mettre au point.

M. le ministre n'est pas l'adversaire d'un examen, il regrette seulement que le désir en soit exprimé tardivement. Si l'on apporte au projet des modifications profondes, celui-ci ne pourra être voté avant la fin de l'année.

M. le ministre se défend de vouloir ruiner par anticipation la loi sur les assurances sociales. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que l'adhésion de la mutualité est nécessaire pour le vote définitif des assurances sociales. Beaucoup de mutualistes n'ont voté les A.S. qu'à la condition que tous les organismes de ces A.S. auraient une organisation mutualiste. On leur a répondu que leurs sociétés pourraient assurer certains risques en se transformant en caisses autonomes : ils demandent à jouer leur rôle. Si l'on ne fait pas un pas dans ce sens, ils éprouveront certainement

une déception.

Dans l'avenir, mutualité et assurances sociales ne pourront se confondre entièrement : à côté des assurés sociaux, il restera toujours des mutualistes. Le projet ne crée nullement, comme paraît le craindre M. le président, un privilège en faveur de la mutualité pour l'application de la loi sur les assurances sociales.

M. le président dit que la commission est si favorable à la mutualité qu'elle l'a mise à la base des assurances sociales, ce que n'avait jamais fait aucune commission ni aucune assemblée. La commission n'est donc pas suspecte.

Mais il répète que le ministre ou ses prédécesseurs ont établi leur texte à un moment où la loi des assurances sociales n'avait pas sa forme actuelle, qui paraît devoir être sa forme définitive. Le projet du gouvernement est harmonisé avec des textes périmés. La commission voudrait le mettre en harmonie avec le texte actuel.

Me le président lave ensuite la commission du reproche d'avoir tardé. Le débat peut venir très vite au Sénat et à la Chambre. La commission en reconnaît l'urgence.

M. le ministre repousse toute idée de vouloir brusquer la commission, mais il est persuadé que si l'on apporte des modifications au texte, celui-ci ne pourra être voté avant le premier janvier 1928.

M. le président fait remarquer que la Chambre a déjà voté ce texte sans débat.

M. le ministre réplique qu'il devra cependant être examiné par la commission de la Chambre. Il demande à la commission, au cas où elle persisterait dans son intention de modifier le texte, de lui faire connaître son texte nouveau.

M. P. Strauss appuie M. le ministre. S'il faut modifier le texte, cela pourra se faire plus tard, avant la mise en vigueur de la loi sur les assurances sociales, qui ne sera exécutoire, dans la meilleure hypothèse, que 22 mois après sa promulgation. Il y a intérêt à permettre aux S.S.M. de se préparer à leur tâche pendant ce délai.

M. le président n'a jamais songé à retarder de deux ans le vote demandé par M. le ministre ; il ne s'agit, dans sa pensée, que d'un retard infiniment plus court.

Il remercie M. le ministre. Celui-ci quitte la salle.

Projet de loi tendant à modifier la législation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et de la Caisse nationale d'assurances en cas de décès (n° 132 1927).

M. Tannery, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, et M. Coulon, sous-directeur, sont introduits.

M. le président donne la parole à M. Tannery pour s'expliquer sur le rapport de M. Lancien et sur le projet qui l'accompagne.

M. Tannery expose que le projet, tel qu'il est venu de la Chambre, est soutenu par le gouvernement. Ce projet autorise les deux Caisses à faire de nouvelles combinaisons d'assurance, et il supprime les maxima en ce qui concerne les contrats des collectivités. En ce qui concerne les contrats individuels, il maintient le maximum actuel de 6.000 francs pour l'exemption des impôts.

Le directeur de la Caisse des dépôts et consignations examine ensuite le rapport de M. Lancien. Celui-ci fait au projet le reproche de faire des Caisses nationales des organismes pratiquant les opérations commerciales dans les mêmes conditions que les compagnies d'assurances. M. Lancien, en conséquence, demande que les C.N. soient soumises aux mêmes règles que les entreprises commerciales. Or, dit M. Tannery, les C.N. ne peuvent jamais être considérées comme des entreprises commerciales, car elles ne font pas de bénéfices.

M. Lancien fait encore observer qu'il serait anormal de constituer aux C.N. des privilèges dont ne jouiraient pas les S.S.M. et particulièrement les caisses autonomes mutualistes. Mais M. Tannery fait remarquer que les caisses autonomes viennent à peine de naître, sauf deux ou trois d'entre elles, et qu'il était assez naturel que l'on prit quelques précautions. Au contraire, la C.N. des retraites jouit d'une expérience de 75 ans. En outre, alors que dans le principe, le taux maximum des rentes de mutualité était de 360 francs, le maximum des rentes de la C.N. était de 1.200 fr.

Examinant le projet présenté par M. Lancien article par article, M. Tannery déclare qu'il serait indifférent pratiquement que le contrôle des C.N. (article 2) fût opéré désormais par M. Sumien. Mais pourquoi vouloir dessaisir la Commission supérieure qui contrôle chacune des deux caisses ? M. Tannery en rappelle la composition, qui comprend des représentants du Parlement et de l'administration. Ces Commissions supérieures sont saisies de toutes les questions

importantes.

D'autre part, les tarifs sont contresignés par les ministres des finances et du travail et les placements, sauf ceux en rentes d'Etat, sont soumis à l'approbation du ministre des finances.

Si l'on a imposé un autre contrôle aux compagnies privées, c'est pour s'assurer qu'elles n'imposaient pas des conditions léonines à leurs assurés. L'hypothèse est invraisemblable dans le cas des C.N., puisqu'elles ne doivent pas faire de bénéfices. Le principe même du contrôle étant différent, il doit être conduit de façon différente.

L'observation essentielle de M. Tannery porte sur la dernière phrase de l'article 2 de la proposition de M. Lancien, qui assujettit la C.N. des retraites aux prescriptions de la loi du 17 mars 1905 et des décrets subséquents. En 1905, les compagnies d'assurances ont obtenu l'application de la règle du tarif minimum, règle qui a pour résultat de supprimer toute concurrence entre elles. Cette réglementation aboutit en fait à empêcher une compagnie de réclamer des primes plus faibles que les autres compagnies. Si l'on appliquait cette règle à la C.N., elle devrait du jour au lendemain, hausser ses primes au niveau de celles des compagnies privées. Or, dans l'état actuel, la différence, au profit des assurés, est de 40 %. Ainsi, si l'article 2 du rapport était adopté, les candidats à la petite propriété, par exemple, verraient leurs primes s'élever automatiquement de 40 %.

Le taux moyen des placements ressort en ce moment à 8 %, il était un moment de 10 %, d'où des bénéfices supplémentaires, dont les compagnies privées ont fait bénéficier leurs actionnaires ou leurs réserves, mais dont la C.N. fait profiter ses assurés. La C.N. agit donc comme régulateur du marché des assurances. Lui enlever ce rôle causerait un préjudice certain aux petits épargnants.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que ces bénéfices permettent à la C.N. de subit des charges très lourdes au profit de la mutualité. La C.N. a reçu un nombre de 1 million de versements de 1 à 5 francs ; or, le coût administratif de tels versements est considérable. Si la C.N. n'avait pas une compensation, d'autre part, par la possibilité de faire de gros contrats, elle ne pourrait assumer une telle charge.

Actuellement, au taux de 5 1/2 %, un ouvrier gagnant 10.000 francs, qui verse 10 % de son salaire à la C.N. (y compris la cotisation patronale de 5 %) peut dépasser le maximum légal, puisqu'à 55 ans, la rente atteint 6.287 francs. Si les versements, au lieu de commencer à 30 ans, avaient commencé à 25, la rente pourrait atteindre 9.127 francs ; s'ils avaient commencé à 20 ans, elle serait de 13.000 francs. Si l'on admettait l'entrée en jouissance à 60 ans, les chiffres seraient respectivement de 11.000, 15.700, 22.077 francs.

M. Tannery annonce qu'il va aborder son deuxième point qui concerne le maximum des rentes des collectivités. Mais M. Lancien l'interrompt pour dire que c'est par erreur matérielle que les exemplaires de son rapport parlent d'un maximum de 9.000 francs, et que, dans le dernier état, il avait supprimé cette clause de son manuscrit. Il ajoute qu'à l'article 3, il a rétabli le texte de l'article 3 de la Chambre (sauf les mots "ou privées"), c'est-à-dire qu'il admet la suppression des maxima pour les rentes constituées par des collectivités.

M. Tannery montre combien la suppression des maxima est nécessaire pour les rentes constituées par des collectivités, puisque les agents de celles-ci ont vu s'augmenter leurs salaires dans des proportions telles que les versements amènent fréquemment à constituer des rentes qui dépassent ces maxima, et qu'ainsi les intéressés ne peuvent avoir les mêmes retraites que les personnels similaires de l'Etat.

Sur son troisième point (maximum des rentes individuelles), M. Tannery déclare ne pas maintenir l'observation qu'il se préparait à faire, M. Lancien déclarant supprimer son maximum de 9.000 francs.

Quatrième point : la Chambre assujettit à l'impôt la fraction des contrats nouveaux qui dépasse 6.000 francs. M. Lancien y assujettit tous les contrats dépassant 6.000 francs, pour leur totalité. Ainsi, un contrat de 6.000 francs ne serait pas assujettit à l'impôt, mais un contrat de 6.001 francs paierait l'impôt sur les 6.001 francs. Il y a là quelque chose d'excessif. D'autre part, la Chambre avait exonéré de l'impôt les contrats souscrits par les collectivités, le projet de M. Lancien les y soumet.

M. Lancien répond qu'il ne retranche ~~aucun~~ du bénéfice de l'exonération de l'impôt que les entreprises privées et les rentes constituées en vertu de décisions judiciaires non rendues en exécution de la loi de 1898.

M. Tannery réplique qu'il parle du maximum de l'article 1^{er} et que M. Lancien vise l'article 3.

~~M. Tannery~~ M. Lancien déclare qu'à l'article 1^{er} la question ne se pose pas, puisque le 3^e alinéa est ainsi rédigé : "Sont exempts de toute taxe les versements opérés au profit des déposants visés par les lois du 27 mars 1911, du 18 décembre 1915 et par l'article 3 de la présente loi."

M. Tannery fait observer combien il serait étrange que les collectivités privées ne payassent point l'impôt si elles gèrent elles-mêmes leurs caisses de retraite, mais qu'elles y fussent assujetties si elles font leurs versements

à la Caisse Nationale.

M. Lancien constate qu'il y a un malentendu. Il a laissé subsister les mots "par des collectivités" sans autre spécification. Ce qui lui avait fait supprimer les "entreprises publiques et privées", c'était précisément le mot "entreprises", qui présentait un caractère trop nettement commercial. Mais, dans son esprit, les mots "publiques ou privées" ne s'appliquaient pas aux "collectivités".

M. Tannery passe à l'article 7. Le projet de M. Lancien a appliqué la limitation de 100000 francs de capitaux différés aux assurances en cas de vie. Cette limitation n'existait pas pour les assurances en cas de vie, et, en fait, la C.N. n'a qu'une dizaine de contrats de 100.000 francs et 3 de 200.000 francs.

Sur l'article 10, le rapport s'étonne de la suppression de la fixation au mois de décembre de la date à laquelle doivent être révisés les tarifs. Cette fixation, répond M. Tannery, est inutile, et même parfois dangereuse. Ce fut le cas ces années dernières, où les fluctuations de la monnaie gênèrent parfois le C.N.

Quant à la fixation des bases de tarifs, la modification apportée par la Chambre à la législation en vigueur donne également plus d'aisance au gouvernement et à la Caisse. La nécessité de l'approbation du ministre donne toute sécurité.

Pour conclure, M. Tannery demande à la Commission de voter le texte de la Chambre sans modification. Sans doute, ce texte n'est pas parfait, comme toute chose humaine, mais il n'est justiciable d'aucune critique sérieuse. Les Caisses Nationales ont absolument besoin de cette loi.

M. Lancien demande si l'on a chiffré le coût des exonérations prévues.

M. Coulon répond que le calcul n'est pas actuellement possible, puisqu'il y a un maximum. Tout dépendra de l'empressement de la clientèle nouvelle que l'on escompte.

M. Lancien demande si les réserves pour fluctuations de cours seront suffisantes pour couvrir les extensions prévues et les ~~les~~ moins-values éventuelles.

M. Tannery répond que les réserves actuelles sont de 10 % du montant total du portefeuille et que les nouvelles opérations apporteront des bénéfices supplémentaires.

M. le Président remercie M. Tannery et son collaborateur. Ceux-ci quittent la salle.

Discussion

M. Strauss demande le vote immédiat et sans modification de la loi sur les sociétés de secours mutuels.

M. le président pense qu'il faut éviter de démolir d'avance la loi des assurances sociales. Il n'y a aucune bonne raison de ne pas apporter au projet sur les S.S.M. les modifications nécessaires pour le mettre en harmonie avec les A.S.

M. Strauss répond qu'il sera toujours temps d'harmoniser après.

Après une courte discussion entre les deux orateurs, la Commission autorise M. le président à rapporter mercredi prochain un texte mis en harmonie avec la loi des assurances sociales.

La séance est levée à dix-huit heures vingt.

R.M.

COMMISSION D'HYGIENE

SEANCE DU MERCREDI 21 DECEMBRE 1927

M. CHAUVEAU, président, est chargé d'étudier spécialement ~~xx~~ le projet de loi complétant la loi de 1898 sur les sociétés de secours mutuels, afin de présenter toutes observations susceptibles d'éclairer utilement la Commission.

// M. DUDOUYT donne des explications relatives au projet de loi, dont il est rapporteur, et qui étend la législation sur les accidents du travail au personnel médical des hopitaux et autres établissements d'assistance et de bienfaisance publics et privés.

M.M. CHAUVEAU & LANCIEN craignent que l'on aille au devant de risques considérables en raison des tarifs médicaux actuels qui, pour l'assistance, correspondent aux tarifs ordinaires diminués seulement de 20 %.

M. DUDOUYT expose les précisions nouvelles qu'il juge opportun d'apporter à la rédaction de certains articles du projet de loi (art. 1er, art. 2, art. 4 et 9).

Après observations de M.M. PAUL STRAUSS ET JUSTIN GODART, le rapport de M. DUDOUYT est adopté.

// La Commission décide d'entendre VENDREDI PROCHAIN 23 DECEMBRE, M. MAX HERMANT, Secrétaire Général du Comité Général des assurances sur le projet de loi dont M. LANCIEN est rapporteur et relatif aux C. N. R. V. & C. N. A. D.

RM

COMMISSION d'HYGIENE, ASSISTANCE, ASSURANCE
et PREVOYANCE SOCIALES

Séance du Vendredi 23 Décembre 1927

--

M. le Docteur CHAUVEAU, Président, ouvre la séance à
17 heures.

M. Max HERMANT, Secrétaire Général du Comité Général des
Assurances, qui doit être entendu au sujet du projet de loi voté
par la Chambre sur les Caisses nationales d'assurances pour la
vieillesse, et en cas de décès, est introduit.

M. MAX HERMANT.- Je remercie la Commission de m'avoir convoqué
afin de présenter des observations générales sur le projet de
loi voté par la Chambre des Députés concernant la Caisse Natio-
nale des Retraites et la Caisse Nationale d'assurances en cas
de décès.

1°- Exemptions fiscales. - Il ne m'appartient pas, dit M.
Max Hermant, d'émettre un avis sur l'étendue des exemptions fis-
cales qui peuvent être accordées par le Parlement à diverses
catégories d'assurés, afin d'encourager l'épargne et la pré-
voyance chez ceux de nos concitoyens dont les ressources sont
modestes et la situation digne d'intérêt.

Les droits de timbre et d'enregistrement qui frappent la
prévoyance sont, en France, exceptionnellement élevés, par rap-
port à tous les pays étrangers. Leur taux est actuellement dix

fois le taux de 1944 pour les assurances sur la vie, et quinze fois pour les rentes viagères. On ne peut donc que se montrer favorable, au point de vue social, à des exemptions aussi étendues que le permettent les nécessités de l'équilibre budgétaire. Mais, ces exemptions, justifiées par la situation des assurés qui en bénéficient, doivent, de ce fait même, et sous peine de commettre une injustice évidente, s'appliquer à des catégories déterminées d'assurés et non à certains organismes d'assurances privilégiés.

Nous devons donc demander que la bienveillance du Parlement et les encouragements qu'il peut donner à la prévoyance soient accordés dans les mêmes conditions et dans les mêmes limites à tous les assurés, à ceux qui s'adressent aux Sociétés privées comme à ceux qui s'adressent à la Caisse Nationale.

2°.- Extension commerciale des opérations des Caisses nationales.-

Le projet ~~de~~ voté par la Chambre conduit à transformer les Caisses nationales en une vaste Compagnie d'assurances gérée par l'Etat, à laquelle serait réservé un régime spécial, et qui bénéficierait de facilités qu'^{l'Etat} lui-même, par les règlements très étroits et parfaitement éclairés du contrôle, interdit aux Sociétés privées. Il s'agit donc, pour l'Etat, de supplanter les Sociétés privées par un moyen indirect.

Indépendamment de l'injustice certaine d'une semblable entreprise, on ~~dit~~ se demander, d'un point de vue plus élevé, si celle-ci est bonne et opportune, au point de vue social, d'une part, au point de vue national d'autre part.

- 3 -

a)- Au point de vue social il est certain que la propagande très active des agents d'assurances en faveur de l'assurance sur la vie est le facteur essentiel du développement, dans le pays, d'une forme de prévoyance dont le caractère moral est incontesté.

Si cette activité aboutit, chaque fois qu'un Français aura été convaincu de l'utilité de l'assurance sur la vie, à le voir s'adresser à la Caisse d'Etat privilégiée, elle ne peut que prendre fin rapidement.

Ainsi, sans parler du tort porté aux milliers d'agents qui trouvent leur gagne-pain dans un métier honorable, le résultat ne peut être qu'un recul de l'assurance dans notre pays qui a, au contraire, besoin pour se maintenir à la hauteur des autres grandes nations, de voir l'assurance dans notre pays, qui a, au contraire, besoin pour se maintenir à la hauteur des autres grandes nations, de voir l'assurance, entravée depuis sept ans par l'instabilité monétaire, reprendre un nouveau développement à la faveur de la solidité du franc.

C'est donc faire une oeuvre de régression sociale que d'entreprendre une lutte de l'Etat contre les nombreuses activités privées qui sont nécessaires au progrès de l'assurance en France.

b) - Au point de vue national, on ne peut négliger un fait essentiel, à savoir l'organisation mondiale de l'assurance et la situation qu'ont acquise les Sociétés françaises par leur présence dans plus de cinquante pays étrangers.

Si l'on se transporte, par la pensée, dans un pays étranger quelconque, on constate que les Sociétés françaises y sont dignement représentées et apparaissent ainsi comme une industrie française largement exportatrice. [M. Hermant indique plus de 50 pays des diverses parties du monde, où les sociétés d'assurances françaises ont des établissements. En outre, c'est là une exportation qui présente non seulement une utilité matérielle pour notre pays, mais une utilité morale, car il est honorable pour nous d'apporter aux populations de ces pays étrangers une organisation d'assurance, c'est-à-dire de répandre parmi elles, de la sécurité. Enfin la présence de Sociétés d'assurances françaises est, partout, un facteur efficace de l'expansion du commerce français.

Les Sociétés d'assurances anglaises, américaines, allemandes, italiennes, qui sont nos concurrentes sur tous les marchés extérieurs, reçoivent de leurs gouvernements respectifs un appui complet, des encouragements matériels, et des facilités de toute sorte. Les Sociétés françaises ont besoin, du moins pour conserver leur crédit qui est de premier ordre, de garder à l'intérieur une situation solide et bien assise. Il y a donc là un intérêt national que l'on ne peut sacrifier.

D'autre part, au moment où à Genève, tous les peuples représentés à la Société des Nations et à la Conférence Economique internationale se sont accordés pour promouvoir, comme un des principaux facteurs de paix, le développement des relations économiques internationales, la France va-t-elle aller à rebours de ce progrès ? L'assurance est précisément en avance sur la voie tra-

187

cée, qui est celle de l'avenir. A cet égard, il n'y a pas de barrières économiques et l'interpénétration des intérêts est profonde. Cette conception internationale du développement de l'assurance privée est impossible à concilier avec le système des organismes d'Etat, enfermés dans les frontières.

Il importe donc que notre pays ne fournisse pas lui-même à nos concurrents étrangers, par un acte évidemment nuisible au crédit des Sociétés françaises, des armes qu'ils ne manqueraient pas d'utiliser largement dans le monde entier, et jusque dans les colonies françaises.

Le projet de loi n° 132 présente donc, au point de vue de l'intérêt général du pays, de très graves dangers.)

En terminant, le Secrétaire Général du Comité des Assurances ajoute qu'il est prêt à répondre très volontiers aux questions que les membres de la Commission désireraient lui poser.

M. LE PRESIDENT le remercie des intéressantes considérations qu'il vient d'exposer devant la Commission.

M. MAX HERMANT se retire, et la parole est donnée à M. LANCIEN, rapporteur.

- Je m'étais fait une règle, dit ce dernier, de ne point engager de controverse avec M. TANNERY lors de sa récente audition. Je me réserve de relever certains points particuliers de ses déclarations lorsque le projet viendra en discussion devant le Sénat.

Je suis disposé, en ce qui ^{me} concerne, à donner aux Caisses nationales latitude entière d'élargir le champ de leurs opérations

Même je renoncerais au contrôle du Ministère du Travail dont, ~~dans mon rapport~~ j'avais indiqué la nécessité dans mon rapport provisoire.

M. JUSTIN GODART.- Le contrôle du Ministère du Travail ne pourrait que rendre les plus précieux services.

M. GUY DE WENDEL.- D'autant plus que les opérations nouvelles créeront inévitablement des risques pouvant aboutir à des déficits momentanés ou non. La responsabilité de l'Etat étant en cause, de ce fait, ~~q~~ le contrôle du Ministère du Travail me paraît indispensable, en dehors de la surveillance qu'~~il~~ exerce la Commission supérieure.

M. LANCIEN.- Voici ma pensée : Que la législation existante sur les Caisses nationales demeure intangible dans le cadre actuel des opérations qu'elles pratiquent et des exonérations prévues. Mais, pour les opérations nouvelles et illimitées dont il a été question, retenons le principe du contrôle établi par la loi du 17 mars 1905 notamment en matière de tarifs. ~~XXXX affirmant~~
L'intervention de ce Conseil technique, d'une compétence indiscutable, ne peut donner que d'excellents résultats. En assujettissant les Caisses au tarif minimum, elles offriront des garanties certaines; ayant moins de dépenses que les sociétés, elles réaliseront des bénéfices.

M. JUSTIN GODART.- Le bénéfice est fonction de l'échéance du risque. Or, sans tarif minimum, comment assurer les réserves qui pareront aux déficits éventuels ?

~~XXXX~~

M. LANCIEN.- Il n'y a d'autre part, aucune raison d'accorder des exonérations à des catégories privées au delà de certains chiffres.

M. TANNERY a objecté qu'il serait embarrassé de ses bénéfices.

Nous en indiquerons facilement l'emploi: versements à la Caisse d'amortissement; multiplication des prêts, à des taux modiques ~~aux communes~~ communes ainsi qu'aux sociétés d'habitations à bon marché. Si telle est l'opinion de la Commission sénatoriale, je suis prêt à modifier dans ce sens l'exposé de mon rapport et les articles du projet de loi."

Cette manière de voir est adoptée par l'unanimité des membres présents.

M. LE PRESIDENT en raison de l'importance de la question, propose de soumettre cette solution à un nouvel examen de la commission à la première réunion qu'elle tiendra dès la rentrée de janvier.

Il en est ainsi décidé.

M. MOUNIE fait ensuite observer que la Commission ne s'est point réunie spécialement en vue de l'examen du budget. A l'avenir, il y aura lieu de se concerter, au préalable, sur de nombreux chapitres.

Séance du 11 janvier 1928

Présidence de M. Chaudeau

La séance est ouverte à 17 heures.
Présents : M. Lanneu, Rolland, Guillois,
Paul Strauss, Charpentier, Bruteau,
Cazals, Daraigroz, Muller Jourdain,
François-Saint-Maur, Henri Merlin,
Justin Godart, Cornand.

L'ordre du jour appelle l'examen du
rapport (modifié) de M. Lanneu sur le

- Projet de loi tendant à modifier la législation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès,

mais M. le président annonce que M. Leredu, empêché, prie la Commission de remettre à huitaine. Il en est ainsi décidé.

On décide que le P.V. de la séance du 23 décembre sera multicopie et distribué.

M. François-Saint-Maur et quelques-uns de ses collègues font des réserves sur la validité des réunions de la Commission dont les pouvoirs, disent-ils, sont expirés, mais le règlement pouvant être interprété différemment, la majorité décide de tenir séance le 18 janvier pour

- 1° discuter le rapport de M. Lanneu ;
- 2° entendre le D^r Toulouse a. s. de la loi sur les aliénés.

S E N A T

COMMISSION DE L'HYGIENE, DE L'ASSISTANCE
DE L'ASSURANCE ET DE LA PREVOYANCE SOCIALES.

Séance du 14 Décembre 1927

Présidence de M. Chauveau.

La séance est ouverte à seize heures et demie.

Présents : MM. Cazals, Lancien, Rolland, Jourdain, Leredu, Fernand Merlin, Justin Godart, Mounié, Armbrustern, Cornard, Dudouyt, Charpentier, Henri Merlin, Paul Strauss, Delpierre, Breteau.

Projet de loi tendant à modifier la loi du 1er avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels. (n° 95, 1927).

M. Fallières, ministre du travail et de la prévoyance sociale, est introduit.

M. le Président lui souhaite la bienvenue et lui donne la parole.

M. le Ministre expose que le projet dont il s'agit a été voté sans difficultés par la Chambre des Députés. Les cinq articles dont il se compose ont trait à des modifications essentielles pour la législation sur les successions.

Le Sénat, en votant la loi des assurances sociales a permis à la mutualité de pratiquer l'assurance-maladie et l'assurance-vieillesse par l'intermédiaire des caisses autonomes. Pour que ces caisses autonomes puissent s'organiser, il faut leur permettre d'étendre leurs opérations. Actuellement, elles ne peuvent constituer que des pensions ne dépassant pas 1.080 francs et que des capitaux ne dépassant pas

3.000 francs. Le gouvernement a demandé de porter ces chiffres respectivement à 6.000 francs et 36.000 francs.

Il y a lieu de faire observer que la mutualité pourrait déjà faire cela, mais dans les sociétés libres, et non dans les sociétés reconnues. Or, les premières ne sont pas soumises à un contrôle si rigoureux que les caisses autonomes. Il est donc de l'intérêt des assurés de donner la même faculté à ces dernières.

D'autre part, la loi de 1923 avait permis aux sociétés d'aliéner une partie de leur fonds commun inaliénable. Mais pour cela il leur fallait dresser un bilan actuariel, travail long et délicat. Un certain nombre de ces sociétés n'ont pu profiter de cette organisation, le délai de présentation de ce bilan étant expiré. Le Gouvernement demande à la commission d'autoriser le report de ce délai au 1^{er} janvier 1928. La Chambre ayant voté cette date, il est nécessaire d'aboutir au plus vite, si l'on ne veut pas causer le renvoi du projet à la Chambre. Le délai d'ailleurs restera suffisant, car tous les dossiers sont actuellement en état. M. le ministre croit savoir que M. Raoul Péret, l'un des représentants de la mutualité, a déjà dû entretenir les commissaires de l'urgence de ce projet.

M. le ministre examine ensuite les différents articles. L'article 1^{er} autorise les sociétés de secours mutuels à employer leurs fonds à la création d'oeuvres de prophylaxie et d'hygiène ; il reprend le texte de la loi des assurances sociales.

L'article 2 rend les pensions incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 1.080 francs par an et de 9.000 francs pour les capitaux assurés.

L'article 3 vise les placements. M. le ministre signale que dans le dernier alinéa, il faut lire : "le taux d'intérêt stilié doit être a u m o i n s égal au taux d'intérêt prévu p o a r la loi pour les fonds déposés par les sociétés en compte courant à la Caisse des dépôts et Consignations." Ces deux mots n'ayant été omis que par suite d'une erreur matérielle, il a été convenu, d'accord avec le rapporteur de la Chambre des députés, qu'un erratum serait inséré au Journal Officiel (compte-rendu des séances de la Chambre) de façon à permettre au Sénat de les insérer dans le texte sans qu'un renvoi à la Chambre soit nécessaire.

L'article 4 fixe le délai pendant lequel les sociétés pourront réclamer la faculté d'aliéner une partie du fonds commun.

L'article 5 supprime les maxima pour les caisses autonomes. Mais ~~aucun~~ bien que ces maxi-

ma puissent atteindre désormais 6.000 francs en rente et 36.000 francs en capital, les subventions de l'Etat ne seront accordées que jusqu'à concurrence de 1.080 et de 9.000 francs. Ainsi, la réforme ne coûtera rien à l'Etat.

M. le Président croit devoir signaler à M. le ministre certains inconvénients du projet, et spécialement la disharmonie qu'il présente avec la loi sur les ~~xxxxxxx~~ ~~xxxxxxx~~ assurances sociales, votée par le Sénat et en instance devant la Chambre. Il peut y avoir danger pour l'avenir des oeuvres de prophylaxie sociale à retirer une partie de leur clientèle aux caisses départementales.

L'article 2 du projet prévoit l'insaisissabilité jusqu'à 1.080 francs, la loi des assurances sociales jusqu'à 600 francs seulement.

Le projet sur les caisses autonomes a fait sien le texte relatif aux placements du projet primitif des assurances sociales, mais le texte définitif de cette dernière loi n'est plus le même, et ainsi les deux textes ne vont plus concorder.

Pour le taux des placements, on propose de le faire au moins égal au taux des fonds en compte courant des sociétés, alors que la loi des assurances sociales s'en remet aux ministres des finances et du travail de fixer ce taux. Or, les deux textes, sur tous ces points, doivent évidemment concorder.

Combien d'ailleurs y a-t-il de caisses autonomes actuellement existantes ?

M. le ministre. Il y en a douze, qui sont :

La caisse autonome de l'Union mutuelle nationale pour l'assurance en cas de décès,	21.000 mem- bres
La C.A. de la fédération départementale des mutualités scolaires laïques du Nord.	7.215 -
La C.A. de l'union des sociétés mutuelles de retraites des anciens combattants.	23.500 -
La C.A. de la France mutualiste.	40.000 -
La C.A. de la mutualité scolaire fontenaysienne	3.051 -
La C.A. de l'Union générale de la mutualité du Rhône.	6.027 -
L'Union départementale de la mutualité de la Loire	2.000 -
L'Association fraternelle des employés et ouvriers des chemins de fer français.	145.000 -
L'Union départementale des sociétés de secours mutuels approuvées et libres du Nord.	2.500 -

La Société de prévoyance en faveur de la vieillesse à Marseille.	2.000 mem- bres,
La Société de Prévoyance française à Paris. .	9.000 -
L'Union des sociétés de secours mutuels de la Haute-Vienne.	2.000 -

M. le Président. Si l'on multiplie ces caisses, que nous n'avons acceptées que comme caisses déjà existantes,...

M. LE MINISTRE...à la promulgation de la loi.

M. le président...s'il s'en fonde chaque jour de nouvelles, on va démanteler les assurances sociales. Cette loi-là, c'est la caisse départementale qui en aura la responsabilité, il faut la lui laisser. Prenons le Rhône par exemple, avec ses caisses patronales et syndicales, avec ses caisses autonomes, il n'y aura plus de place pour la caisse départementale. Or, il est évident que c'est elle seule qui aura les moyens de prendre des mesures d'ordre général, de faire des créations d'oeuvres d'intérêt général. On va rendre cela impossible, et pour respecter des intérêts, respectables sans doute, mais qui n'en sont pas moins d'ordre privé. Il ne faut pas permettre de troubler le fonctionnement d'une loi qui va intéresser 15 millions de Français. En multipliant les caisses autonomes, on va priver l'organisation départementale des ses éléments les plus actifs et les meilleurs, les mutualistes. Va-t-on donner à la caisse autonome des subventions qui seront refusées aux individus qui n'en feront pas partie ? Et y aura-t-il des assurés de deux catégories ?.

En résumé, dit M. le Président, il faut harmoniser les deux textes. La commission veut bien travailler vite, elle n'est pas l'adversaire du projet du gouvernement, elle demande simplement le temps /de le mettre au point.

M. le ministre n'est pas l'adversaire d'un examen, il regrette seulement que le désir en soit exprimé tardivement. Si l'on apporte au projet des modifications profondes, celui-ci ne pourra être voté avant la fin de l'année.

M. le ministre se défend de vouloir ruiner par anticipation la loi sur les assurances sociales. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que l'adhésion de la mutualité est nécessaire pour le vote définitif des assurances sociales. Beaucoup de mutualistes n'ont voté les A.S. qu'à la condition que tous les organismes de ces A.S. auraient une organisation mutualiste. On leur a répondu que leurs sociétés pourraient assurer certains risques en se transformant en caisses autonomes : ils demandent à jouer leur rôle. Si l'on ne fait pas un pas dans ce sens, ils éprouveront certainement

une déception.

Dans l'avenir, mutualité et assurances sociales ne pourront se confondre entièrement : à côté des assurés sociaux, il restera toujours des mutualistes. Le projet ne crée nullement, comme paraît le craindre M. le président, un privilège en faveur de la mutualité pour l'application de la loi sur les assurances sociales.

M. le président dit que la commission est si favorable à la mutualité qu'elle l'a mise à la base des assurances sociales, ce que n'avait jamais fait aucune commission ni aucune assemblée. La commission n'est donc pas suspecte.

Mais il répète que le ministre ou ses prédécesseurs ont établi leur texte à un moment où la loi des assurances sociales n'avait pas sa forme actuelle, qui paraît devoir être sa forme définitive. Le projet du gouvernement est harmonisé avec des textes périmés. La commission voudrait le mettre en harmonie avec le texte actuel.

Me le président lave ensuite la commission du reproche d'avoir tardé. Le débat peut venir très vite au Sénat et à la Chambre. La commission en reconnaît l'urgence.

M. le ministre repousse toute idée de vouloir brusquer la commission, mais il est persuadé que si l'on apporte des modifications au texte, celui-ci ne pourra être voté avant le premier janvier 1928.

M. le président fait remarquer que la Chambre a déjà voté ce texte sans débat.

M. le ministre réplique qu'il devra cependant être examiné par la commission de la Chambre. Il demande à la commission, au cas où elle persisterait dans son intention de modifier le texte, de lui faire connaître son texte nouveau.

M. P. Strauss appuie M. le ministre. S'il faut modifier le texte, cela pourra se faire plus tard, avant la mise en vigueur de la loi sur les assurances sociales, qui ne sera exécutoire, dans la meilleure hypothèse, que 22 mois après sa promulgation. Il y a intérêt à permettre aux S.S.M. de se préparer à leur tâche pendant ce délai.

M. le président n'a jamais songé à retarder de deux ans le vote demandé par M. le ministre ; il ne s'agit, dans sa pensée, que d'un retard infiniment plus court.

Il remercie M. le ministre. Celui-ci quitte la salle.

Projet de loi tendant à modifier la législation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et de la Caisse nationale d'assurances en cas de décès (n° 132 1927).

M. Tannery, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, et M. Coulon, sous-directeur, sont introduits.

M. le président donne la parole à M. Tannery pour s'expliquer sur le rapport de M. Lancien et sur le projet qui l'accompagne.

M. Tannery expose que le projet, tel qu'il est venu de la Chambre, est soutenu par le gouvernement. Ce projet autorise les deux Caisses à faire de nouvelles combinaisons d'assurance, et il supprime les maxima en ce qui concerne les contrats des collectivités. En ce qui concerne les contrats individuels, il maintient le maximum actuel de 6.000 francs pour l'exemption des impôts.

Le directeur de la Caisse des dépôts et consignations examine ensuite le rapport de M. Lancien. Celui-ci fait au projet le reproche de faire des Caisses nationales des organismes pratiquant les opérations commerciales dans les mêmes conditions que les compagnies d'assurances. M. Lancien, en conséquence, demande que les C.N. soient soumises aux mêmes règles que les entreprises commerciales. Or, dit M. Tannery, les C.N. ne peuvent jamais être considérées comme des entreprises commerciales, car elles ne font pas de bénéfices.

M. Lancien fait encore observer qu'il serait anormal de constituer aux C.N. des privilèges dont ne jouiraient pas les S.S.M. et particulièrement les caisses autonomes mutualistes. Mais M. Tannery fait remarquer que les caisses autonomes viennent à peine de naître, sauf deux ou trois d'entre elles, et qu'il était assez naturel que l'on prit quelques précautions. Au contraire, la C.N. des retraites jouit d'une expérience de 75 ans. En outre, alors que dans le principe, le taux maximum des rentes de mutualité était de 360 francs, le maximum des rentes de la C.N. était de 1.200 fr.

Examinant le projet présenté par M. Lancien article par article, M. Tannery déclare qu'il serait indifférent pratiquement que le contrôle des C.N. (article 2) fût opéré désormais par M. Sumien. Mais pourquoi vouloir dessaisir la Commission supérieure qui contrôle chacune des deux caisses ? M. Tannery en rappelle la composition, qui comprend des représentants du Parlement et de l'administration. Ces Commissions supérieures sont saisies de toutes les questions

importantes.

D'autre part, les tarifs sont contresignés par les ministres des finances et du travail et les placements, sauf ceux en rentes d'Etat, sont soumis à l'approbation du ministre des finances.

Si l'on a imposé un autre contrôle aux compagnies privées, c'est pour s'assurer qu'elles n'imposaient pas des conditions léonines à leurs assurés. L'hypothèse est invraisemblable dans le cas des C.N., puisqu'elles ne doivent pas faire de bénéfices. Le principe même du contrôle étant différent, il doit être conduit de façon différente.

L'observation essentielle de M. Tannery porte sur la dernière phrase de l'article 2 de la proposition de M. Lancien, qui assujettit la C.N. des retraites aux prescriptions de la loi du 17 mars 1905 et des décrets subséquents. En 1905, les compagnies d'assurances ont obtenu l'application de la règle du tarif minimum, règle qui a pour résultat de supprimer toute concurrence entre elles. Cette réglementation aboutit en fait à empêcher une compagnie de réclamer des primes plus faibles que les autres compagnies. Si l'on appliquait cette règle à la C.N., elle devrait du jour au lendemain, hausser ses primes au niveau de celles des compagnies privées. Or, dans l'état actuel, la différence, au profit des assurés, est de 40 %. Ainsi, si l'article 2 du rapport était adopté, les candidats à la petite propriété, par exemple, verraient leurs primes s'élever automatiquement de 40 %.

Le taux moyen des placements ressort en ce moment à 8 %, il était un moment de 10 %, d'où des bénéfices supplémentaires, dont les compagnies privées ont fait bénéficier leurs actionnaires ou leurs réserves, mais dont la C.N. fait profiter ses assurés. La C.N. agit donc comme régulateur du marché des assurances. Lui enlever ce rôle causerait un préjudice certain aux petits épargnants.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que ces bénéfices permettent à la C.N. de subir des charges très lourdes au profit de la mutualité. La C.N. a reçu un nombre de 1 million de versements de 1 à 5 francs ; or, le coût administratif de tels versements est considérable. Si la C.N. n'avait pas une compensation, d'autre part, par la possibilité de faire de gros contrats, elle ne pourrait assumer une telle charge.

Actuellement, au taux de 5 1/2 %, un ouvrier gagnant 10.000 francs, qui verse 10 % de son salaire à la C.N. (y compris la cotisation patronale de 5 %) peut dépasser le maximum légal, puisqu'à 55 ans, la rente atteint 6.287 francs. Si les versements, au lieu de commencer à 30 ans, avaient commencé à 25, la rente pourrait atteindre 9.127 francs ; s'ils avaient commencé à 20 ans, elle serait de 13.000 francs. Si l'on admettait l'entrée en jouissance à 60 ans, les chiffres seraient respectivement de 11.000, 15.700, 22.077 francs.

M. Tannery annonce qu'il va aborder son deuxième point qui concerne le maximum des rentes des collectivités. Mais M. Lancien l'interrompt pour dire que c'est par erreur matérielle que les exemplaires de son rapport parlent d'un maximum de 9.000 francs, et que, dans le dernier état, il avait supprimé cette clause de son manuscrit. Il ajoute qu'à l'article 3, il a rétabli le texte de l'article 3 de la Chambre (sauf les mots "ou privées"), c'est-à-dire qu'il admet la suppression des maxima pour les rentes constituées par des collectivités.

M. Tannery montre combien la suppression des maxima est nécessaire pour les rentes constituées par des collectivités, puisque les agents de celles-ci ont vu s'augmenter leurs salaires dans des proportions telles que les versements amènent fréquemment à constituer des rentes qui dépassent ces maxima, et qu'ainsi les intéressés ne peuvent avoir les mêmes retraites que les personnels similaires de l'Etat.

Sur son troisième point (maximum des rentes individuelles), M. Tannery déclare ne pas maintenir à l'observation qu'il se préparait à faire, M. Lancien déclarant supprimer son maximum de 9.000 francs.

Quatrième point : la Chambre assujettit à l'impôt la fraction des contrats nouveaux qui dépasse 6.000 francs. M. Lancien y assujettit tous les contrats dépassant 6.000 francs, pour leur totalité. Ainsi, un contrat de 6.000 francs ne serait pas assujettit à l'impôt, mais un contrat de 6.001 francs paierait l'impôt sur les 6.001 francs. Il y a là quelque chose d'excessif. D'autre part, la Chambre avait exonéré de l'impôt les contrats souscrits par les collectivités, le projet de M. Lancien les y soumet.

M. Lancien répond qu'il ne retranche ~~l'impôt~~ du bénéfice de l'exonération de l'impôt que les entreprises privées et les rentes constituées en vertu de décisions judiciaires non rendues en exécution de la loi de 1898.

M. Tannery réplique qu'il parle du maximum de l'article 1^{er} et que M. Lancien vise l'article 3.

~~M. Tannery~~ M. Lancien déclare qu'à l'article 1^{er} la question ne se pose pas, puisque le 3^e alinéa est ainsi rédigé : "Sont exempts de toute taxe les versements opérés au profit des déposants visés par les lois du 27 mars 1911, du 18 décembre 1915 et par l'article 3 de la présente loi.

M. Tannery fait observer combien il serait étrange que les collectivités privées ne payassent point l'impôt si elles gèrent elles-mêmes leurs caisses de retraite, mais qu'elles y fussent assujetties si elles font leurs versements

à la Caisse Nationale.

M. Lancien constate qu'il y a un malentendu. Il a laissé subsister les mots "par des collectivités" sans autre spécification. Ce qui lui avait fait supprimer les "entreprises publiques et privées", c'était précisément le mot "entreprises", qui présentait un caractère trop nettement commercial. Mais, dans son esprit, les mots "publiques ou privées" ne s'appliquaient pas aux "collectivités".

M. Tannery passe à l'article 7. Le projet de M. Lancien a appliqué la limitation de 100000 francs de capitaux différés aux assurances en cas de vie. Cette limitation n'existait pas pour les assurances en cas de vie, et, en fait, la C.N. n'a qu'une dizaine de contrats de 100.000 francs et 3 de 200.000 francs.

Sur l'article 10, le rapport s'étonne de la suppression de la fixation au mois de décembre de la date à laquelle doivent être révisés les tarifs. Cette fixation, répond M. Tannery, est inutile, et même parfois dangereuse. Ce fut le cas ces années dernières, où les fluctuations de la monnaie gênèrent parfois le C.N.

Quant à la fixation des bases de tarifs, la modification apportée par la Chambre à la législation en vigueur donne également plus d'aisance au gouvernement et à la Caisse. La nécessité de l'approbation du ministre donne toute sécurité.

Pour conclure, M. Tannery demande à la Commission de voter le texte de la Chambre sans modification. Sans doute, ce texte n'est pas parfait, comme toute chose humaine, mais il n'est justiciable d'aucune critique sérieuse. Les Caisses Nationales ont absolument besoin de cette loi.

M. Lancien demande si l'on a chiffré le coût des exonérations prévues.

M. Coulon répond que le calcul n'est pas actuellement possible, puisqu'il y a un maximum. Tout dépendra de l'empressement de la clientèle nouvelle que l'on escompte.

M. Lancien demande si les réserves pour fluctuations de cours seront suffisantes pour couvrir les extensions prévues et les moins-values éventuelles.

M. Tannery répond que les réserves actuelles sont de 10 % du montant total du portefeuille et que les nouvelles opérations apporteront des bénéfices supplémentaires.

M. le Président remercie M. Tannery et son collaborateur. Ceux-ci quittent la salle.

Discussion

M. Strauss demande le vote immédiat et sans modification de la loi sur les sociétés de secours mutuels.

M. le président pense qu'il faut éviter de démolir d'avance la loi des assurances sociales. Il n'y a aucune bonne raison de ne pas apporter au projet sur les S.S.M. les modifications nécessaires pour le mettre en harmonie avec les A.S.

M. Strauss répond qu'il sera toujours temps d'harmoniser après.

Après une courte discussion entre les deux orateurs, la Commission autorise M. le président à rapporter mercredi prochain un texte mis en harmonie avec la loi des assurances sociales.

La séance est levée à dix-huit heures vingt.
